

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DE L'ÉTAT
DES
SOUS-OFFICIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le mercredi 13 mars 1907, à 1 heure.*

PAR

H. BAYLE

Président: M. SAUZET.

Suffragants: { MM. CHAVEGRIN. } professeurs.
 BERTHÉLEMY. }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

DE L'ÉTAT
DES
SOUS-OFFICIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu
le mercredi 13 mars 1907, à 1 heure.*

PAR

H. BAYLE

Président: M. SAUZET.

*Suffragants: { MM. CHAVEGRIN. { professeurs.
 BERTHÉLEMY. }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

« Tant valent les cadres, tant valent les effectifs. »

Sur la foi de cet adage, on s'est toujours beaucoup occupé de l'officier — mais beaucoup moins du sous-officier. — On peut alléguer que la question des officiers et celle des sous-officiers ne présentent pas le même intérêt, que les sous-officiers sont en somme formés par les officiers, que tant vaudront ceux-ci, tant vaudront ceux-là. C'est vrai, mais, quelle que soit la valeur du maître, on ne peut se désintéresser du choix de l'élève ; il faut aussi prévoir le temps et les frais nécessaires à l'instruction de cet élève. Et si l'on a su former de bons sous-officiers, ne convient-il pas de faire ensuite tout le possible pour tirer de leurs services le meilleur parti ? La question des sous-officiers est donc capitale dans l'organisation de notre armée.

§

Nous n'avons pas de loi spéciale sur l'état des sous-officiers. Leur sort a d'abord été fixé par les lois de recrutement elles-mêmes, suivant les nécessités de l'époque. Puis sont intervenues les trois lois sur le rengagement des sous-officiers du 22 juin 1878, 23 juillet 1881, 18 mars 1889, qui ont considérablement amélioré leur situation et ont, toutes trois, réuni dans un même texte les principales dispositions législatives qui

pouvaient les concerner. Enfin la dernière de ces lois vient d'être abrogée par la loi de recrutement du 21 mars 1905 qui désormais règle la situation de nos sous-officiers rengagés. Aujourd'hui comme autrefois, c'est donc dans la loi de recrutement qu'il faut chercher les plus importantes des dispositions qui les concernent; les moins importantes se trouvent dans de nombreuses lois et nombreux décrets, dans une multitude de règlements et circulaires ministérielles, documents cent fois remaniés, parus à des dates qui s'échelonnent sur l'espace d'un siècle et au milieu desquels les militaires eux-mêmes se débrouillent difficilement.

§

Si les sous-officiers n'ont pas leur charte, ils n'en ont pas moins leur « état ». Cet état, il est vrai, n'étant pas fixé par un texte spécial, est par cela même précaire; il n'a pas la stabilité de celui des officiers, cristallisé, pour ainsi dire, dans la loi du 19 mai 1834. Soumis à toutes les vicissitudes du recrutement, il est souvent remis en question, même pour celles de ses dispositions qui sont indépendantes du mode de recrutement et qui pourraient être invariables. Les considérations budgétaires, elles aussi, interviennent très efficacement pour modifier la législation relative aux sous-officiers.

Cependant loin de nous la pensée de réclamer pour les sous-officiers une loi analogue à celle du 19 mai 1834 sur « l'état des officiers ». Cette loi a été salu-
taire en son temps; sans vouloir examiner si sa survi-

vance a été un bien ou un mal (1), nous estimons que l'état des sous-officiers doit, à l'inverse de ce qui s'est passé pour les officiers, s'harmoniser avec toutes les modifications qui surviennent dans les conditions sociales et par suite dans les institutions militaires du pays. C'est d'ailleurs ce qui s'est toujours produit pour les sous-officiers ; tandis qu'on a persisté, à tort ou à raison, à considérer comme intangible l'état des officiers, le respect dû aux traditions n'a pas empêché le législateur d'apporter d'incessantes modifications à la condition des sous-officiers. Leur état s'est plié aux exigences de chaque époque et il en est résulté un ensemble de lois qui, d'après l'opinion quelque peu optimiste du « colonel » auteur de « la Nation et l'Armée », « est à peu près aussi parfait qu'une œuvre législative peut l'être. » « Les résultats, ajoute cet « auteur, en sont que nos sous-officiers remplissent fort « bien le rôle qui leur incombe et que, dans leur ensemble, ils sont satisfaits de leur situation légale. » Ces affirmations, il serait intéressant de les contrôler, et c'est là précisément le but que nous nous sommes assigné dans cette étude.

§

Notre armée, composée d'une si grande quantité de soldats faisant un service relativement court, doit être étayée par un corps de sous-officiers aussi nombreux, aussi instruits, aussi permanents que possible.

(1) Cet examen sortirait du cadre de cette étude. Voir à ce sujet *La nation et l'armée*, par un colonel (Armand Colin, édit.).

En effet la mission des sous-officiers est complexe ; ils doivent former l'homme de recrue physiquement et moralement, veiller à tous les détails de sa vie matérielle, soins corporels, entretien de l'habillement, de la literie, de l'armement, etc. Ils sont, dans ce travail et cette surveillance continus, les auxiliaires des officiers dont ils reçoivent l'impulsion. Ceux-ci ne peuvent et ne doivent pas s'attarder à toutes les minuties de l'instruction et du service intérieur. Ils y passeraient un temps qu'ils peuvent et doivent mieux employer. Leur influence sur le soldat, au lieu d'en être accrue, en serait amoindrie. Le sous-officier, au contraire, chargé de tous les détails, verra ses fonctions se rehausser en raison de l'initiative qui lui sera laissée. Il vivra donc de la vie du soldat et, toujours en contact avec lui, devra réunir à sa valeur technique, des qualités morales comme l'honnêteté, le jugement, la douceur, la fermeté, la bienveillance. En campagne la mission du sous-officier aurait un caractère encore plus élevé ; elle ne différerait de celle du lieutenant que par l'effectif moins élevé qu'il aurait à commander.

Ce rôle du sous-officier que nous venons d'exposer à grands traits, c'est surtout le rôle du sous-officier de carrière. Seul, un professionnel, un militaire de vocation, incarnera le dévouement et toutes les qualités physiques et morales nécessaires pour bien remplir ce rôle. Ce professionnel est donc dans notre organisation militaire un rouage de la plus haute importance et, privée de cet organe, l'armée ne serait qu'une machine imparfaite, sinon incapable de fonctionner.

Dans l'armée allemande, armée qui doit toujours être mise en parallèle avec la nôtre, on constate, pour le recrutement des sous-officiers de carrière, une organi-

sation supérieure si l'on en juge par ses résultats. Et pourtant la durée du service en Allemagne est la même que chez nous, au moins pour le plus grand nombre des soldats. L'effectif budgétaire : 594.077 hommes en 1905, est comparable au nôtre : 531.395 hommes pour la même année (1). En Allemagne, pour ces 594.077 hommes, nous relevons, en 1905, un total de 82.542 sous-officiers rengagés, soit la presque totalité des instructeurs (2).

En France, même si la loi du 21 avril 1905, la plus récente traitant de la matière, produit tous les effets qu'on espère, on ne comptera comme rengagés que les trois quarts des sous-officiers et le quart des caporaux et brigadiers, soit un ensemble de 40 à 43.000 instructeurs.

En France, la proportion des rengagés est donc beaucoup moindre, de par la volonté du législateur, et c'est là une infériorité de notre armée d'abord quant aux moyens d'instruire la troupe et surtout quant à la valeur des cadres inférieurs en campagne. Ainsi cette question des sous-officiers de carrière paraît résolue chez nos voisins. Est-elle résolue chez nous, même en supposant qu'on ne puisse à aucun prix augmenter la proportion des rengagés ? La loi du 21 avril 1905 suffira-t-elle à réaliser les espérances, pourtant modestes, du législateur ? Et si nous obtenons le nombre voulu de rengagements, aurons-nous par cela même la qualité voulue de rengagés ?

(1) *L'armée en 1906. Considérations générales à propos du budget de la guerre.* KLOTZ, rapporteur du budget de la guerre.

(2) Le grade de caporal n'existe pas dans l'armée allemande ; mais chaque unité (compagnie, batterie, escadron) renferme dans ses cadres, dix *gefreite*, sorte de sous-caporaux qui n'ont pas leur correspondant dans notre armée et sont rengagés pour la plupart.

§

En effet, cette loi de 1905, en réduisant la durée du service militaire, a rendu la question plus importante et plus complexe aussi, la difficulté de constituer les cadres augmentant avec la diminution du temps de service. Elle a imposé à tous les chefs un surcroît de travail, plus considérable encore pour le sous-officier que pour l'officier. Les rengagés les moins bien trempés pourraient se décourager et abandonner prématurément la carrière ; il faut parer à cette éventualité. Il faut éviter aussi que le nombre des candidats aux grades de caporal et de sous-officier ne vienne à diminuer.

On ne peut plus compter aujourd'hui sur un certain entraînement comme aux époques où l'on restait sept ou huit années sous les drapeaux. La majorité des jeunes gens capables sollicitaient alors les galons de sous-officier comme un moyen d'augmenter leur bien-être. Leur zèle était excité par des considérations très personnelles, mais cela profitait en fin de compte à l'armée tout entière. On sentira moins ce puissant aiguillon dans le service à court terme. Le soldat ne deviendra sous-officier qu'un an au moins après son incorporation, et, s'il n'a pas l'intention de se rengager, bénéficiera de son grade pendant une année au plus. A ceux qui calculent, le surcroît de travail imposé aux candidats sous-officiers ne paraît pas suffisamment compensé par l'avantage de galons que l'on porte si peu de temps. Cet effet s'était déjà fait sentir sous l'empire de la loi du 15 juillet 1889 et même un ministre de la guerre, mû sans doute par cette considération, avait proposé de réduire à quatre mois au lieu de six, le temps

de service nécessaire au simple soldat pour pouvoir être nommé caporal (1).

Ils seront donc rares aujourd'hui les jeunes gens de bonne volonté qui rechercheront les galons de sous-officier sans cependant vouloir rester sous les drapeaux au-delà du temps légal. Bien des recrues, d'autre part, pourront arriver au régiment disposées à s'y créer une situation. C'est sur elles qu'il faut surtout compter pour recruter nos sous-officiers. Encore ne faut-il pas décourager ces bonnes volontés. Il faut offrir à ces jeunes gens une carrière aussi agréable que possible, considérée, suffisamment rémunérée et les mettant à l'abri du besoin pour le reste de leurs jours ; il faut leur donner aussi la quasi-certitude qu'après être entrés dans l'engrenage, ils pourront y rester ; autrement ils ne rechercheraient pas ces galons et ne se rengageraient pas davantage. Et il n'y aurait plus qu'une alternative : ce serait d'imposer le grade de caporal et de sous-officier à ceux qui seraient jugés les plus aptes ; on peut douter de l'excellence d'un tel procédé.

Pour l'instant, bornons-nous à constater que la réduction du temps de service paraît avoir rendu très problématique le recrutement des sous-officiers. Plus que jamais il faut obtenir le nombre et la qualité, double résultat que l'ancienne législation elle-même n'a pu atteindre complètement.

L'« état des sous-officiers », c'est-à-dire l'ensemble des garanties légales attribuées aux sous-officiers con-

(1) Cette proposition a été réalisée en partie par la loi du 8 avril 1903 qui dispose : ... *les militaires qui auront justifié avoir acquis avant leur incorporation la pratique de certains exercices susceptibles de faciliter l'instruction militaire et qui seront déterminés par un règlement ministériel, pourront être nommés caporaux ou brigadiers après quatre mois de service actif.*

tre la perte de leur grade et de tous les avantages qui y sont attachés est donc un sujet tout d'actualité, puisque ce sont nécessairement ces avantages qui font rechercher le grade de sous-officier.

§

Politiques et militaires ont beaucoup discuté cette question des sous-officiers et ont exprimé sur elle des opinions très différentes. Généralement les auteurs (1) n'ont fait que l'effleurer ou ne lui ont consacré qu'un seul article ou chapitre ; ils y ont alors exposé leurs desiderata en présentant une seule face de la question, celle qui justifiait leur manière de voir. Le lecteur non prévenu adopte en bloc leurs conclusions parce qu'elles lui paraissent logiques. Et pourtant les données statistiques mises à l'appui du raisonnement sont souvent adaptées à ses besoins. Parfois, au contraire, l'éloquence des chiffres est contre-balancée par l'éloquence de l'auteur, qui, optimiste ou pessimiste, accorde, dans cette

(1) Parmi ceux que nous avons consultés, nous citerons : Auteur anonyme. *L'armée nouvelle* (Dentu, édit., 1871). — Un ancien officier. *La puissance française* (Calman-Lévy, éd., 1885). — Lt-colonel GRANDCLÉMENT. *Questions militaires à l'ordre du jour* (Baudoin, éd., 1883). — *L'armée française en 1887* (Lavauzelle, éd., 1887). — Général THOMAS. *Les transformations de l'armée française* (Berger-Levrault, éd., 1887). — Capitaine GILBERT. *Nouvelle revue*, nov. 1887. — Général LUZEUX. *Etudes d'organisation de l'armée* (Lavauzelle, éd.). — Général PHILEBERT, *La question des sous-officiers* (Lavauzelle, éd.). — Capitaine PÉPIN. *L'avenir du sous-officier ; l'adjudant Georges* (Lavauzelle). — Commandant E. MANCEAU. *Notre armée, essais de psychologie militaire* (Charpentier, éd.). — *La question des sous-officiers*, par un officier retraité (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janv. 1878). — *Comment rendre acceptable le service de deux ans*. Lt-colonel DE BROGLIE (*Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1904).

question assez positive, trop d'influence aux facteurs moraux. C'est encore dans les débats parlementaires qu'on peut faire le plus de lumière sur la question parce qu'alors la discussion est ouverte et libre.

D'ailleurs si pour se créer une opinion bien personnelle, on s'impose de lire une grande partie des écrits qui ont paru et qui paraissent sur ce sujet, on éprouve un véritable étonnement devant la différence des conceptions et la diversité des solutions proposées.

Il faut aussi se mettre en garde contre les critiques et les plaintes relevées à toute époque dans les ouvrages qui ont traité de la question. On arriverait à cette conclusion que presque toutes les innovations ont été mauvaises. En effet, l'on écrit ou l'on parle souvent pour critiquer une institution ou s'en plaindre et plus rarement pour l'approuver et s'en féliciter.

Pour bien débrouiller la question, il nous paraît indispensable d'en faire une étude surtout historique, exégétique pour ainsi dire, et en nous défendant de toute conclusion hâtive. C'est principalement de l'examen des modifications successives apportées au recrutement des sous-officiers qu'on peut tirer un enseignement pour l'avenir. Pour bien juger ce qui est et proposer ensuite des améliorations, il faut connaître ce qui a été, avoir comparé les conséquences des nombreuses dispositions législatives intervenues antérieurement sur la matière.

La première partie de cette étude sera donc consacrée à un historique succinct de la question ; la deuxième partie, à l'examen de l'état des sous-officiers actuel avec un aperçu sur la situation des sous-officiers des armées étrangères ; et dans une troisième partie on recherchera quelles modifications on pourrait apporter à cet état.

Pour limiter la question, nous n'envisagerons que les sous-officiers des troupes métropolitaines à l'exclusion des sous-officiers des troupes coloniales recrutés d'ailleurs d'une manière spéciale comme l'armée coloniale elle-même.

§

Enfin, avant d'entamer cet exposé, nous croyons devoir préciser la valeur de deux expressions qu'on y rencontrera très souvent : *rengagement* et *commission*.

Le rengagement est le fait d'un homme de troupe (1) qui consent librement à rester au service (ou à reprendre du service) *pendant un temps déterminé*, après l'expiration légale de son service actif. Un acte authentique énonçant ce consentement est passé devant un fonctionnaire administratif militaire (sous-intendant), en présence de deux témoins. Il lie dès lors l'Etat et le signataire et leur impose à tous deux des obligations strictes pendant la durée stipulée. Le signataire sait fort bien à quoi il s'engage ; c'est écrit dans l'acte même : *continuer à servir avec fidélité et honneur et rester sous les drapeaux pendant l'espace de... à compter du...* En revanche l'Etat lui réservera, pendant la durée de son service supplémentaire, le sort assuré aux militaires de son grade et de sa catégorie par la loi de recrutement.

La commission est le fait d'un homme de troupe qui, sur sa demande, est autorisé par le Ministre de la guerre ou le Commandant de corps d'armée délégué, à

(1) Par cette dénomination d'homme de troupe, on désigne tout militaire qui n'est pas officier ou assimilé à un officier.

occuper un emploi déterminé dans l'armée (1). La situation du commissionné diffère essentiellement de celle du rengagé. Il a simplement la permission de rester dans l'armée; le Ministre a le droit de lui retirer cette permission s'il s'en rend indigne. En revanche le commissionné peut offrir sa démission (sauf en cas de guerre) et le Ministre est alors obligé de lui répondre dans le délai de deux mois.

Donc, contrairement à l'acte de rengagement qui lie pour une durée limitée le signataire et l'Etat, la commission est une convention qui peut être résiliée à la volonté des parties, avec cette restriction toutefois :

1° En faveur du commissionné, qu'il ne peut être privé de sa commission que sur l'avis conforme d'un conseil d'enquête.

2° En faveur de l'Etat, que le commissionné ne peut quitter le service qu'après avoir reçu avis de l'acceptation de sa démission.

Le lien qui rattache au service le commissionné est, en somme, très comparable à celui qui rattache l'officier à l'Etat.

(1) Cette autorisation est constatée par un titre remis au militaire et stipulant qu'il *jouira de toutes les prérogatives attachées, en vertu des lois et règlements militaires, à l'emploi conféré par la présente commission.*

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE LA QUESTION

CHAPITRE PREMIER

LES SOUS-OFFICIERS SOUS LE SERVICE A LONG TERME (1815-1870)

- A.* — La situation du sous-officier sous l'ancien régime et sous le premier Empire est peu comparable à celle d'aujourd'hui. — Transition marquée par la Restauration. Abolition du service personnel et obligatoire. — Conséquences de cette abolition sur l'organisation de l'armée et la durée du service militaire. Opinion du lieutenant général Morand sur ces questions et sur la situation des sous-officiers.
- B.* — Les lois de recrutement du 10 mars 1818 et 9 juin 1824. — La loi de recrutement du 21 mars 1832. — La loi de dotation de l'armée du 28 avril 1855. — La loi de recrutement du 1^{er} février 1868.
- C.* — Résultats généraux de ces lois en ce qui concerne le recrutement des cadres. — Causes de ces résultats. — La question des sous-officiers ne se posait pas avant 1870.

A

Pour ce rapide exposé, il ne nous paraît pas intéressant de remonter aux événements antérieurs à la Restauration.

Avant 1790, aucune préoccupation morale ne guidait, en France, le recrutement de l'armée. L'heure venue,

on cherchait à réunir à prix d'argent l'effectif relativement faible dont on avait besoin, sans tenir compte ni de l'origine, ni des qualités morales des soldats qu'on payait ainsi. Les plus habiles ou simplement les plus heureux devenaient alors bas-officiers (1). Ils étaient élevés à ce rang par le choix des capitaines et colonels ou par l'élection, et soudards comme leurs sous-ordres, ils trouvaient une compensation suffisante aux rigueurs du métier dans le panache et la vie joyeuse alors inséparable du port de l'uniforme. Ils étaient cependant animés d'un très bon esprit et constituaient le meilleur élément de l'armée (2).

A partir de 1790, servir est en principe un honneur et une charge publique réservés aux seuls Français. L'Assemblée nationale déclare en effet que le service militaire est un devoir civique et crée la garde nationale qui sera composée de tous les citoyens valides. C'est la première conception de la « Nation armée ».

Mais le véritable point de départ de toute notre législation sur le recrutement de l'armée, c'est la loi de l'an VI (5 septembre 1798) qui créera la conscription. Aux termes de cette loi, la conscription s'applique à tous les hommes de 20 à 25 ans. Le remplacement est interdit. Les jeunes conscrits sont divisés en cinq classes. Chaque année on lève un certain nombre de recrues ; les moins âgés de la plus jeune classe sont appelés les premiers. (Plus tard une loi de l'an XII établira le tirage au

(1) L'expression de « sous-officiers » n'est employée que depuis 1790 et a d'abord désigné indistinctement, jusqu'en 1818, tous les gradés, pour ne plus s'appliquer, à partir de cette date, qu'aux hommes de troupe à galons d'or ou d'argent.

(2) « Ils furent le véritable nerf de la guerre ». Voir *les transformations de l'armée française*, par le Général THOMAS, t. I, p. 369.

sort pour déterminer l'ordre d'appel des conscrits). Tous les conscrits pouvant être appelés sous les drapeaux pendant cinq ans; la loi de l'an VI posait nettement le principe du service personnel et obligatoire.

Ce principe devait être bientôt abandonné. En effet, dès l'an VII, le remplacement réapparaît et il aura pour conséquence le retour aux armées de métier. Mais cette époque marque le commencement d'une longue série de guerres qui se terminera seulement à Waterloo. Il faudra constamment faire appel à la nation, la pressurer de toutes manières, lui prélever tous ses hommes jusqu'aux approches de la vieillesse ou jusqu'à leur mort. On entrainait au service militaire, suivant l'énergique expression du général Foy, pour n'en plus sortir vivant. Au point de vue militaire, c'est une période exceptionnelle, extraordinaire. On ne peut en tirer de saines deductions pour établir un mode de recrutement à une époque de longue accalmie, de perpétuelle veillée des armes, où la guerre n'est plus l'état normal, mais une éventualité lointaine. Désormais rien n'excite cette soif de gloire dont le premier empire a si bien su tirer parti (1). Le sentiment qui, sous l'épopée napoléonienne, guidait le soldat, était un dévouement complet au pays sans doute, mais surtout à l'empereur qui, d'ailleurs, réglait lui-même toutes les questions militaires.

(1) « L'armée n'obéit plus à une vocation quasi-mystique, elle obéit à « la vocation guerrière; pour la masse, le recrutement l'y oblige; pour « beaucoup, l'armée devient une profession glorieuse qui procure grades, « honneurs, déjà même fortune, à une jeunesse qui ne voit pas d'autre « carrière, à laquelle les temps ont donné le goût des aventures, dans la- « quelle se sont développés la force physique, l'énergie morale, l'ambi- « tion, l'orgueil de vivre, en même temps que le dédain de la vie, aisément « sacrifiée au grand jeu de la gloire. » *L'armée de la République*, 1792-1799, Albert SOREL.

§

Les grandes guerres de Napoléon absorbant toutes les forces vives de la nation, le tirage au sort et le remplacement n'avaient plus aucune signification ; c'était, en fait, sinon en principe, le service personnel et obligatoire. On conçoit que la conscription appliquée avec autant de rigueur soit devenue odieuse au pays. La deuxième Restauration abandonnant la politique de conquête enfiévrée suivie par le consulat et le premier empire, abolira la conscription, supprimera l'obligation du service.

La loi du 10 mars 1818, la première dite « de recrutement », inaugure la série des lois militaires, où nous pourrions puiser quelque enseignement. Elle est obligée de revenir à la conscription et au tirage au sort (1), mais le remplacement est largement admis. C'est, pour ainsi dire, un recommencement. Elle marque le début d'une lente évolution qui, en 1872, rétablira définitivement le principe du service personnel et obligatoire.

§

En 1829, le lieutenant-général Morand publiait son ouvrage *De l'armée selon la charte et d'après l'expérience des dernières guerres*, œuvre puissante et hardie, écrite avec une prescience remarquable. On y relève des

(1) Cependant la loi déclarait définitivement libérés tous les jeunes gens que leurs numéros n'avaient pas désignés pour faire partie du contingent.

idées comme celle-ci : « Après trois ans de service, le
« soldat d'infanterie, de cavalerie et même d'artillerie,
« est instruit ;... l'expérience l'a prouvé. Dès lors il peut
« être renvoyé dans sa famille... » Et partant de cette
donnée et de la nécessité de concilier les exigences du bud-
get et celles de la défense nationale, il pose les bases d'une
armée de réserve ou complément de guerre (1). Pressen-
tant les modifications que son système apporterait dans
la manière d'instruire les contingents, il consacre aux
sous-officiers quelques lignes que nous croyons devoir
citer tout au long : « Le choix des sous-officiers et leur
« avancement mérite toute l'attention du gouvernement.
« Préposés au commandement immédiat des soldats,
« et vivant constamment avec eux, les sous-officiers
« doivent être leurs modèles en courage, en subordina-
« tion, en politesse, en bonnes mœurs, enfin dans l'ac-
« complissement de tous les devoirs. Un sergent-ma-
« jor remplit près du capitaine l'office de chef d'Etat-
« major : c'est par lui que tous les ordres sont trans-
« mis, et c'est sous sa surveillance que les sergents et
« les caporaux les exécutent. Le grade du sous-officier
« est inférieur, mais son service est de la plus haute im-
« portance. Pour qu'il l'apprécie et s'en persuade, il faut
« lui montrer de la considération et porter dans le choix
« qui l'élève et dans son avancement beaucoup de soin,
« d'attention et même de solennité. La promotion ou
« la destitution d'un sous-officier ne devrait peut-être
« se faire que par un conseil composé des officiers de
« la compagnie, de l'adjudant-major, présidé par le

(1) En 1828, la commission de l'infanterie du conseil supérieur de la guerre avait déjà proposé la création d'un complément de guerre.

« chef de bataillon, et près duquel le sergent-major ou
 « le plus ancien sergent remplirait les fonctions de
 « rapporteur. Un habit d'un drap plus fin que celui de
 « l'habit du soldat, une épée à peu près pareille à celle
 « des officiers, quelques fils d'or ou d'argent dans les
 « épaulettes des sergents seraient des distinctions qui,
 « sans trop les rapprocher des officiers, serviraient à
 « les rehausser au-dessus des soldats.

« Il y avait autrefois entre les officiers et les bas-of-
 « ficiers toute la distance qui existait entre la noblesse,
 « la haute bourgeoisie et les laboureurs et les artisans.
 « Aujourd'hui le sous-officier est ce qu'était dans le
 « moyen âge, le page, le valet, l'écuyer ; c'est un ap-
 « prenti officier qui a, comme l'a dit si heureusement
 « Louis XVIII, un bâton de Maréchal de France dans sa
 « giberne. La considération accordée à un sous-officier
 « doit être telle qu'elle puisse décider un jeune homme
 « qui a reçu une bonne éducation, à continuer son ser-
 « vice et à attendre dans ce rang le grade d'officier,
 « soit du choix, *soit de l'ancienneté* ; sinon, aussitôt
 « que la loi le lui permettra, fût-il même sergent-major
 « ou adjudant, il s'éloignera de l'armée et ira chercher
 « ailleurs une existence plus lucrative et plus considé-
 « rée... (1) »

(1) Plus loin Morand ajoute : « Le bâton de maréchal de France est un
 « quine, ou tout au moins un quaterne à la loterie militaire ; or, comme
 « l'ambition et l'avarice sans bornes ne peuvent séduire que des insensés,
 « il faut présenter à l'émulation des buts plus rapprochés et plus conve-
 « nables au bon ordre et à la raison ; ... Ces haltes seraient pour les sous-
 « officiers, les grades de sergent-major et d'adjudant (je propose de créer
 « un adjudant par compagnie qui y ferait l'office de quatrième officier).
 » Ainsi, le sergent-major et surtout l'adjudant devraient avoir une solde
 « supérieure comme leur rang à celle de sergent ; l'adjudant tiendrait le
 « milieu entre les officiers et les sous-officiers avec lesquels il conserve-
 « rait l'habitude de vivre et ses relations sociales. »

A l'époque où le lieutenant-général Morand écrivait ces lignes, le sous-officier avait, du moins, un bâton de maréchal de France dans sa giberne. C'était une espérance qui, à défaut d'autres avantages, pouvait le retenir au service. L'article 11 de la loi sur l'avancement dans l'armée promulguée le 14 avril 1832 dira même : *Un tiers des grades de sous-lieutenant vacants dans les corps de troupe de l'armée sera donné aux sous-officiers des corps où aura lieu la vacance* (1).

Aujourd'hui le sous-officier n'a plus « ce bâton de maréchal de France dans sa giberne ». Sa plus haute ambition, si, bien entendu, il ne passe pas par une école militaire (2), est le grade d'adjudant (3). Les recommandations du lieutenant-général Morand n'en sont devenues que plus opportunes.

Quant aux contemporains du lieutenant-général Morand, ils n'ont, pas plus que la génération suivante, cherché à réaliser sa pensée. Le recrutement des sous-officiers de carrière ne les a pas préoccupés. Ceux qu'ils

(1) Un tiers des emplois vacants revenait aux élèves des écoles. Le troisième tiers était laissé au choix du roi, mais, en fait, toujours attribué aux sous-officiers.

(2) L'école militaire d'infanterie (Saint-Maixent) a été instituée par un décret du 4 février 1881. Sa création, en imposant des examens d'entrée aux sous-officiers candidats, devait encore accentuer la distinction qui existait déjà entre les deux carrières. Auparavant il y avait une école de sous-officiers d'infanterie établie au camp d'Avord. Chaque corps de troupe y envoyait un nombre déterminé de sous-officiers. Après leur sortie de l'école, les sous-officiers attendaient parfois fort longtemps leur nomination au grade de sous-lieutenant. L'école du camp d'Avord avait été installée en 1872. En 1874 on a décidé qu'aucun sous-officier ne pourrait être promu officier sans passer par une école militaire.

(3) Il a été décrété, le 18 juin 1904, que les adjudants ayant au moins dix ans de service effectifs pourraient être nommés sous-lieutenants jusqu'à concurrence du chiffre maximum d'un dixième des nominations annuelles.

possédaient étaient suffisants comme nombre et qualité ou leur paraissaient tels ; ils n'ont rien fait pour en avoir de plus nombreux ni de meilleurs. C'est le retour au service personnel et obligatoire et, comme conséquence, la réduction de la durée du service, qui, près de cinquante ans plus tard, remettra en question le recrutement des sous-officiers.

§

Une idée rudimentaire, alors qu'on se souciait peu des troupes de réserve, c'était qu'une armée, pour atteindre son maximum de puissance, devait être, abstraction faite de toute question d'organisation, composée d'éléments aussi nombreux et aussi instruits que possible. La seule façon de donner à l'armée ce maximum de puissance aurait donc été d'appeler tous les Français sous le drapeaux et de les y maintenir même au-delà du temps nécessaire à leur instruction.

§ Mais avant la guerre franco-allemande, en dépit de quelques alertes et malgré quelques projets avortés (1831-1841), personne (1) en France n'avait sérieusement songé à donner à l'armée son maximum de puissance. Depuis la fin de l'épopée napoléonienne on n'était plus dominé, comme on l'est aujourd'hui, par la considération du nombre. Désirant plutôt une armée bien instruite et qui fût toujours sous la main, on ne tenait pas à faire passer tous les Français sous les drapeaux ; on se bornait à garder longtemps ceux qu'on y avait appelés. Toute proposition tendant à réduire la

(1) Sauf peut-être le maréchal Niel en 1867.

durée du service paraissait subversive à ceux qui ne tablaient guère sur la plus ou moins grande facilité d'assimilation des recrues, les qualités plus ou moins développées de l'instructeur, l'efficacité plus ou moins grande des méthodes d'instruction. Les différentes lois de recrutement votées dans cette période sont les produits bien reconnaissables de ce concept dont on retrouve la marque dans la loi même du 27 juillet 1872. Les événements de 1870-1871 portèrent le budget de la guerre à près de 900 millions. Par imitation de l'Allemagne victorieuse, on s'achemina timidement vers l'universalité du service militaire, mais on ne voulut pas en principe réduire la durée de ce service. Pour M. Thiers, l'armée de cinq ans constituera seule la véritable armée. La création d'une deuxième portion du contingent astreinte à quelques mois de service seulement ne sera qu'un expédient pour éviter l'exagération des effectifs.

L'assemblée nationale redoutait la diminution du temps de service ; elle ne pouvait dès lors le rendre égal pour tous.

B

La loi de recrutement de 1818 avait fixé la durée du service actif à 6 ans ; celle de 1824, à 8 ans ; celles de 1832 et 1855, à 7 ans ; celle de 1868 l'avait réduite à 5 ans.

Sous l'empire de ces lois, le recrutement des cadres inférieurs n'a pas présenté de difficultés. La perspective d'accomplir comme sous-officier les deux tiers d'un congé, de 7 ans par exemple, était assez alléchan-

te. Au reste le contingent annuel était relativement faible (1), l'instruction se donnait sans hâte et le sous-officier n'était pas surmené. Formé, lui aussi, sans précipitation, le sous-officier, même sans se rengager, pouvait pendant quatre ou cinq ans rendre des services comme instructeur. La plupart des sous-officiers ont eu, pendant la durée de leur congé, l'occasion de prendre part à quelque expédition (guerre d'Espagne, campagnes d'Algérie, guerres de Crimée, de Chine, de Cochinchine, d'Italie, du Mexique.) C'est souvent dans ces expéditions qu'ils ont gagné leurs galons. Ils y ont acquis la véritable expérience et du prestige auprès des recrues. On avait donc, par la force même des choses, un corps de sous-officiers suffisant au point de vue du nombre et de la qualité.

La question du rengagement des sous-officiers ne se posait donc pas comme aujourd'hui et cependant les sous-officiers pouvaient se rengager et en fait se rengageaient en grand nombre. Ce n'est pas qu'on regardât ces rengagements comme indispensables à la bonne instruction des troupes. On donnait asile à l'ancien mi-

(1) Le mot *contingent*, désignant l'ensemble des jeunes gens susceptibles d'être appelés sous les drapeaux n'était pas alors comme aujourd'hui synonyme de *classe de recrutement*. Il ne s'appliquait qu'à l'ensemble des hommes que leurs numéros de tirage au sort avait désignés comme susceptibles d'être appelés. Leur nombre était fixé, soit, une fois pour toutes, par la loi de recrutement (1818, 1824), soit chaque année par le parlement (1832, 1855, 1868).

Ce contingent était de 40.000 hommes sous la loi de 1818, de 60.000 hommes sous celle de 1824, de 80.000 hommes sous celle de 1832, de 100.000 et 140.000 hommes sous celle de 1855, de 100.000 sous celle de 1868. Ce contingent était divisé en deux portions dont l'une était incorporée (40.000 hommes en 1834, 22.000 en 1854, par exemple. Rapport Maurice Berteaux à la Chambre des députés) et l'autre était maintenue dans ses foyers.

litaire en raison des services qu'il avait rendus. Cette œuvre de reconnaissance se conciliait justement avec l'intérêt de l'armée en conservant sous les drapeaux de bons serviteurs et des soldats aguerris. On voulait avoir des hommes instruits plutôt que des hommes à instruire et pour atteindre ce résultat, on comptait naturellement sur des rengagements nombreux. Beaucoup de sous-officiers sachant à peine lire, trouvaient difficilement un emploi de leur goût, après sept ans de régiment. Rompus au métier militaire, estimés de leurs chefs, ils ne demandaient alors qu'à rester soldats. Ils y étaient même incités par l'appât d'avantages pécuniaires; c'étaient, sous la Restauration, des hautes payes de rengagement dont une partie, acquittable à l'avance en vertu d'une ordonnance du 9 juin 1821 (1), constituait une véritable prime de rengagement pour les soldats comme pour les gradés. On leur octroyait encore des chevrons d'ancienneté. — Alors apparaissent les « vieux brisquards » dont l'espèce durera jusqu'en 1870.

(1) Cette ordonnance du 9 juin 1821 avait méconnu la loi de recrutement qui allouait bien des hautes-payes aux rengagés mais qui d'autre part stipulait qu'il n'y aurait dans les troupes françaises *ni prime en argent, ni prix quelconque d'engagement*. Ce point fut signalé par le général Foy à la Chambre, dans sa séance du 29 juillet 1822. (*Mon. univ.* du 31 juillet) : « ... La condition de la prime en argent est violée, car « une ordonnance du mois de juin 1821 donne au soldat qui se rengage « une haute paye; il n'y aurait rien à dire si cette haute-payé était pour « l'avenir, mais il n'en est pas ainsi; la haute-payé est divisée en deux « portions, dont l'une se donne au soldat le jour même du rengagement. « la loi est donc violée ouvertement, car ce qui se donne ainsi en masse ne « saurait être une haute-payé; c'est une prime. Cette prime est très considérable, elle va pour certains corps jusqu'à 175 francs... »

§

Sous l'empire de la loi de recrutement du 21 mars 1832 (1), tous les hommes de troupe âgés de moins de 50 ans et comptant moins de 30 ans de service peuvent contracter, dans la dernière année de leur service, un rengagement de deux à cinq ans (art. 21. Ordonnance du 28 avril 1832) (2).

L'avantage résidera pour eux dans la perspective d'une pension de retraite après trente ans de service (3) et aussi dans le droit à des hautes payes de premier, second et troisième chevron. Mais il n'est plus question de primes de rengagement; une ordonnance du 21 février 1830 avait supprimé les hautes payes acquittables à l'avance. Les primes de rengagement ne seront rétablies que par la loi du 26 avril 1855.

§

Cette loi de 1855 se proposait de remédier aux abus du remplacement devenu l'objet de vives critiques; les remplacements, chaque année plus nombreux, en étaient arrivés à atteindre le tiers de l'effectif. A une époque où leur chiffre était de 16 à 17.000 hommes, les

(1) Complétée, en ce qui concerne les rengagements, par une ordonnance du 28 avril 1832.

(2) Les hommes rentrés définitivement dans leurs foyers ne pouvaient plus se rengager (art. 28 de l'ordonnance), mais ils pouvaient rentrer dans les rangs de l'armée en contractant un engagement volontaire de sept ans (art. 2 et 7 de l'ordonnance).

(3) Loi du 31 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre.

rengagements, moins en faveur depuis la suppression de la prime acquittable à l'avance, ne s'élevaient pas à plus de 3.500 par an. Il fallait substituer à ce remplacement exagéré le rengagement plus moral. Il permettrait, en cas d'appel à l'activité de la partie du contingent non incorporée, d'encadrer par de vieux soldats cette sorte de réserve non instruite (1). Mais il fallait pour cela consentir à de nouveaux sacrifices d'argent; c'est alors qu'on décida d'attribuer aux rengagés, en outre de la pension de retraite et des hautes payes prévues par la loi de 1832, des primes de rengagement, et cette fois, sans aucun déguisement. C'était rompre en visière avec l'article 31 de la loi de 1832 qui, comme la loi de 1818, stipulait : *Il n'y aura dans les troupes françaises, ni prime en argent, ni prix quelconque d'engagement.*

L'article 11 de la loi de 1855 porte : « *Les rengagements sont d'une durée de deux ans au moins et de sept ans au plus... La durée des rengagements est réglée de manière que les militaires ne soient pas maintenus sous les drapeaux après l'âge de 47 ans...* »

D'après l'article 12, *le premier rengagement de sept ans donne droit : 1° à une somme de 1.000 francs, dont 100 francs payables le jour du rengagement, 200 francs payables, soit au jour du rengagement, soit pendant le cours du service, suivant l'avis du conseil d'administration du corps, et 700 francs payables à la libération*

(1) A partir de 1861, on astreignit cette deuxième portion à des exercices de trois mois pendant la première année, de deux mois dans la deuxième année et d'un mois dans la troisième année. A partir de 1863, cette règle ne fut plus suivie qu'irrégulièrement.

définitive du service ; 2° à une haute paye de rengagement de 10 centimes par jour.

Tout rengagement contracté pour moins de sept ans, donne droit jusqu'à quatorze ans de service : 1° à une somme de 100 francs pour chaque année payable à la libération du service ; 2° à la haute paye de rengagement de 10 centimes par jour.

Après quatorze ans de service, le rengagé n'a droit qu'à une haute paye de rengagement de 20 centimes par jour.

Pour subvenir à ces dépenses, cette loi de 1855, dite « de dotation de l'armée », organisait une caisse placée sous la surveillance et la garantie de l'Etat. Cette caisse était alimentée par des prestations individuelles versées par tous les jeunes gens exonérés du service. En vertu de l'article 15, elle devait assurer le prix de remplacements effectués par la voie administrative au cas où les engagements et rengagements seraient insuffisants.

Enfin l'article 19 augmentait, pour les hommes de troupe, de 165 francs, le maximum et le minimum de la pension de retraite fixés par la loi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre.

Ces façons d'encourager les rengagements, bien qu'elles n'aient jamais provoqué un nombre de rengagements en rapport avec celui des exonérations (1), ont

(1) « Il m'est impossible de ne pas faire remarquer que les espérances « qu'avait pu faire concevoir la loi de 1855 ne se sont pas réalisées complètement ; ainsi nous avons dans ce moment dans l'armée plus de « 50.000 remplaçants administratifs, le nombre des engagements ne se « trouvant pas en rapport avec celui des exonérations. » (Maréchal Niel, « à la séance du 28 janvier 1863).

En 1859, par exemple, le chiffre des exonérés avait été de 42.217 contre 13.713 rengagements (Duc d'Aumale).

été très efficaces, c'est à noter. Cependant, au point de vue de la valeur des cadres inférieurs, on ne s'est guère montré satisfait des résultats de la loi de 1855. L'armée fut encombrée de vieux sous-officiers qui paraissaient splendides à la surface, mais n'avaient ni vigueur, ni entrain. Ils se nuisaient par leur nombre et ceux qui ne pouvaient parvenir à l'épaulette, dégoûtés du service, poursuivant de prime en prime leur retraite, vieillissaient l'armée, enlevaient tout avenir aux jeunes.

Pour diminuer ces nombreux rengagements de sous-officiers, une décision impériale du 23 février 1863 déclara que le montant de la première portion de la prime ne leur serait payée qu'à leur libération définitive, mais qu'on leur en payerait l'intérêt à raison de 3 p. 100 l'an.

Néanmoins, vers 1867 et 1868, on se plaint plus que jamais des avantages pécuniaires faits aux rengagés par la loi de dotation de l'armée. On qualifie ces avantages d'anormaux, de contraires aux véritables principes ; on les accuse de ressusciter une institution tout au plus bonne pour les Suisses de l'ancien régime, de retenir sous les drapeaux les sous-officiers les moins aptes et les plus fatigués, ceux qui ne pourraient se créer une situation équivalente dans la vie civile, de fermer la porte des premiers grades à beaucoup de jeunes gens qui les remplaceraient avantageusement mais qui, dès lors, ne veulent plus s'engager (1). Par un de ces retours inévitables, on trouve que les cadres

(1) En 1865-1866, sur 32.000 sous-officiers, il y avait 23.000 rengagés avec prime. Antérieurement à 1855, le nombre des sous-officiers rengagés ne dépassait pas 3.000 à 4.000. (Rapport de Chasseloup-Laubat, séance du 19 août 1871.)

ne se renouvellent pas assez souvent ; le vieux sous-officier a cessé de plaire ; il est encombrant.

§

La campagne de 1866 entre la Prusse et l'Autriche avait démontré la nécessité d'armées nombreuses ayant une réserve exercée. C'est sous l'influence de cette idée que fut conçue la loi du 1^{er} février 1868. Cette loi se proposait de constituer une forte réserve, mais une réserve ayant au moins des rudiments d'instruction militaire (1). Elle réduisait à 5 ans la durée du service actif.

En matière de rengagement, comme en matière de remplacement, elle annulait toutes les dispositions de la loi de 1855 et faisait revivre celles de la loi de 1832 (2) ; elle supprimait donc toute prime de rengagement.

Cinq ans, c'était une durée de service encore assez longue ; on pensa pouvoir assurer dans des conditions moyennes le recrutement des cadres inférieurs. Aussi la question du rengagement des sous-officiers qui, à vrai dire, n'avait jamais inspiré de craintes depuis 1815, n'a pas autrement préoccupé le législateur de 1868.

(1) Le contingent annuel était toujours divisé en deux portions ; l'une était incorporée pour cinq ans ; l'autre, laissée dans ses foyers, était astreinte à deux ou trois périodes d'une durée totale de cinq ou six mois. L'une et l'autre portion passaient en même temps dans la réserve dont elles faisaient partie pendant quatre ans. Tous ceux qui ne faisaient pas partie du contingent annuel composaient la garde nationale mobile destinée à la défense intérieure, mais qui ne pouvait être appelée qu'en vertu d'une loi. La durée du service dans la garde nationale était de cinq ans.

(2) Elle abrogeait, dans son article 2, les titres II, III (rengagements) et V de la loi du 26 avril 1855 et remettait en vigueur le titre III (des engagements et rengagements) de la loi du 21 mars 1832.

Le Maréchal Niel, Ministre de la Guerre et inspirateur de la loi, avait pourtant admis que le recrutement des cadres inférieurs pourrait être compromis, pas immédiatement, il est vrai, par la suppression des primes. Discutant les dispositions transitoires de la loi projetée, dans la séance du 30 décembre 1867, il disait : « Les rengagements avec prime devant cesser à dater « de la nouvelle loi, il est plus que probable que d'ici là, « les militaires entrés dans leur dernière année de service et autorisés à se rengager dans les conditions de la « loi de 1855, se précipiteront vers les rengagements... » Moins d'un mois plus tard, le 28 janvier 1868, jour de la discussion générale, il paraît toutefois très rassuré sur la question des rengagements. Un parlementaire, le général de la Rue, avait exprimé le vœu que la loi de 1855 fût maintenue partiellement en vigueur en laissant aux chefs de corps la faculté d'accorder des primes de rengagement aux meilleurs sujets parmi les anciens soldats, afin de conserver aux cadres plus de solidité. Le Maréchal Niel lui répond que le soldat rengagé avec prime ne serait pas vu d'un bon œil par ses camarades : « dans une pareille question, il fallait ou tout maintenir ou tout supprimer. » Et plus loin il dit : « Lorsque la loi aura autorisé les rengagements pendant la « cinquième année et que la haute paye se trouvera acquise dès l'expiration de cette cinquième année, par « conséquent, après une durée plus courte de deux ans « que par le passé, j'ai tout lieu d'espérer que les cadres « se constitueront de la manière la plus satisfaisante. »

Conformément aux premières prévisions du Maréchal Niel, le nombre des sous-officiers rengagés parut bientôt devoir baisser sensiblement. Sous son inspiration

encore, on chercha, par un décret du 24 octobre 1868, à compenser la suppression des primes de rengagement. Ce décret stipulait qu'un certain nombre d'emplois civils (1) serait réservé aux militaires comptant au moins dix années de service ; les militaires retraités ou réformés par suite de blessures ou pour infirmités contractées au service pouvaient, sans condition d'ancienneté, participer aux mêmes avantages. Le décret donnait aux sous-officiers un droit de priorité. On peut dire qu'il constitue la première disposition prise pour encourager le rengagement des sous-officiers en favorisant, à leur sortie du service, leur admission dans les différentes administrations de l'Etat. On découvre des intentions analogues dans certains textes de lois et décrets de la Constituante, du premier Empire et de la deuxième République, mais il n'y a dans leur application rien de fixe ni de bien déterminé (2).

(1) Ce nombre était de 7.793 d'après un rapport du 8 janvier 1870 sur l'application du décret.

(2) Dans son rapport lu à la séance du 4 avril 1873, le marquis de Chasseloup-Laubat, rapporteur de la loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers, présente un historique de la question :

L'assemblée constituante, par sa loi des 6-22 août 1791, donne aux anciens militaires des armées de terre et de mer ayant servi huit ans, des facilités pour entrer dans le corps des douanes.

Un décret du 8 mars 1811 réserve aux anciens militaires jouissant de pensions et même à leurs veuves, des emplois dont la nomenclature est assez considérable (*J. O.* du 23 juin 1873). À signaler dans ce décret, l'article 12 : « *A l'avenir, nul ne pourra être admis à exercer un emploi dans aucune administration civile s'il ne compte cinq années de service... Cependant, s'il ne se présentait pas un nombre suffisant de militaires ou si ceux qui se présentaient ne remplissaient pas les conditions exigées, il pourra être nommé comme par le passé aux emplois qui leur sont réservés.* » Mais ce décret ne fut guère appliqué. (Rapport du marquis de Chasseloup-Laubat.)

La loi des 27-29 novembre 1848, ouvrant un crédit pour l'entretien des

En 1869 et même en 1870, cette loi et ce décret de 1868 n'avaient pas encore produit tous leurs effets bons ou mauvais et l'on ne pourrait dire si le recrutement des cadres inférieurs se trouvait compromis en raison ou en dépit de leurs nouvelles dispositions (1). Quoi qu'il en soit, la proportion des sous-officiers rengagés s'était à peu près maintenue et atteignait près des trois quarts de l'effectif de paix.

C

En résumé, jusqu'en 1870, sans qu'on se fût jamais autrement préoccupé du bon recrutement des cadres

palais nationaux, réserve aussi des emplois dans ces palais aux anciens militaires.

La loi du 19-25 mai 1849 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1849, attribue les deux tiers des emplois subalternes aux anciens militaires sous certaines conditions d'âge à déterminer par le ministre compétent. « Mais, dit le marquis de Chasseloup-Laubat, aucune règle légale n'était établie pour le choix et l'admission « des anciens militaires dans les emplois qui leur étaient réservés ; tout « restait subordonné au bon vouloir comme aux préférences personnelles « des diverses administrations. »

Enfin la loi du 5-11 juillet 1859 dispose dans son article 2 : « *Dans tous les services publics qui le permettront, il sera réservé une portion déterminée de fonctions, emplois et gestions aux anciens militaires des armées de terre et de mer ayant contracté un ou plusieurs engagements.* » L'article premier annonçait que des règlements d'administration publique fixeraient les conditions d'admission et d'avancement pour tous ces services. « Tout cela, conclut le marquis de Chasseloup-Laubat, était assez « vague, on ne peut le méconnaître... Cette loi ne produisit aucun résultat sérieux en faveur des anciens militaires. »

(1) « Lorsque le noyau des vieux soldats de la dotation aura fondu, notre « armée ne contiendra exclusivement que des soldats, des caporaux et « des sous-officiers accomplissant les cinq premières années du temps « de service qui leur est imposé. » ... « il est manifeste que la loi de 1868, « en supprimant la dotation de l'armée a tari la source des rengagements... » *L'armée nouvelle* sous la rubrique : *L'armée sortie de la loi militaire de 1868*, par un auteur anonyme (Dentu, éd.).

inférieurs, ceux-ci avaient toujours pu satisfaire, quelle que fût la proportion des rengagés, aux exigences du service et de l'instruction.

De 1860 à 1868, on relève bien des plaintes sur la qualité des sous-officiers rengagés ; nous en avons dit un mot à propos des résultats de la loi de 1855. Ces plaintes inaccoutumées visent d'ailleurs tous les rengagés, gradés ou non. Mais on a surtout le pressentiment qu'une armée de professionnels, suffisante pour les petites expéditions, serait impuissante contre une armée nationale comme celle de l'Allemagne.

Evidemment le sous-officier de la restauration, de la monarchie de juillet et de l'empire n'était pas l'incarnation du bon sous-officier tel qu'on le conçoit aujourd'hui. Cependant il paraît avoir pleinement répondu aux besoins de cette période où l'on avait des idées bien différentes sur la manière d'instruire et d'éduquer la troupe. Les défauts qu'il pouvait avoir étaient surtout dus à son origine modeste et auraient été vite corrigés si ses subordonnés moins affinés qu'aujourd'hui en avaient réellement souffert.

§

Sous le service à long terme, la nécessité d'avoir des sous-officiers rengagés n'était pas impérieuse comme aujourd'hui où l'on estime qu'un sous-officier non rengagé est insuffisant comme instructeur. Mais aux époques où le service n'était pas personnel, où l'on ne comptait que fort peu ou pas du tout sur un appoint de réserves, on aurait volontiers consenti à n'avoir

qu'une armée de rengagés (1). Moins les officiers avaient de nouvelles recrues ou de nouveaux gradés à former, plus ils s'épargnaient de peine, plus ils pouvaient prendre de semestres ; moins l'armée comptait de jeunes soldats, plus elle semblait solide. Naturellement les instructeurs étaient ceux qu'on désirait avant tout conserver sous les drapeaux (2). D'ailleurs les gradés non rengagés pouvaient manquer de l'autorité nécessaire auprès des « grognards à trois chevrons » et ce devait être encore une raison pour leur préférer des gradés rengagés. On ne limitait donc pas le nombre des sous-officiers rengagés ; on n'avait aucune raison pour le faire ; et on souhaitait alors que tous les sous-officiers fussent rengagés. C'est pourquoi jusqu'à la loi de 1855, on déplore la soi-disant insuffisance de sous-officiers rengagés. On l'attribue alors aux changements trop fréquents des règlements, aux exigences exagérées qu'on a pour les sous-officiers, à l'insuffisante considération dont ils sont l'objet, à la législation trop mobile en ce qui les concerne, si mobile qu'elle est insaisissable. Cette dernière cause, le manque de stabilité dans la législation, a été notoire à toute époque.

En somme, pendant le service à long terme, ce n'est pas en raison des seules nécessités de l'instruction militaire qu'on a si vivement désiré le rengagement des sous-officiers. Les non rengagés pouvaient suffire à cette instruction, puisqu'après trois ou quatre années

(1) Ce ne sont que les succès de la Prusse en 1866 qui nous ouvriront les yeux sur les vices de notre organisation militaire.

(2) Il faut noter toutefois que les sacrifices pécuniaires consentis par l'Etat pour provoquer des rengagements n'étaient pas, en faveur des gradés, plus élevés qu'en faveur des simples soldats.

de service, ils avaient autant d'expérience qu'en ont aujourd'hui nos sous-officiers au cours de leurs premiers rengagements. A vrai dire, avant 1870, la question du rengagement des sous-officiers n'était pas pour l'armée une question vitale comme aujourd'hui.

§

Le nombre des sous-officiers rengagés avait été pourtant très élevé à certaines époques, notamment sous l'empire de la loi de 1855.

A quoi, somme toute, avait été due cette abondance d'instructeurs rengagés ?

Premièrement, à la durée relativement longue du service militaire. Nous avons dit pourquoi la perspective de rester longtemps sous les drapeaux faisait rechercher les galons de caporal et de sous-officier. Cette course aux galons permettait de choisir les gradés sur un plus grand nombre de candidats, partant de faire un choix meilleur et d'augmenter ainsi la valeur moyenne des cadres. Et, au moment de leur libération, la plupart de ces sous-officiers, après avoir déjà consacré une partie importante de leur existence au métier militaire et y avoir obtenu quelque satisfaction, étaient assez disposés à se rengager, s'ils n'avaient pas une situation assurée en quittant le service.

Deuxièmement, quoique à un moindre degré, au système de remplacement qui éloignait de l'armée les jeunes gens fortunés. Ceux-ci ne venaient guère sous les drapeaux, à moins de convoiter l'épaulette d'officier. Les emplois de sous-officiers n'étaient donc pas

occupés par des jeunes gens de famille aisée et qui n'auraient jamais songé à se rengager. Les sous-officiers, comme tous les soldats, remplaçants (1) ou non, provenaient donc de classes plutôt pauvres. La situation de sous-officier satisfaisait pleinement leur ambition. Le prestige des militaires de carrière était encore rehaussé par les campagnes auxquelles ils prenaient part. C'est un déterminant qui avait aussi sa valeur à une époque où les guerres n'étaient pas rares. Dans une nation vigoureuse, les succès militaires développent, d'habitude, un certain penchant vers le métier des armes.

Troisièmement, à ce que la campagne et les villes offraient moins de ressources et de richesses qu'aujourd'hui ; à ce que l'agriculture, l'industrie et le commerce, alors moins développés, pouvaient se passer plus facilement de travailleurs auxquels ils n'auraient pas assuré un sort aussi enviable que l'état militaire ; à ce que les hommes étaient moins dominés par le goût du bien-être, gagnaient des salaires moins élevés et hésitaient moins à choisir cette carrière assez pénible de soldat. Il est certain que le recrutement des cadres est lié aux fluctuations des conditions économiques (2).

(1) Certaines décisions ont momentanément défendu de donner aux remplaçants des emplois de sous-officier. C'était une injustice et une maladresse. On oubliait que la Tour d'Auvergne, premier grenadier de France, avait été remplaçant. Et si les remplaçants formaient, comme cela s'est vu, le tiers de l'armée française, si les conscrits résignés au service étaient en général des hommes trop peu aisés pour s'être fait remplacer et pour avoir appris à lire, où eût-on pris les sous-officiers ?

(2) « Les privations, la pauvreté, la misère, sont l'école du bon soldat. » Certains militaristes à outrance en sont arrivés à souhaiter, dans l'intérêt de l'armée, la diminution des salaires. Ce souhait rétrograde est inhumain et malavisé, malavisé parce que le taux du salaire est fonction de la riches-

Quatrièmement, enfin, à l'appât des avantages pécuniaires faits aux rengagés. Il est probable que cette cause a été la plus efficiente, car la moindre modification dans ces avantages pécuniaires a toujours eu une répercussion immédiate sur le nombre des rengagements. L'insuffisance du nombre des rengagés dans les années qui suivirent 1832, n'avait-elle pas coïncidé avec la suppression de toute prime de rengagement ? Au contraire, sous l'empire de la loi de 1855, alors que les avantages pécuniaires étaient si considérables, ne s'était-il pas produit une telle affluence de sous-officiers rengagés que le législateur avait fini par s'en inquiéter ? La loi de 1855, en occasionnant cette surabondance de rengagements, après l'insuccès de la loi de 1832, prouvait, de la façon la plus manifeste, la toute puissance des avantages pécuniaires et notamment de la prime.

C'est sur cette quatrième cause que les pouvoirs publics peuvent le plus directement et le plus facilement exercer leur action. A elle seule, elle pourrait suffire à assurer le rengagement de tous les sous-officiers si l'on voulait.

Constatons seulement que cette quatrième cause a été puissamment aidée par les trois premières, que les trois premières causes ont cessé d'exister aujourd'hui ou sont profondément modifiées et nous sommes ainsi placés sur le véritable terrain pour continuer l'étude de la question.

se d'une nation, et que sa richesse, c'est le nerf de la guerre.

A côté de cet énorme développement économique, il faudrait aussi mentionner le grandiose mouvement intellectuel qui s'est produit depuis cette époque et qui, il faut bien le reconnaître, n'a guère dirigé les activités vers les occupations militaires.

CHAPITRE II

LES SOUS-OFFICIERS SOUS LE SERVICE A COURTE DURÉE (1872-1881)

A. — La loi de recrutement du 27 juillet 1872 rétablit le service personnel et obligatoire. — Nouvelles difficultés créées par cette loi pour le recrutement des sous-officiers. La loi du 27 juillet 1872 n'a pas prévu ces difficultés. — Loi du 10 juillet 1874 relative aux améliorations à apporter à la situation des sous-officiers. Pas plus que la loi de 1872, elle ne remédie à l'insuffisance des rengagements.

B. — Comment on croit pouvoir y remédier. La question des primes. — Loi du 22 juin 1878 sur le rengagement des sous-officiers qui rétablit les primes de rengagement et pose les premiers fondements de l'état des sous-officiers. — Pourquoi elle ne remédie pas au mal.

A

Après les événements de 1870-1871, on songe à réorganiser l'armée sur des bases entièrement nouvelles. Malgré quelques tendances conservatrices et même restrictives professées notamment par M. Thiers (1), le courant d'opinion fait aboutir le service personnel et obligatoire ; dans la séance du 13 août 1870, après nos

(1) « Il y a beaucoup d'illusions, disait M. Thiers, dans ces mots : la « nation armée ; la vérité consiste dans une portion de la nation, bien « choisie, bien exercée, bien disciplinée. » C'est lui qui surtout imposa le service de cinq ans, allant jusqu'à offrir sa démission pour enlever le vote.

premiers revers, Gambetta avait déjà demandé au corps législatif une loi « qui rende obligatoire le service militaire pour tout le pays et qui s'applique à tous les citoyens ». Désormais, dans l'éventualité d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne, il faudra instruire tous les nationaux. « Les grands désastres renferment de « grands enseignements, la sagesse consiste à les comprendre, le courage à en profiter (1) », dit le Marquis de Chasseloup-Laubat, rapporteur de la nouvelle loi militaire du 27 juillet 1872.

Cette loi pose :

Article premier. — *Tout Français doit le service militaire personnel.*

Art. 2. — *Il n'y a dans les troupes françaises ni prime en argent, ni prix quelconque d'engagement.*

Art. 4. — *Le remplacement est supprimé...*

Art. 36. — *Tout Français qui n'est pas déclaré impropre à tout service fait partie — de l'armée active pendant cinq ans — de la réserve de l'armée active pendant quatre ans — de l'armée territoriale pendant cinq ans — de la réserve de l'armée territoriale pendant six ans...*

C'est enfin la « nation armée », bien que ce ne soit pas encore le service universel, puisque la loi admet certaines dispenses (art. 17 à 26).

(1) Rapport lu à la séance du 19 août 1871, à l'Assemblée nationale.

§

Donc, en principe, tout Français sera soldat, mais pour éviter l'encombrement de cinq classes sous les drapeaux, le contingent, c'est-à-dire tous les jeunes gens de la classe appelée qui ne sont ni exemptés pour infirmités, ni dispensés en vertu de la loi, est réparti en deux portions dont une, en fait à peu près égale à l'autre, n'accomplira qu'une année de service et même six mois.

Dès lors, l'instruction rapide de ce nombreux contingent, les exercices des réservistes et des territoriaux vont imposer aux cadres un surcroît d'occupation et de fatigue ; on traverse alors une période de travail intensif ; les vaincus de la veille songent à la revanche. Le rôle de l'instructeur va donc devenir pénible et sa profession risque d'être moins recherchée. Et fût-elle aussi recherchée, le recrutement des instructeurs serait cependant plus difficile qu'autrefois ; car, à tout considérer, les soldats qui resteront cinq années sous les drapeaux (en réalité quatre années), les seuls susceptibles de devenir sous-officiers, seront, en proportion de l'effectif total, et même d'une manière absolue, moins nombreux que par le passé.

Ainsi c'est avec cette nouvelle loi que le surmenage des cadres apparaît, que leur recrutement devient plus difficile et qu'on peut redouter leur insuffisance ; et cette insuffisance serait d'autant plus pernicieuse que désormais on compte, en cas de guerre, compléter les effectifs par de nombreuses réserves et qu'il faut pour

ces réserves des cadres particulièrement instruits et solides.

La création de ces réserves a eu une autre conséquence, qui, celle-là, s'imposait à l'esprit comme un raisonnement mathématique. Il est désormais nécessaire que les sous-officiers se rengagent dans une certaine proportion. En effet, à chaque libération de classe, les vacances occasionnées par le départ des sous-officiers passant dans la réserve sont immédiatement comblées par de nouvelles nominations. Si les nouveaux nommés ne se rengagent pas davantage à l'expiration de leur congé, il y aura bientôt surabondance de sous-officiers dans les réserves. On tomberait dans l'excès contraire si les sous-officiers se rengageaient en trop grand nombre ; les réserves manqueraient des cadres nécessaires ; cet inconvénient serait toutefois moins réel, car on pourrait y remédier par des promotions faites dans les réserves elles-mêmes. Il est possible d'éviter ce second écueil en imposant au Ministre de la guerre la proportion maxima des sous-officiers rengagés. Toutefois la loi de 1872 n'avait pas fixé de limite au nombre des rengagements, s'en remettant au Ministre du soin de la déterminer. L'article 5 de la loi du 10 juillet 1874 est explicite sur ce point : *Le Ministre de la guerre déterminera la proportion et les conditions dans lesquelles pourront s'effectuer les rengagements.*

§

Donc en 1872, à la suite des modifications de principe présentées par le projet de loi, la question des sous-officiers devait se poser. Le législateur aurait dû l'approfondir en élaborant la loi ; mais il ne paraît avoir redouté aucun mécompte. Tous les Français venant sous les drapeaux, il semblait à première vue que le recrutement des sous-officiers serait plus aisé que jamais.

La commission de l'assemblée nationale avait proposé de n'admettre les rengagements que pour une durée de un à deux ans. L'Etat ne devait pas s'engager pour plus de deux années à garder un sous-officier dont le zèle ou les aptitudes pouvaient en somme faiblir au cours de son rengagement. Mais le parlement fut plus large en adoptant l'article 51 qui dispose :

« Des rengagements peuvent être reçus pour deux ans et cinq ans au plus. — Ces rengagements ne peuvent être reçus que pendant le cours de la dernière année de service sous les drapeaux. — Ils sont renouvelables jusqu'à l'âge de 29 ans accomplis pour les caporaux et soldats, et jusqu'à l'âge de 35 ans accomplis pour les sous-officiers. (Le projet portait : « jusqu'à l'âge de 32 ans accomplis »). — Les autres conditions sont déterminées par un règlement inséré au Bulletin des lois (1). — Les rengagements, après cinq

(1) C'est le décret du 30 novembre 1872.

ans de service sous les drapeaux, donnent droit à une haute paye. »

Tel est le texte, qui, lors de la discussion générale, fut maintenu sans observations. C'était la réédition de la disposition analogue de la loi de 1832 (art. 36) modifié par la loi de 1868. Seule, la limite d'âge différait : elle était ramenée de 50 à 35 ans pour les sous-officiers. Les avantages pécuniaires faits aux rengagés étaient aussi minces qu'en 1832 comme si rien n'était changé depuis cette époque, comme s'il était indifférent d'avoir plus ou moins de sous-officiers rengagés ! L'assemblée nationale, sous le coup des revers récemment essuyés par l'ancienne armée, n'était pas favorable aux militaires de profession, sous-officiers ou simples soldats maintenus sous les drapeaux au-delà du temps légal à prix d'argent. Elle pensait que « servir est un honneur qui ne se paye pas » — erreur sentimentale dans laquelle la commission de l'armée était tombée elle-même. — Voici comment le marquis de Chasseloup-Laubat s'exprimait à ce sujet dans la première partie de son rapport déposée le 19 août 1871 : «... La « loi de 1855 introduisait dans l'armée comme une pen- « sée de lucre, de bénéfice immédiat pour l'homme qui « demandait à entrer ou à rester sous les drapeaux et « elle faisait disparaître ce principe inscrit dans nos « lois militaires que dans les troupes françaises, il n'y « a ni prime en argent ni prix quelconque d'engage- « ment... C'est, vous le savez, le principe qui a prévalu « depuis la révolution de 1789 ; la loi de 1818 l'a pro- « clamé dans « les termes mêmes » que nous reprodui- « sons et qu'avait maintenus la loi de 1832. Si nous l'ins- « crivons encore en tête de notre loi, c'est qu'on s'en

« est malheureusement écarté un instant ; il faut qu'on
« sache bien que les hommes qui viennent volontaire-
« ment sous nos drapeaux n'y sont attirés par aucune
« autre pensée que celle de servir le pays et d'entrer
« dans une noble carrière. Mais, tout en répudiant ces
« idées de primes d'engagement et de rengagement,
« nous sommes loin de proscrire ce qui peut amélio-
« rer le sort des hommes qui, après un certain temps
« de service veulent rester dans l'armée, ni ce qui peut
« ajouter au bien-être des anciens soldats. — Ainsi,
« les hautes payes, les augmentations de retraite ne
« sont nullement atteintes par cette prescription ; ce
« que nous prohibons, c'est cette espèce d'appât (qu'on
« nous pardonne le mot), offert à l'homme qui s'engage.
« Mais la récompense pour les services rendus, quelle
« qu'en soit la forme, nous entendons la respecter ».

Le marquis de Chasseloup-Laubat reconnaît bien qu'un grand nombre de sous-officiers se rengageaient grâce à cet appât et que « la composition des cadres dont le rôle est si important et constitue la force d'une armée, devait offrir une extrême solidité. » Mais il trouverait de graves inconvénients, sous l'empire de la nouvelle loi, à d'aussi nombreux rengagements. Pour se renfermer dans les limites budgétaires, il faudrait restreindre le chiffre des incorporations comme cela s'est fait sous les lois précédentes. C'était pour éviter le retour d'un pareil inconvénient que l'article 51 abaissait les limites d'âge au-delà desquelles les rengagements ne seraient plus renouvelables. C'était judicieux ; plus on aurait prolongé le séjour des rengagés sous les drapeaux, plus on aurait augmenté l'effectif permanent, plus on aurait dû restreindre

dre le chiffre des soldats incorporés pour cinq ans. « C'est là », dit le marquis de Chasseloup-Laubat, dans la deuxième partie de son rapport lu à la séance du 12 mars 1872, « c'est là, une innovation qui n'est pas
« sans importance, car elle a pour but, en même temps
« qu'elle fait passer un plus grand nombre d'individus
« sous les drapeaux, d'empêcher de conserver dans les
« corps des non-valeurs ou des hommes qui, plus tard,
« ne sauraient retrouver dans la vie civile des occupa-
« tions capables de leur procurer des moyens suffisants
« d'existence. — Mais comme conséquence d'une sem-
« blable disposition, il est évident que l'Etat devra
« assurer aux sous-officiers qui sortiront de l'armée
« après douze années de bons services, un certain nom-
« bre d'emplois dans lesquels ils pourront acquérir des
« droits à une honorable retraite. » C'était dans le projet l'objet d'une disposition particulière qui est devenue l'article 71 de la loi.

Cet article 71 dispose : *« Tout homme ayant passé sous les drapeaux douze ans, dont quatre ans au moins avec le grade de sous-officier, reçoit des chefs de corps un certificat en vertu duquel il obtient, au fur et à mesure des vacances, un emploi civil ou militaire en rapport avec ses aptitudes ou son instruction. — Une loi spéciale désignera, dans chaque service public, la catégorie des emplois qui seront réservés en totalité ou dans une proportion déterminée aux candidats munis du certificat ci-dessus. »*

Cette disposition reprenait l'idée du décret du 24 octobre 1868 dont l'application avait été complètement suspendue depuis les événements de 1870-1871. D'ailleurs, même avant la guerre franco-allemande, ce dé-

cret avait eu peu de succès. Le ministre de la guerre se bornait à adresser à ses collègues les demandes envoyées par les divers corps et ces demandes livrées à l'appréciation des services avaient toutes les chances des sollicitations ordinaires. Il ressort d'un rapport du 8 janvier 1870 sur l'application de ce décret en 1869 que sur 7.793 emplois réservés (dont, à vrai dire, 5.000 mauvais), il n'en avait été demandé que 870 par les corps de troupe et il n'en avait été concédé que 125. Il fallait donc « remplacer le régime des décrets et du bon vouloir par le régime souverain de la loi (1) » ; C'était d'autant plus opportun que la loi de 1831 sur les pensions de retraite de l'armée de terre exigeait un minimum de vingt-cinq ans de service pour l'obtention d'une pension quelconque et qu'il était désormais impossible aux hommes de troupe d'atteindre cette ancienneté (2). Restait à élaborer la loi annoncée par le deuxième paragraphe de l'article 71.

Un an plus tard, une loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux sous-officiers des armées de terre et de mer dresse, en effet, un tableau d'emplois civils

(1) Rapport du marquis de Chasseloup-Laubat (séance du 4 avril 1873).

(2) Le gouvernement préparait un projet de loi accordant des pensions proportionnelles aux sous-officiers qui auraient passé un certain temps sous les drapeaux. En attendant on appliquait aux militaires l'article 8 de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles. Il est ainsi conçu : « *Les services dans les armées de terre et de mer concourent avec les services civils pour établir le droit à pension, et seront comptés pour leur durée effective, pourvu toutefois que la durée des services civils soit au moins de douze ans dans la partie sédentaire, ou de dix ans dans la partie active. — Si les services militaires de terre ou de mer ont été déjà rémunérés par une pension, ils n'entrent pas dans le calcul de la liquidation.* »

et militaires exclusivement réservés aux sous-officiers visés par l'article 71 de la loi de recrutement.

Dans la dernière année de son rengagement, le sous-officier candidat rédige sa demande en indiquant ses préférences (art. 2), passe l'examen d'aptitude professionnelle déterminée par un règlement d'administration publique (art. 3). Son dossier est ensuite transmis à une commission centrale composée de membres civils et militaires nommés par le Président de la République et présidée par un membre civil, conseiller d'Etat en service ordinaire. Cette commission est « *chargée de dresser, pour les vacances réservées, au fur et à mesure qu'elles se produisent, une liste de sous-officiers, auxquels, d'après leur classement, les emplois doivent être attribués* » (art. 8). » La loi stipule encore que le sous-officier réformé ou retraité par suite de ses blessures ou pour infirmités contractées au service pourra profiter de ses dispositions, quelle que soit son ancienneté de service (art. 6).

Un décret du 28 octobre 1874 devait perfectionner la loi du 24 juillet 1873 et notamment répartir les emplois réservés en quatre catégories, « *d'après la nature et le degré de l'instruction qu'ils exigent* ». Nous en reparlerons. Pour le moment, bornons-nous à constater que l'obtention d'un de ces emplois n'était pas une certitude pour le sous-officier ; il n'avait qu'une espérance.

§

Le résultat de cette loi du 27 juillet 1872 fut déplorable au point de vue du recrutement des sous-officiers. « Leur nombre diminue tous les jours, écrit, dès 1873,

« le Général Vinoy (1), et déjà les ressources manquent
« dans les régiments pour remplacer ceux qui partent.

« Tous les colonels signalent le mal ; il est très grave
« car le sous-officier est un intermédiaire indispensable
« entre l'officier et le soldat... L'appauvrissement du
« corps des sous-officiers est un immense malheur pour
« l'armée et il est nécessaire de jeter un cri d'alarme
« que tous les chefs militaires appuieront. Il est pro-
« bable que le mal ira en s'aggravant de jour en jour ;
« il n'y aura plus alors qu'un seul remède, revenir à
« l'expérience du passé et allonger de nouveau le temps
« de service. » Il y avait, croyons-nous, d'autre remède
que celui proposé par le Général Vinoy.

Une nouvelle loi relative aux améliorations à apporter à la situation des sous-officiers de l'armée active fut votée le 10 juillet 1874. « Aujourd'hui déjà, dit un
« député en ouvrant la discussion, il est de la dernière
« urgence de réparer la faute commise lors de la der-
« nière loi de recrutement. » Mais pas plus que le Général Chareton, rapporteur de la loi, il ne voit la solution du problème dans le rétablissement des primes.

La loi du 10 juillet 1874 déclare que la solde des sous-officiers sera augmentée à partir du 1^{er} janvier 1875 (d'environ 1/10) (art. 1) ; elle fixe la haute paye à 0 fr. 30 au lieu de 0 fr. 10, pour les cinq premières années de rengagement et à 0 fr. 50, au lieu de 0 fr. 15 et 0 fr. 20, pour les suivantes (art. 2). Mais la grande innovation de cette loi est contenue dans son article 3 qui porte :
« *Les sous-officiers, à l'âge de 35 ans accomplis, au-*
ront droit à une pension de retraite proportionnelle

(1) « L'année française en 1873. »

dont le taux sera décompté, pour chaque année de service et pour chaque campagne, à raison de 1/25 du minimum de la pension à laquelle ils auraient eu droit après vingt-cinq ans de service.—Mais cette pension ne pouvait se cumuler que jusqu'à concurrence de 1.200 francs avec le traitement afférent à l'emploi qu'ils pouvaient obtenir en vertu de la loi du 24 juillet 1873. Il eut certes mieux valu ne pas faire cette restriction étroite. Elle fut d'ailleurs supprimée par une loi promulguée, dans ce seul but, le 19 mars 1875.

L'article 4 de la loi de 1874 décide que : *tout sous-officier porté sur la liste de classement dressée en conformité de l'article 8 de la loi du 24 juillet 1873, recevra, à partir du jour de sa libération, une allocation journalière de 1 fr. 50, jusqu'au moment où l'un des emplois civils pour lequel il aura été désigné lui aura été attribué.* Il pourra être nommé à cet emploi dans les six derniers mois de son service.

Enfin, comme disposition transitoire, cette loi autorisait encore le Ministre de la guerre à conserver sous les drapeaux comme commissionnés, jusqu'à la promulgation de la future loi des cadres, certains gradés pourvus d'emplois spéciaux (1).

On avait espéré que ces nouveaux avantages assurés par la loi du 10 juillet 1874 produiraient d'excellents résultats ; ils furent inefficaces. Au commencement de 1875 le colonel Philebert écrivait : « Une loi du 10 juillet dernier vient d'apporter quelques améliorations à la situation des sous-officiers. Ces mesures ne pa-

(1) Cette loi des cadres fut promulguée le 13 mars 1875. Elle assimilait ces commissionnés au point de vue de la retraite et de la pension proportionnelle aux sous-officiers rengagés (art. 35).

« raissent pas être suffisantes et il est probable qu'il
« faudra de nouveaux sacrifices pour retenir sous les
« drapeaux les sous-officiers. Cependant la question a
« évidemment fait un pas. — Tout en assurant l'ave-
« nir de ceux qui consentent à rester au service, il est
« indispensable d'améliorer leur position sous le rap-
« port matériel ; leur existence, maintenant surtout,
« est des plus pénibles ; ils n'ont en compensation qu'un
« bien-être médiocre ; ils sont (cette situation, il faut
« l'espérer, n'est que provisoire) logés, installés, éclai-
« rés et chauffés d'une manière insuffisante. En Alle-
« magne, on a cherché à faire aux sous-officiers une
« situation convenable ; des chambres à part leur sont
« réservées ; chacun d'eux a une armoire, une table,
« une chaise ; ils peuvent lire et travailler. Il n'est pas
« question de réclamer pour eux un grand bien-être,
« mais il faut qu'ils trouvent à la caserne une vie sup-
« portable ; sinon, la facilité de trouver des fonctions
« dans la vie civile, la dureté de la vie militaire les
« empêcheraient de rester au service au-delà du temps
« exigé ; et surtout si l'on veut militariser cette nation,
« on doit décider de par la loi que nul n'a droit à
« aucune place de l'Etat s'il n'a été sous-officier au
« moins pendant un certain temps. — La libération des
« classes de 1869 et 1870 prive les régiments de pres-
« que tous leurs sous-officiers... »

Les rengagements continuant à être insuffisants, on
devait enfin se décider à abandonner le grand principe
de la loi de 1872 : l'abolition des primes en argent.

B

Dans leur fidélité aux principes, les législateurs de 1872 avaient tout à fait confondu, au point de vue de leur rémunération, le *service militaire personnel* dû par tous les Français indistinctement, et le service supplémentaire librement consenti par ceux qui ont déjà accompli leur service légal.

« La loi militaire de 1872, dit le général du Barail, « ministre de la guerre (1), supprima toutes les primes « de rengagement. Il en résulta que les vieux sous- « officiers disparurent. La veille on se plaignait d'en « avoir trop; le lendemain on se plaignit de n'en avoir « plus du tout. On dut aviser et une commission fut « nommée par l'assemblée pour rechercher le moyen « de retenir sous les drapeaux quelques-uns des meil- « leurs sous-officiers qui, tous, filaient à l'expiration de « leur temps de service. Cette commission choisit pour « président M. Bethmont... il me pria de venir expo- « ser à la commission mon sentiment sur la question « des sous-officiers. J'y allai et je dis à MM. les députés « que je ne connaissais que deux moyens de réaliser « leurs bonnes intentions à l'égard de l'armée : — « Voyons vos deux moyens, mon général, me répondit « M. Bethmont. — Le premier et le meilleur moyen « pour retenir les sous-officiers consiste à les payer. « Personne ici-bas ne donne son temps et n'expose

(1) *Souvenirs du général de Barail*, vol. 3, p. 485, sous la rubrique « L'Honneur et l'Argent ».

« sa vie sans l'espoir d'un avantage matériel. Le sous-
« officier consacre à l'armée un temps qu'il pourrait
« employer ailleurs d'une manière plus lucrative ; il
« est juste qu'il soit indemnisé. Payez-le, accordez-lui
« une prime proportionnelle à la durée de son rengage-
« ment. — Jamais, répondit M. Bethmont, nous n'ac-
« ceptons cette condition. La loi de 1872 est formelle
« et supprime à jamais toute prime. Nous nous y tien-
« drons, passons au second moyen. — Voici le second
« moyen : faites une loi édictant que nul ne pourra ob-
« tenir des emplois publics, s'il n'est resté sous-officier
« un temps à déterminer, huit ans, neuf ans, dix ans, —
« Jamais ! répondit encore M. Bethmont. Nous avons à
« ménager des intérêts autres que ceux de l'armée.
« Nous ne pouvons pas aliéner le droit de recruter nos
« carrières civiles comme nous l'entendons, de récom-
« penser certains services, etc. : — C'est bien pour
« cela que je vous ai proposé mon premier moyen : les
« primes de rengagement qui concilient tout, et le
« sacrifice d'argent qu'exige une forte et puissante armée,
« et le recrutement de vos carrières civiles, et les mo-
« yens d'influence qu'il vous faut ménager. Vous ne pou-
« vez, dites-vous, accepter aucun de mes deux moyens ;
« comme je n'en connais pas un troisième, je n'ai plus
« rien à vous apprendre et il ne me reste plus qu'à me
« retirer.,. Il a bien fallu y arriver pourtant à ces
« primes de rengagement demandées par moi. Mais des
« années ont été nécessaires pour forcer des esprits
« prévenus et entêtés à se rendre à l'évidence, dans
« une question si simple. Aujourd'hui, on s'applaudit
« de la mesure : tôt ou tard, il faudra la complé-
« ter..... »

Ce passage montre bien dans quel esprit fut élaboré la loi du 10 juillet 1874 qui devait produire si peu d'effet.

A la Chambre des députés (1), en 1876, on présente pour la première fois la question sous son véritable jour en critiquant l'abolition des primes. Ces critiques ont porté leurs fruits dans la loi du 22 juin 1878 « sur le rengagement des sous-officiers ».

M. Tézenas, le rapporteur de cette loi, fait remarquer à juste titre que les avantages résultant de la retraite ou de la pension proportionnelle, de l'attribution d'emplois civils, ne sont que des espérances pour les besoins de l'avenir; que les hautes-payes et la solde spéciale, seules, constituent un mince appât pour des jeunes gens de l'âge des sous-officiers; que c'est bien là la cause de l'insuccès des lois de 1872 et 1874. D'ailleurs, avant l'élaboration de cette loi, les autorités militaires avaient été consultées et avaient émis l'opinion que la certitude d'un avantage tangible et immédiat aurait beaucoup d'influence sur les militaires hésitant à se rengager. Le ministre de la guerre, général Borel, avait défendu cette idée devant la commission de l'armée : La presse s'était aussi chargée de la faire mûrir.

Six mois avant la promulgation de la loi de 1878, un auteur anonyme, ancien militaire, avait publié (dans le n° du 1^{er} janvier 1878 de la *Revue des deux Mondes*) un article consacré aux sous-officiers; il y exposait la question d'une façon remarquable; ses idées reflétaient

(1) C'était la Chambre élue après la dissolution de l'Assemblée nationale, conformément à la constitution du 25 février 1875.

sans doute l'opinion des gens éclairés de l'époque. « Je
« crois, dit-il, qu'il y a deux moyens, qu'il n'y en a
« que deux et que leur emploi doit être combiné. Ils
« consistent dans un ensemble de mesures qui rat-
« tacherait les sous-officiers à leur état : 1^o *par l'in-*
« *térêt*, à la condition que cet intérêt reçût une sa-
« tisfaction immédiate, effective, palpable pour ainsi
« dire, indépendante des accroissements de solde et
« de tous les autres avantages (la pension propor-
« tionnelle comprise) actuellement offerts par la loi aux
« rengagés ; 2^o *par la considération et le prestige par-*
« *ticulier* dont serait entouré l'état des sous-officiers,
« devant l'armée, devant le monde, et par suite aux
« yeux des intéressés ». — Son premier moyen, c'est le
rétablissement de la prime de rengagement qu'il ap-
pelle « l'indemnité de rengagement », parce que ce mot
de « prime » éveillerait, dit-il, les susceptibilités ou les
scrupules des casuistes. Son second moyen dérive d'ob-
servations pratiques faites sur le vif et qu'il résume
ainsi : « *Le goût qu'un agent du pouvoir, revêtu d'une*
« *certaine part d'autorité déléguée, quelle qu'elle soit,*
« *montre pour son office, est directement proportion-*
« *nel au degré de considération qu'il lui vaut, 1^o de la*
« *part de ses chefs, 2^o de la part de ses sous-ordres,*
« *3^o de la part du public, qui a ou est supposé avoir, —*
« *c'est tout un, — les yeux sur lui...* »

...« Je crois, dit encore l'auteur, qu'une loi sur l'état
« des sous-officiers est aussi nécessaire aujourd'hui
« que le fut autrefois la loi sur l'état des officiers, qui
« a marqué, dans la constitution des cadres supérieurs
« jusque là troublée par l'arbitraire, un progrès si
« considérable. Mais ce serait tomber dans une erreur

« grave, peut-être dangereuse, que de croire à l'anal-
 « gie des deux principes, des deux situations, et de
 « chercher à la faire prévaloir par la loi. En effet : la
 « loi sur l'état des officiers *a pour but de fixer les rè-*
 « *gles d'une carrière définitive et de statuer sur les*
 « *droits d'un personnel qu'elle considère comme voué*
 « *au service du pays jusqu'aux approches de la déca-*
 « *dence intellectuelle et de l'invalidité physique.*

« La loi sur l'état des sous-officiers *vise, au con-*
 « *traire, une carrière qui n'est que provisoire et statue*
 « *sur les droits d'un personnel retenu au service du*
 « *pays seulement pour un temps très limité.* Elle rend
 « aux sous-officiers, dans la force de l'âge, la liberté
 « de suivre une profession nouvelle, et, par une excep-
 « tion bienveillante, elle leur concède à cet âge le bé-
 « néfice d'une pension viagère que les officiers n'ob-
 « tiennent qu'au seuil de la vieillesse. Enfin, elle se
 « charge conditionnellement de leur trouver cette pro-
 « fession nouvelle et de leur en ouvrir l'accès.

« De cette différence considérable dans les obligations
 « et dans les mérites dérive une différence corrélative
 « dans les droits et dans la garantie des droits. L'équité
 « le veut, *la discipline le veut aussi,* et, j'exprime ici
 « le sentiment, fondé par l'expérience, convaincu par
 « conséquent, que *les sous-officiers doivent être tenus,*
 « *vis-à-vis du chef de corps, dans une dépendance*
 « *beaucoup plus étroite que les officiers.* Une loi sur
 « l'état des sous-officiers qui négligerait d'assurer à
 « *leurs intérêts moraux et matériels,* entendus comme
 « je l'ai dit, les amples satisfactions que la situation ré-
 « clame, qui s'ingénierait, au contraire, à leur créer de
 « *nouveaux droits d'Etat,* offrant quelque analogie par

« exemple avec ceux qui garantissent aux officiers la
« *propriété de leur grade*, manquerait doublement le
« but :

« D'une part les sous-officiers n'ont aucun souci de ces
« droits, car, servant pour un temps limité, ils ne sen-
« tent pas le besoin d'être protégés contre l'arbitraire,
« auquel ils peuvent toujours échapper en s'en allant, et
« qui n'existe d'ailleurs à aucun degré dans nos régi-
« ments où il n'est aucune sorte d'efforts de séduction
« qu'on ne fasse pour les retenir. Par conséquent cette
« concession de *droits d'Etat* ne suffirait pas à réveiller
« leur tiédeur pour le rengagement. D'autre part, l'excès
« mal entendu de ces droits ne manquerait pas d'exa-
« gérerdans l'esprit de beaucoup de sous-officiers le sen-
« timent de leur importance, de leur suggérer des pré-
« tentions, de les rendre par conséquent moins mania-
« bles devant leurs officiers et devant le chef de corps.
« Or, il est d'intérêt disciplinaire supérieur de conser-
« ver à ceux-ci, sur les destinées du cadre immédiate-
« ment en contact avec les troupes qu'ils commandent,
« par conséquent sur ce cadre lui-même, *une autorité*
« *permanente, immédiate, absolument indiscutée* (1). »

Si nous exposons ainsi cette manière de voir, ce n'est pas que nous l'adoptons dans son intégralité, mais c'est qu'elle est l'énoncé d'un programme aujourd'hui à peu près réalisé et dont la loi du 22 juin 1878 a été la première ébauche.

(1) Comme application de ses idées sur l'état des sous-officiers, l'auteur proposait, entre autres dispositions, de délivrer au sous-officier rengagé un titre formant brevet, et de stipuler qu'il ne pourrait être cassé de son grade que par le général de division, sur l'avis conforme d'un conseil de discipline.

§

Dans le fait, la loi de 1878 rétablissait les *primes de rengagement*, quoiqu'elle n'employât pas ce terme. L'article premier qui les fait revivre fut adopté sans discussion.

La loi allouait aux sous-officiers contractant un premier rengagement de cinq ans (art. 1 et 2) :

1° Une indemnité de rengagement de 2.000 francs payable à leur libération, mais produisant, au taux de 5 p. 100, un intérêt dont le montant devait se toucher par trimestre (25 francs).

2° Une première mise d'entretien (1) de 600 francs payable immédiatement ; une autre indemnité de 500 francs était payée lors du deuxième rengagement (art. 6). Si le rengagé le désirait, ces dernières indemnités pouvaient être versées en son nom à la caisse d'épargne et le livret lui être remis.

La loi n'admettait ces rengagements de cinq ans que jusqu'à concurrence de deux.

L'article 8 conforme à l'article 5 de la loi du 27 juillet 1872 décidait que ces rengagements ne seraient contractés par le sous-officier que pendant le cours de sa dernière année de service ou bien au moment de la libération anticipée d'une classe. Ils n'étaient en principe permis que dans le corps où le rengagé servait.

(1) Ce nom de « première mise d'entretien » est impropre, le sous-officier n'ayant aucune dépense à faire du fait de son rengagement. — C'est simplement une variété de prime de rengagement.

D'après l'article 14, le Ministre devait déterminer chaque année le nombre des sous-officiers admis à se rengager, mais sans excéder la limite maxima fixée par le législateur. La proportion des sous-officiers rengagés ne devait pas dépasser le tiers de l'effectif total des militaires de ce grade. On pensait pouvoir et devoir édicter cette mesure restrictive, car on comptait sur les avantages consentis par la nouvelle loi pour déterminer une grande augmentation dans le nombre des demandes de rengagement (1).

L'article 7 limitait la durée du service des non commissionnés (2) à quinze années qui couraient du jour où commençait le service de leur classe de recrutement. « Ce laps de temps, dit le rapporteur, nous a paru nécessaire pour ne retenir sous les drapeaux que des sous-officiers ayant le goût du métier et aptes à rendre des services. »

À l'expiration du deuxième rengagement, c'est-à-dire après quinze ans de service, le sous-officier avait droit à une pension de retraite proportionnelle (art. 6). Le taux de cette pension était élevé de 146 francs pour

(1) Il est à remarquer que la loi du 22 juin 1878 n'abrogeait pas la loi du 27 juillet 1872 et qu'on pouvait toujours contracter des rengagements dans les conditions prévues par cette dernière loi. Pour ne pas dépasser les crédits alloués, le ministre, en 1878, fixe au huitième de leur effectif normal le nombre des sous-officiers qui pourraient se rengager dans les conditions de la loi du 22 juin 1878 (circulaire du 6 août 1878). En 1879, 1880, 1881, le chiffre des sous-officiers à rengager dans les mêmes conditions fut fixé au vingtième de leur effectif total. Le nombre des sous-officiers qui pouvaient se rengager dans les conditions de la loi de 1872 n'était limité que par la nécessité de se maintenir dans la proportion fixée par la loi de 1878 ; ainsi l'avait décidé le ministre.

(2) Seuls pouvaient commissionner les sous-officiers pourvus de certains emplois limitativement indiqués par la loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs.

tous les grades; calculée d'après les lois en vigueur, elle atteignait ainsi un minimum de 365 francs et elle pouvait se cumuler, sans limite maxima, avec les emplois civils ou militaires que le sous-officier pouvait obtenir en vertu de la loi du 24 juillet 1873 (1). Tout sous-officier titulaire d'une pension de retraite après quinze ans de service était tenu de servir dans l'armée territoriale jusqu'à l'âge de 40 ans (2).

Enfin le temps nécessaire pour obtenir un emploi civil était abaissé de 12 à 10 ans, dont 4 passés dans le grade de sous-officier (art. 11); et la limite d'âge pour l'obtention de ces emplois, fixée [pour la plupart d'entre eux] à 36 ans par la loi du 24 juillet 1873, était portée à 37 ans (art. 13). Comme par le passé, les sous-officiers pouvaient être pourvus d'un emploi dans les six derniers mois de leur service. Ceux qui n'en étaient pas pourvus à leur libération, pouvaient attendre cet emploi en restant au corps pendant une année. Ils pouvaient tout aussi bien retourner dans leurs foyers pour y attendre leur nomination, mais n'avaient plus droit à l'allocation journalière de 1 fr. 50 accordée par la loi du 10 juillet 1874.

Tel était l'ensemble des avantages matériels attribués aux sous-officiers par la loi de 1878. — Elle ne changeait rien, on le voit, au régime des hautes-payes de la loi de 1874.

En dehors des questions d'argent, elle créait dans

(1) Une autre loi du 18 août 1879 devait élever la pension des veuves du quart au tiers de la retraite maxima de chaque grade.

(2) Cette mesure n'était pas particulière aux hommes de troupe. Elle fut appliquée également en 1878 aux officiers qui devaient servir dans les réserves pendant cinq ans après leur mise à la retraite.

chaque unité un emploi d'adjudant (art. 15), ce qui embellissait la carrière du sous-officier en créant un grade et une fonction très comparables au grade et à la fonction du lieutenant et ce qui augmentait du même coup les chances d'avancement (1).

§

Mais l'innovation marquante, faisant époque, de la loi de 1878, ce sont certaines garanties inconnues jusqu'alors dont elle entourait la situation des sous-officiers. En édictant ces garanties, l'article 9 posait les premiers fondements de l'état des sous-officiers ; il changeait la nature de leur profession en lui donnant une stabilité au moins apparente et par suite une dignité nouvelle. Jusqu'alors on s'était uniquement efforcé de retenir les sous-officiers par des mesures visant leurs intérêts ; la loi de 1878 avait d'abord élargi ces mesures, les avait rendues plus efficaces, puis avait essayé de compléter son œuvre en garantissant quelque peu les intéressés contre la perte de cette situation qu'elle allait leur ménager. Désormais la carrière du sous-officier ne sera plus à la merci d'un chef. Sans doute ce chef, général de division, qui avait le pouvoir de pro-

(1) Cet article 15 fut un des plus discutés. Entre autres arguments, on disait que la création d'un emploi d'adjudant était du domaine d'une loi d'organisation et non d'une loi sur le rengagement des sous-officiers. — Gambetta contribua pour beaucoup au vote de l'article : « Cette loi est faite pour les sous-officiers qui ne peuvent pas, à raison de bien des circonstances qui tiennent au milieu, à l'éducation première, arriver au grade supérieur. — C'est à ces sous-officiers qu'il faut assurer une situation qui en fasse quoi ? de petits officiers. »

noncer la cassation d'un sous-officier, était un homme de tête et de cœur, mais il décidait du sort du sous-officier, le plus souvent d'après la lecture d'un rapport ou « plainte » établi par le capitaine du sous-officier et qui lui parvenait par la voie hiérarchique. Ce capitaine est, lui aussi, un homme de tête et de cœur, mais il est trop intéressé dans la question pour être, quoi qu'il arrive, un juge absolument impartial. Cette indépendance relative créée par la loi de 1878 en faveur du sous-officier devait donc lui apporter une certaine tranquillité morale, augmenter le prestige de sa situation aux yeux de l'armée, aux yeux du monde et, à plus forte raison, à ses propres yeux.

L'article 9 est ainsi conçu : *La demande de rengagement sera soumise à un conseil de régiment composé conformément au tableau annexé à la présente loi (1). — La demande sera transmise hiérarchiquement au commandant de corps d'armée, qui autorisera le rengagement s'il y a lieu. — Le sous-officier rengagé sous le régime de la loi actuelle ou sous le régime des lois antérieures, ne pourra perdre son grade que par renonciation volontaire, rétrogradation ou cassation, — La cassation et la rétrogradation ne pourront être prononcées que par le commandant de corps d'armée, sur l'avis conforme du conseil indiqué ci-dessus. — Si le sous-officier est décoré de la médaille militaire ou de la Légion d'honneur, la cassation ou la rétrogradation ne pourront être prononcées que par le Ministre de la guerre.*

(1) Les membres d'un conseil de régiment sont au nombre de 8 : 1 colonel président, 1 lieutenant-colonel, 2 chefs de bataillon, 4 capitaines.

Ce n'était donc plus le général de division, mais le général en chef qui devait prononcer, dans la majorité des cas, la cassation ou la rétrogradation. Mais l'innovation essentielle, c'est que désormais aucun sous-officier ne sera rétrogradé ou cassé de son grade sans l'assentiment préalable d'un conseil de régiment, puisque le général en chef ne pourra modifier l'avis de ce conseil que dans un sens favorable au sous-officier.

On avait voulu créer, dans les limites raisonnables, une certaine analogie entre la mise en réforme de l'officier et la cassation du sous-officier. Ce dernier devint, comme on le désigne souvent dans les documents de l'époque, « presque un officier ». Cependant l'analogie ne peut être poussée trop loin : La réforme n'est pas pour l'officier la perte du grade, mais bien la perte de l'emploi (quoique la distinction soit purement platonique). Le sous-officier n'a jamais une situation correspondante à la réforme, au moins par mesure de discipline ; par contre il peut encourir la rétrogradation, punition qui n'est pas appliquée à l'officier. L'officier réformé est rendu définitivement à la vie civile ; le sous-officier cassé de son grade ou rétrogradé achève, sous les drapeaux, le temps de service qui reste à courir sur la durée de son rengagement. Quant à ceux qui voudraient qu'il n'y eût de différences entre les officiers et les sous-officiers que celles des fonctions et de la solde, nous les renvoyons aux arguments de cet auteur anonyme que nous avons cités quelques pages plus haut.

§

La loi du 22 juin 1878 créait en faveur des sous-officiers des avantages considérables d'ordre matériel et même d'ordre moral ; néanmoins les espérances qu'on fondait sur ces nouvelles dispositions furent déçues :

Alors que le nombre des rengagements était encore de 3.994 en 1874, 3.364 en 1875, il n'était plus que de 2.732 en 1879 et tombait à 2.219 en 1880 (1). Le rétablissement des primes n'avait même pas enrayé le mouvement de recul.

Devant un aussi piètre résultat, on peut se demander ce qui serait advenu sans ces améliorations de 1878. Était-ce que cette loi n'avait, pas plus que les précédentes, touché juste ? Nous croyons que cette pénurie de rengagés (qu'on devrait déplorer longtemps encore) était un signe des temps et qu'il faut en chercher l'explication dans des considérations d'ordre économique : quelles que soient les garanties protégeant la carrière de sous-officier, les situations civiles paraissent présenter des avantages matériels et moraux supérieurs. On trouve le métier de soldat pénible, astreignant, insuffisamment considéré. Certains hommes aiment mieux porter la livrée d'un domestique que de végéter sous l'uniforme. Cette livrée, il leur faudra la porter un jour ou l'autre, car les seuls emplois civils qu'ils pourraient

(1) Chiffres donnés par le général Robert, sénateur, rapporteur de la loi du 23 juillet 1881. D'après une brochure publiée par le général Farre, en 1881, le nombre actuel de sous-officiers rengagés était de 8.000 pour un effectif total de 35.000.

obtenir la comportent eux aussi. Il y a donc intérêt à se créer le plus tôt possible une position « dans le civil ». Les jeunes gens d'un rang social plus élevé ont encore plus de répugnance pour le métier des armes ; ils ont le temps et les moyens de se choisir un état, de se créer une situation. A vrai dire l'esprit militaire s'efface peu à peu, surtout depuis que se cicatrise la plaie faite au cœur de chaque Français par nos récents revers. Depuis 1871, depuis la réorganisation de l'armée, on avait traversé, dans les corps de troupe, une période de travail intense, excessif parfois, comme des gens qui réparent leurs fautes, et le sous-officier surmené, plein d'un dévouement dont il n'était guère payé, dont il ne se rendait même pas compte, avait fait peu de réclame pour le métier qu'il professait.

Les auteurs et les militaires expliquent la pénurie de sous-officiers par le service à court terme (1) et le manque de considération dont ils sont l'objet. Ce sont les deux refrains inaugurés au lendemain de la promulga-

(1) M. Margaine, député, hostile au rétablissement des primes, disait à la séance du 9 juin 1878, en parlant des rengagés d'autrefois : « C'étaient « seulement des hommes habitués à la discipline, qui, au bout de quatre « ans, rentrant chez eux en congé, trouvaient, comme je l'ai dit en em- « ployant une expression peut être trop énergique, la terre trop basse et « la gamelle trop vide. Ils revenaient alors au régiment sans regrets, car « après être rentrés chez eux ils ne pouvaient pas s'astreindre à la vie de « village ; ils ne connaissaient plus personne ; leurs camarades avaient « disparu ou s'étaient mariés ; ils n'avaient plus les mêmes relations et « quand ils retournaient au régiment, ils y trouvaient une existence à la- « quelle ils étaient habitués et ils rengageaient. Pourquoi rengageaient- « ils ? parce qu'ils trouvaient chez eux une existence qui ne leur conve- « nait plus et retrouvaient au régiment une existence à laquelle ils étaient « faits ; ils étaient pliés à la discipline. »

M. Laisant, député également hostile aux primes de rengagement, tiendra le même langage, le 11 juin 1881, lors de la discussion générale de la loi du 23 juillet 1881.

tion de la loi de 1872 et qu'on a pu répéter jusqu'à nos jours. C'était une constatation tout à fait clairvoyante mais qui n'indiquait aucun remède. Il n'y avait pas à revenir sur la réduction de la durée du service ; elle paraissait définitive parce que raisonnable. On pouvait peut-être encore augmenter la considération et les égards dus au sous-officier de carrière, mais cela n'était guère du ressort du législateur.

Quoi qu'il en fût, un nouvel effort s'imposait.

Il aboutit à la loi du 23 juillet 1881 « sur le rengagement des sous-officiers » qui abroge les deux lois de 1874 et 1878 et crée définitivement l'état de sous-officier. Les lois postérieures ne feront que modifier dans leurs détails les bases sur lesquelles reposera désormais la situation du sous-officier.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉTAT DES SOUS-OFFICIERS

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT DES SOUS-OFFICIERS ÉTABLI PAR LES LOIS DU 23 JUILLET 1881 ET 18 MARS 1889 SUR LE RENGAGEMENT DES SOUS-OFFICIERS.

- A.* — A quelles conditions doit satisfaire la situation des sous-officiers pour constituer un « état ». Garanties de la profession ; nature des avantages moraux et matériels qu'elle comporte.
- B.* — La loi du 23 juillet 1881 sur le rengagement des sous-officiers. — Améliorations qu'elle apporte à la situation des sous-officiers au point de vue pécuniaire. — Les garanties qui créent définitivement « l'état des sous-officiers ». — Le mariage des sous-officiers. — Autres avantages réclamés en faveur des sous-officiers par les auteurs de la loi du 23 juillet 1881 ; règlement sur le service intérieur des corps de troupe du 23 décembre 1883 ; loi du 29 juillet 1887 ayant pour but d'améliorer la situation des sous-officiers rengagés et commissionnés non adjudants. — Résultats insuffisants de la loi de 1881.
- C.* — Perfectionnements apportés à cette dernière loi par celle du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers. — Loi du 6 février 1897. Résultats de la loi du 18 mars 1889. Critiques qu'on en a faites ; réformes proposées.

A

Le général du Barail racontant dans ses « souvenirs » (1894) la joie qu'il ressentit en recevant son brevet de sous-lieutenant (1842), dit : « Il y a encore maintenant, « il y avait surtout à cette époque un abîme incom-

« mesurable entre la situation de sous officier et celle
 « d'officier : sous-officier, on n'a pour ainsi dire pas de
 « carrière ; on est dans le provisoire, l'avenir est
 « fermé Le sort de l'homme dépend des circonstances,
 « du moindre accident, du caprice des chefs... Officier,
 « au contraire, on voit instantanément tout changer au-
 « tour de soi et en soi : on a un état... »

Cette citation montre bien en quoi consiste l'état du sous-officier rengagé. Dans la préface de cette étude, nous l'avons défini, en ne l'envisageant qu'au point de vue juridique, bien entendu : L'ensemble des garanties légales attribuées aux sous-officiers contre la perte de leur grade et des avantages attachés à leur grade (1).

§

Nous avons dit que les garanties — surtout de forme — établies par l'article 9 de la loi du 22 juin 1878 ont été les premières bases de l'état des sous officiers. Ce sont bien les premiers avantages d'ordre moral que nos lois devaient attribuer aux sous-officiers de carrière. Ces garanties seront affermies dans la suite, acquerront toute la solidité compatible avec les exigences de la discipline et, jointes à quelques satisfactions d'amour-propre accordées par les règlements, à la possibilité

(1) C'est avec intention que nous avons exclu de cette définition les expressions de *propriété* et *possession* du grade, expressions commodes que l'on emploie couramment depuis la promulgation de la loi du 19 mai 1834 sur l' « état des officiers », mais sans se soucier aucunement de leur valeur juridique.

d'être décoré, constitueront la totalité des avantages moraux concédés aux sous-officiers rengagés.

C'est un point sur lequel il faut bien s'entendre : On parle souvent des avantages moraux faits aux militaires, officiers ou hommes de troupe, comme si on pouvait en faire une longue énumération ; bien souvent on qualifie de moraux des avantages qui sont plutôt matériels (comme par exemple la faculté de se marier). Et même ces garanties innovées par la loi de 1878 ne sont pas d'ordre purement moral. La stabilité d'une fonction et le montant du traitement qui y est afférent, n'est-ce pas deux facteurs qu'on a l'habitude de considérer globalement ? Cette stabilité qui permettra de toucher ce traitement pendant de longues années, n'est-ce pas, avant tout, un avantage matériel ? Le caractère moral de ces garanties réside dans la dignité et le prestige qu'elles donnent à la fonction et c'est tout. D'autre part il est vrai que toute satisfaction matérielle procure une satisfaction d'ordre moral à celui qui l'éprouve ; mais quand on parle d'avantage moral, en langage ordinaire, on ne parle pas du plus ou moins grand contentement moral qui résulte inévitablement d'un avantage matériel.

Quant à la possibilité de se marier, nous nous refusons même à la considérer comme un avantage. Les sous-officiers qui ont aujourd'hui cette faculté, plus large qu'autrefois, ont évidemment un avantage sur leurs devanciers, mais ils n'ont aucun avantage sur leurs compatriotes, au contraire. Notons cependant que la loi accorde aux sous-officiers mariés certains avantages (droit de loger en ville, indemnité de logement, soins médicaux) mais ce sont précisément ces avanta-

ges qui ont rendu le mariage plus facile pour les sous-officiers.

Nous avons cru devoir ouvrir cette parenthèse pour répondre à cette question qu'on ne manquera pas de se poser au sujet des sous-officiers de carrière : Quels sont donc les avantages moraux que la loi leur assure et auxquels on fait souvent allusion ?

Sans doute on peut ainsi ranger dans les questions d'ordre moral, la plus ou moins grande considération attachée à la profession de sous-officier ; mais cette considération n'est pas du domaine de la loi. Tout au plus les règlements et circulaires ministérielles peuvent-ils quelque chose pour l'augmenter, précisément en accordant aux rengagés ces quelques satisfactions d'amour-propre dont nous avons parlé. A vrai dire, ceux qui ont le plus d'influence sur la hausse et la baisse de cette considération, ce sont les chefs, les officiers. Par leur manière de se comporter vis-à-vis des sous-officiers, les attentions, les égards qu'ils leur témoigneront, ils élèveront leur prestige à un certain cran. C'est là le seul repère qui permette aux simples soldats d'apprécier le degré de considération méritée par le corps des sous-officiers, et l'appréciation des soldats, c'est celle de toute la nation. La considération accordée à l'officier aura, c'est à remarquer, sa répercussion immédiate sur celle dont pourra jouir le sous-officier. Ceci est une conséquence de cela.

Dans une circulaire ministérielle du 12 janvier 1895 « sur la situation morale des sous-officiers rengagés », on lit quelques lignes qui auraient pu s'appliquer à d'autres époques et doivent s'appliquer encore aujourd'hui : «... Quelque considérables que soient les avantages

précités (logement, ameublement, solde, tenue, emplois civils) sous le rapport matériel, ils ne suffiraient pas à retenir sous les drapeaux les sous-officiers, si l'on ne s'inquiétait de relever en même temps leur situation morale, à laquelle ils attachent avec raison une grande importance.

« Si dans la plupart des corps de troupe où la bienveillance des chefs se concilie avec la fermeté du commandement, les officiers rivalisent pour assurer aux rengagés, avec le bien-être auquel ils peuvent prétendre, la considération qu'ils méritent, il est à désirer que cette manière d'agir se généralise et que partout les sous-officiers rengagés soient traités au point de vue du service, avec les égards auxquels ils ont droit, en raison du nombre d'années qu'ils ont passées au régiment.

« En conséquence, le Ministre invite les officiers généraux et chefs de corps à employer tous les moyens dont ils disposent pour rehausser la dignité des sous-officiers rengagés en leur laissant une plus grande initiative et en augmentant leur part de responsabilité et d'autorité.

« En effet, sans diminuer le rôle de direction et de surveillance des officiers, il n'est pas indispensable d'exiger d'eux une action constante dans une foule de circonstances, telles que les exercices de détail, où pourra suffire la présence d'un sous-officier rengagé...

« Arrivé à un âge où, dans la vie civile, il aurait pu, en déployant la même énergie, acquérir une situation lui assurant, avec l'indépendance, une certaine influence dans son milieu, il éprouve le besoin, après avoir donné, comme soldat, comme caporal ou comme brigadier, l'exemple de l'obéissance, d'exercer à son tour,

tout en restant serviteur discipliné, une autorité réelle dans l'intérieur de sa compagnie, de sa batterie ou de son escadron. (1)

« On doit réprimer sévèrement les propos malveillants proférés à l'égard de ceux que le goût de la vie militaire a retenus près du drapeau, par des soldats ou des gradés, heureusement fort rares, qui, ne comprenant pas la grandeur du métier des armes, ne considèrent leur temps de service que comme une corvée.

« Le Ministre est convaincu qu'en appelant l'attention des officiers généraux et des chefs de corps sur l'importance qu'il attache à relever le prestige des sous-officiers rengagés, on contribuera à en augmenter le nombre et à fortifier ainsi notre édifice militaire dont ils sont, après le corps de nos officiers de troupe, le plus solide fondement. »

Il ne s'agit pas, dans ce qui précède, de cette considération de second ordre, toute extérieure, accordée de

(1) Sans doute l'intervention continuelle de l'officier enlève une grande part d'initiative au sous-officier. Mais les généraux et chefs de corps peuvent beaucoup pour limiter cette intervention. Le commandant Em. MANCEAU dans son livre *Notre armée, essais de psychologie militaire*, donne à entendre (p. 259) que, même en supposant cette intervention de l'officier réduite au minimum, le gradé est encore enserré dans une foule de prescriptions réglementaires qui lui retirent toute initiative. Tous les règlements, qu'il s'agisse du service intérieur, des manœuvres ou de l'instruction de la troupe, lui imposent une voie dont il ne peut guère s'écarter. « Abandonné à ses propres forces, dit le commandant Manceau, le « sous-officier aurait sans doute rencontré des difficultés ; mais il se « serait ingénié à les vaincre et il y serait arrivé en regardant agir des « camarades plus habiles que lui, en consultant des anciens plus expérimentés, en recourant aux traités didactiques qui traitent de ces questions, en y réfléchissant surtout et en se faisant à soi-même, par un « travail personnel, sa propre éducation. On préfère lui « mâcher sa « besogne », le tenir en tutelle, et son individualité est garottée... Il est « impuissant et devient inerte. Quel expéditionnaire accepterait une « pareille sujétion ? L'homme a besoin de liberté : mais, s'il est sérieux,

tout temps à la fortune et aux moyens pécuniaires. Celle-ci subit en plein l'influence des dispositions législatives; elle varie comme les avantages matériels. Et pourtant il faut aussi faire cas de cette considération de qualité inférieure. Qu'on ne nous accuse pas d'un positivisme exagéré et peu compatible avec la noblesse et la dignité de la profession des armes. Dans l'esprit des contemporains, les nécessités matérielles priment malheureusement toutes les autres; si un homme ne peut manger à sa faim, on se soucie assez peu de l'honorabilité de sa condition; on aura peut-être pour lui beaucoup de considération, mais on ne la lui témoignera nullement. Relever la situation matérielle d'un individu, c'est relever son prestige, c'est lui attirer plus de considération. D'autre part, on peut poser en principe qu'on accordera d'autant plus de considération à un emploi que cet emploi est plus difficile à obtenir. Si pour devenir sous-officier rengagé il suffit de le désirer la situation de sous-officier rengagé aura peu de prestige. Si, au contraire, l'emploi est très recherché, s'il y a peu d'élus par rapport au grand nombre de candidats, on entourera d'une certaine considération celui qui a réussi à l'obtenir grâce à son mérite.

C'est donc encore en améliorant la situation matérielle des sous-officiers qu'on parviendra le plus sûrement à augmenter la considération qui leur est due, puisqu'alors leur emploi sera plus convoité.

Ils étaient donc bien malavisés ceux qui avaient cru

« c'est moins la liberté de s'amuser, c'est la liberté dans son travail qu'il réclame. Il l'apprécie plus que le luxe, plus que le confort, plus que les égards qui ne sont guère qu'apparents, plus que des « hautes-payes » qui ne sont pas bien hautes. »

que « servir est un honneur qui ne se paye pas ». Ils auraient peut-être eu raison si tous les riches et privilégiés de l'époque avaient ambitionné la carrière de sous-officier. Mais ceux-là fuyaient la caserne et les sous-officiers de carrière se recrutaient parmi les prolétaires. Il fallait bien les payer, tant soit peu, ces enfants du peuple qui ne possédaient rien ! Autrement quelle considération aurait-on eue pour ces quelques rengagés, bien peu nombreux, qui auraient consenti à servir « pour l'honneur ? » Les gouailleurs qui « ne considèrent leur temps de service que comme une corvée » n'auraient pas manqué de leur servir, et avec une apparence de raison, ce mortifiant cliché dont retentissent encore nos casernes : « Tu rengages ; il n'y a donc plus de pain chez toi ? »

Depuis 1872, les idées avaient bien changé : On avait successivement amélioré la position du sous-officier et on avait enfin admis qu'on pouvait, sans ravalier la dignité de la carrière militaire, accorder des primes à ceux qui s'y adonnaient. Mais tous les avantages matériels accordés au sous-officier par la loi de 1874 et surtout par la loi de 1878, et toute la banale considération qui en rejaillissait sur lui, n'avaient pas réussi à satisfaire son amour-propre, à rehausser suffisamment son prestige ni même à lui constituer un état. Il fallait encore que la loi du 23 juillet 1881 vint donner plus de dignité à sa profession, et la garantir contre l'arbitraire hiérarchique. La loi du 22 juillet 1878 avait pressenti cette nécessité sans y satisfaire complètement (1).

(1) Il est à noter que la loi du 23 juillet 1881 est la première, parmi les lois concernant les sous-officiers rengagés, qui parle de leur « état ». Le chapitre premier de cette loi a pour titre : « Etat des sous-officiers rengagés et commissionnés ».

B

Cette loi du 23 juillet 1881 fut discutée à la Chambre des députés le 14 juin, en une seule séance, après une déclaration d'urgence. Le texte voté par la Chambre fut adopté par le Sénat sans discussion. On avait hâte d'améliorer encore la situation des sous-officiers rengagés dont le nombre était par trop inférieur aux besoins du service.

D'après l'exposé des motifs de la loi, le seul moyen de remédier à cette crise est de renoncer à ce maximum de quinze années de service imposé aux sous-officiers par les lois de 1874 (1) et 1878. Tout en laissant subsister leur droit aux emplois civils, il faut donner aux sous-officiers la faculté de rester dans l'armée au-delà de cette limite et d'y parcourir une plus longue carrière. Il faut aussi faciliter les rengagements en donnant plus d'élasticité à leur durée et en allongeant les délais dans lesquels ils peuvent être contractés. C'est le but des articles 1 et 2 qui disposent :

Article premier. — *Les sous-officiers sont admis à contracter pour deux ans au moins et cinq ans au plus des rengagements renouvelables d'une durée totale de dix ans. — Après dix ans de rengagement, les sous-officiers peuvent être maintenus sous les drapeaux jusqu'à l'âge de quarante-sept ans accomplis.*

Art. 2. — *Les sous-officiers peuvent être autori-*

(1) La loi du 10 juillet 1874 fixe la limite d'âge à 35 ans, ce qui revient à fixer à une quinzaine d'années (dix-sept ans au plus) la durée du service.

sés à contracter leur premier rengagement dans l'année qui précède le renvoi de leur classe et dans celle qui suit. — Ils peuvent être autorisés à contracter des rengagements ultérieurs dans leur dernière année de service ou pendant les six mois qui suivent leur rentrée dans leurs foyers.

Il n'était rien changé aux autres conditions exigées par la loi de 1878. Cependant la proportion maxima des sous-officiers rengagés était portée aux deux tiers de leur effectif. La loi maintenait également, sans en modifier le montant, tous les avantages pécuniaires accordés par la loi de 1878, tels que les indemnités pour rengagements et les premières mises d'entretien (1). Comme sous la loi de 1878, les pensions et retraites (2)

(1) Cependant elle augmentait (pour les commissionnés seulement) le taux des hautes-payes tel que l'avait fixé la loi du 10 juillet 1874. Elles étaient portées à 0 fr. 70 par jour pour tous ceux qui comptaient dix ans de rengagement (art. 6). Il est à noter que les rengagements d'une durée inférieure à cinq ans ne donnaient droit, en dehors de la haute-paye, à aucune indemnité (art. 9). « *Toutefois, ajoutait l'article 9, les sous-officiers qui, après avoir contracté un rengagement de moins de cinq ans, en contracteront un deuxième destiné à compléter la durée des cinq ans, auront droit sur l'indemnité de 2.000 francs, à une part proportionnelle à la durée de ce second rengagement.* » La loi de 1881 encourageait donc surtout les rengagements de longue durée.

(2) Un tarif annexé à la nouvelle loi majorait les pensions de retraite.

Elles devaient être décomptées comme auparavant. Donc, après vingt-cinq ans de service, le sous-officier a droit à la pension de retraite intégrale qu'on appelle pension d'ancienneté ; mais s'il rentre dans ses foyers après dix ans de rengagement, soit quinze ans de service, il a droit à une pension proportionnelle. Chaque année de service au-delà de quinze, jusqu'à concurrence de dix, lui donne droit à un accroissement représentant le dixième de la différence entre la pension d'ancienneté et la pension proportionnelle. Chaque année de service au-delà de vingt-cinq jusqu'à concurrence de vingt lui donne droit à un nouvel accroissement de sorte que le maximum de la pension de retraite correspondra à une durée de service de quarante-cinq ans, campagnes comprises

Pour un sergent, par exemple la pension proportionnelle restait fixée à 365 francs, la pension d'ancienneté était de 800 francs, le maximum,

pourront se cumuler avec les traitements afférents aux emplois civils et les militaires jouissant de ces pensions devront rester cinq années à la disposition du Ministre de la guerre pour le service de l'armée territoriale (art. 17).

Une autre mesure très favorable était édicté par l'article 14 : La durée de service nécessaire pour obtenir un emploi civil était réduite à sept ans pour le sous-officier qui comptait en même temps quatre années de grade.

§

Pour ceux qui ont élaboré la loi, une des dispositions les plus marquantes était celle de l'article 1 (alinéa 2) qui portait à 47 ans la limite d'âge du sous-officier rengagé et lui permettait, s'il le désirait, de parcourir une plus longue carrière. A cette époque on pensait avec raison qu'on ne devait guère considérer comme une carrière un métier dont la durée ne pouvait dépasser quinze ans.

campagnes comprises, était de 1.100 francs, d'après le tarif annexé à la loi de 1881 et qui remplaçait le tarif de la loi de 1879 (18 août). Dans ce tarif, comme d'ailleurs dans le précédent, le montant de la pension proportionnelle ne représentait plus, comme à l'origine, les quinze vingt-cinquième du montant de la pension d'ancienneté. Cette dénomination de pension proportionnelle était donc, sinon impropre, de nature à induire en erreur. Il n'y a de proportion qu'entre l'accroissement de la pension dite proportionnelle (art. 13 et 26 de la loi de 1881) et le nombre des années de service dépassant le nombre quinze. Le nouveau tarif avait augmenté le taux de la pension d'ancienneté et, par suite, le taux de l'accroissement sans modifier le taux de la pension proportionnelle. C'était une modification qui n'intéressait que les sous-officiers restant plus de quinze ans sous les drapeaux et favorable par conséquent aux vieux sous-officiers.

Les résultats de la loi de 1855, si beaux au point de vue du nombre des sous-officiers rengagés et si fâcheux au point de vue de leur qualité, avaient inspiré l'horreur du vieux sous-officier. Mais en 1881, après avoir constaté les résultats des lois de 1872, 1874, 1878, si insuffisants au point de vue du nombre des rengagements, on dut aviser. Pour obtenir le nombre voulu d'instructeurs, on ne craignit pas de conserver sous les drapeaux de vieux sous-officiers ; on recula d'une douzaine d'années la limite d'âge au-delà de laquelle le sous-officier ne pourrait plus rester au service. Aussi peut-on dire que la loi du 23 juillet 1881 a créé pour le sous-officier une véritable profession. (La loi du 21 mars 1905, ayant perfectionné la législation relative aux emplois civils, ramènera à quinze ans la durée de la carrière du sous-officier.)

Nous verrons d'autre part que le Ministre de la guerre, lors de la discussion de la loi de 1881, s'était engagé devant le parlement à apporter, par voie de réglementation, quelques améliorations à la situation des sous-officiers de profession. Après avoir rendu plus durable et matériellement embelli cette situation, il ne restait plus qu'à lui donner une solidité réelle. Ce fut l'objet de l'article 4 de cette loi de 1881. Cet article, qui, par d'importants perfectionnements apportés aux dispositions correspondantes de la loi de 1878, créait définitivement l'état des sous-officiers, est ainsi conçu :

« Les autorisations de rengagement ou les commissions ne peuvent être refusées aux sous-officiers, dans les limites du nombre fixées par le Ministre, qu'en cas d'avis défavorable du conseil prévu au tableau annexé à la présente loi. — La demande sera transmise hié-

rarchiquement au commandant de corps d'armée, qui statuera et qui, pour le premier rengagement, délivrera au sous-officier un titre formant brevet. — La rétrogradation ou la cassation du sous-officier rengagé, la mise à la retraite d'office du commissionné ne peuvent être prononcées que par le commandant de corps d'armée, sur l'avis conforme du conseil d'enquête prévu au tableau annexé à la présente loi. — La procédure est la même que pour les officiers. »

Le premier alinéa de cet article renferme une modification capitale : Quand il s'agit de statuer sur une demande de rengagement, le général en chef ne peut désormais modifier la décision du conseil de régiment que dans un sens favorable au sous-officier. Le texte de la loi de 1878 autorisait au contraire le général en chef à considérer l'avis du conseil de régiment comme un simple avis qu'il pouvait suivre ou ne pas suivre. Le sous-officier, accepté par le conseil de régiment avec une faible majorité et qui attendait la décision du général en chef, n'était pas à l'abri d'une surprise désagréable. Au contraire, grâce à la nouvelle disposition, il était à peu près certain de pouvoir se rengager s'il avait su se faire apprécier dans son bataillon (1).

(1) En effet, trois votes sur huit lui étaient déjà acquis : la loi de 1881 spécifiait que le commandant du bataillon, l'adjudant-major du bataillon et le commandant de compagnie de l'intéressé seraient de droit membres du conseil de régiment. D'autre part, vers 1881, le sous-officier n'avait pas à redouter le manque de vacances. En effet, dans une instruction du 15 septembre 1881, le Ministre écrivait : « J'ai décidé que le nombre des rengagements à recevoir ne sera pas limité quant à présent. » Le Ministre qui venait de consulter les généraux en chef redoutait peu la surabondance des candidats. Il se proposait simplement, si cela était nécessaire, d'user largement de la faculté que lui donnait l'article 5 de la loi, d'affecter d'office des rengagés qui seraient en excédent dans leur corps à

Cette nouvelle disposition avait, en outre, un grand effet moral. Désormais pour le rengagement, comme pour la cassation ou la rétrogradation, le sous-officier dépendait d'une collectivité, le conseil de régiment, et non plus d'une individualité, le général en chef. Il n'en fallait pas davantage pour rehausser la dignité de sa profession.

La loi de 1881 ne change pas la composition du conseil de régiment fixée par la loi de 1878. Mais quand il s'agit d'une cassation, rétrogradation (1) ou mise à la retraite d'office, elle décide que le commandant de corps d'armée adjoindra deux sous-officiers à ce conseil dénommé alors « conseil d'enquête ». Cette mesure rationnelle et bienveillante était inspirée de la composition des conseils d'enquête chargés de se prononcer sur la mise en réforme des officiers et aussi de la composition des conseils de guerre. Désormais les sous-officiers objets d'une enquête compteront parmi leurs juges deux camarades qui, dans un conseil composé de dix membres, pourront souvent par leurs avis et par leur vote déplacer la majorité dans un sens favorable. D'ailleurs la loi de 1881 assurait aux sous-officiers des garanties encore plus sérieuses en spécifiant que la procédure de leurs conseils d'enquête serait la même que pour les officiers. C'était peut-être là le plus grand progrès réalisé par la loi de 1881 sur sa devancière.

un autre corps de la même arme. — En 1882, le nombre des sous-officiers rengagés à accepter pendant l'année fut cependant fixé au dixième de leur effectif total ; de même en 1883, 1884 et 1885. Il fut fixé au seizième en 1886 et 1887. Puis enfin, le Ministre écrit qu'il autorise à accepter toutes les demandes de rengagement jusqu'à concurrence des deux tiers de l'effectif total. (*Bulletin Officiel*, 1^{er} semestre 1887, p. 783.)

(1) Les rétrogradations volontaires doivent aussi être soumises à l'examen des conseils d'enquête.

L'assimilation était complète : Le sous-officier se trouvait soustrait à bien des arbitraires possibles ; les motifs pour lesquels il pouvait comparaître devant un conseil d'enquête, les détails de la séance, la désignation des témoins, la façon de voter, tout était nettement fixé par le décret du 29 juin 1878 sur les conseils d'enquête pour les officiers ; il savait d'une façon précise la nature des fautes qui pouvaient lui faire perdre son grade. (1)

Le deuxième alinéa de l'article 4, comme autre innovation, prescrit au commandant de corps d'armée de délivrer au sous officier, lors de l'acceptation de son premier rengagement, un titre formant brevet. Ce brevet, en constatant que le sous-officier « *ne peut être dépossédé de son grade que dans les formes et sous les conditions déterminées par l'article 4 de la loi du 23 juillet 1881* », confère au sous-officier rengagé un titre lui assurant des avantages comparables (2) à ceux

(1) Tout sous-officier condamné à la dégradation militaire ou à une peine comportant la dégradation militaire comme peine accessoire, encourrait d'office la cassation. — « Tout sous-officier rengagé, condamné à une peine autre que la dégradation ou une de celles énumérées à l'article 189 du Code de justice militaire (ce sont celles qui entraînent la dégradation militaire) ne peut être cassé qu'après avoir été envoyé devant un conseil d'enquête. » Avis du Conseil d'Etat du 4 juillet 1885.

(2) Il y aura toujours cette différence que l'officier mis en réforme n'est plus lié au service militaire, tandis que le sous-officier cassé ou rétrogradé doit terminer, comme soldat ou caporal, le temps qui restait à courir sur la durée de son rengagement. C'est une conséquence obligatoire de l'allocation des primes. La prime est le prix du rengagement. Celui-ci doit s'accomplir intégralement. D'ailleurs, aujourd'hui où la prime est touchée le premier jour du rengagement (art. 61 de la loi du 21 mars 1905), comme autrefois sous l'empire des lois allouant une première mise d'entretien, sorte de prime déguisée touchée au premier jour du rengagement, on ne réclame pas au sous-officier cassé le montant de la part proportionnelle à laquelle il n'aurait pas eu droit et qu'il a pourtant touchée. Il lui serait parfois difficile de le rendre.

qui sont assurés aux officiers par la loi du 19 mai 1834.

On peut se demander si la délivrance de ce brevet n'était pas une superfétation. Ne suffisait-il pas de s'être rengagé sous l'empire de la loi de 1881 pour bénéficier sûrement de tous les avantages accordés par cette loi ? Lors de l'élaboration de la loi du 22 juin 1878, la rédaction adoptée par la Chambre des députés portait déjà « ...le commandant de corps d'armée autorisera le rengagement s'il y a lieu et délivrera au sous-officier un titre formant brevet et qui le mettra en possession de son grade. » Le colonel Meinadier, sénateur, rapporteur de la loi devant le Sénat, disait : « Nous ne voyons pas « l'utilité de cette innovation, bien au contraire ; elle « nous paraît avoir l'inconvénient très grave de différer « rencia la position des sous-officiers dans un même « corps » et il faisait remarquer qu'il n'existait d'ailleurs aucun titre analogue pour les officiers (1). « Monsieur le Ministre de la guerre, ajoutait-il, nous a fait « connaître qu'il avait voulu, par le brevet et par les « garanties accordées contre la cassation, donner aux « sous-officiers rengagés dans les conditions de la nouvelle loi une position spéciale, qu'il n'avait pas craint « de les placer même au-dessus de leurs camarades, de « leur accorder une distinction, le brevet, un privilège. » Le Ministre avait facilement pris son parti du peu de succès de son explication devant le Sénat et avait déclaré à la Chambre qu'au surplus la délivrance de ce brevet n'avait pas besoin de faire l'objet d'une disposi-

(1) On remettait alors à l'officier nouvellement promu une lettre de service qui lui servait de titre dans l'exercice de ses fonctions. Aujourd'hui on lui remet simplement une copie certifiée du décret qui le nomme ou l'élève en grade.

tion législative et qu'il serait néanmoins remis à tout sous-officier nouvellement rengagé. La loi de 1881 n'a donc fait que sanctionner une pratique qui datait de trois ans.

Ce brevet constitue, on le voit, une distinction pour le rengagé, une consécration de sa nouvelle situation, un surcroît de garantie pour l'avenir. Muni de ce titre, il peut se considérer lui aussi comme propriétaire de son grade, suivant une expression que l'on emploie souvent en parlant de l'officier, mais à laquelle on aurait tort d'attribuer une signification juridique.

§

Il nous reste à envisager la question du mariage des sous-officiers ; elle prenait quelque importance grâce à la nouvelle loi. Elle est visée par l'alinéa 3 de l'article 6 : « *Le sous-officier logé et marié en ville reçoit une indemnité de 15 francs par mois* » et par l'alinéa 4 de l'article 8 « *...si le sous-officier est autorisé à se marier, l'indemnité de rengagement sera mise à sa disposition après l'expiration du premier rengagement de cinq années.* »

Aux termes du décret toujours en vigueur du 16 juin 1808, les sous-officiers et soldats en activité de service ne peuvent se marier qu'après en avoir obtenu la permission du conseil d'administration de leur corps. Ce décret qui a force de loi ajoute, pour le mariage des

militaires, une condition nouvelle (1) à celles fixées par le code civil et promulguées en mars 1803. Le sous-officier qui aurait réussi à se marier sans cette permission prévue par le décret de 1808 aurait encouru la cassation et aurait été privé, ainsi que sa veuve et ses enfants, de tout droit à une pension militaire (2). Le large pouvoir d'appréciation que le décret conférait aux conseils d'administration leur permettait d'interdire en principe le mariage aux hommes de troupe ; et c'est, à peu de chose près, ce qui s'est produit jusqu'à la loi de 1881 ; le mariage des sous-officiers n'était autorisé que dans des cas exceptionnels. Si l'on avait continué ces errements, on aurait peut-être éloigné beaucoup d'hommes de la carrière militaire. Celle-ci pouvait désormais se prolonger jusqu'à l'âge de 47 ans, âge après lequel on ne songe plus guère au mariage. Les sous-officiers restant plus de quinze années sous les drapeaux auraient été souvent condamnés au célibat pour le restant de leur vie. Fournissant désormais une carrière presque aussi longue que celle des officiers, devaient-ils encore, pour obtenir l'autorisation de se marier, faire valoir des circonstances exceptionnelles ? Sans doute le sous-officier doit en principe loger à la caserne où n'est pas la place des femmes et des enfants, où n'abondent pas les logements pouvant convenir à un ménage. Mais le législateur de 1881 a compris qu'il fallait tempérer la

(1) L'inobservation de cette condition constitue un empêchement prohibitif et non un empêchement dirimant. — « Tout officier de l'état civil qui a célébré sciemment le mariage d'un sous-officier, sans s'être fait remettre la permission exigée par la loi... encourt la destitution. » (Décret du 16 juin 1808, art. 8.)

(2) Loi du 11 avril 1831, art. 19, § 4.

rigueur de ce principe. Il n'a fait aucune déclaration nette ; il s'est contenté de parler du mariage des sous-officiers rengagés pour bien laisser entendre qu'il n'y était pas hostile, qu'il faciliterait même l'existence en ménage du sous-officier. C'est là, croyons-nous, les déductions qu'on peut tirer de la loi de 1881 relativement au mariage des rengagés.

Plus tard une circulaire du 23 août 1888, modifiée par une autre du 7 novembre 1900, devait préciser les conditions auxquelles on pouvait autoriser le mariage des sous-officiers. A l'avenir on permettrait le mariage des sous-officiers ayant contracté un rengagement de cinq ans, avant l'accomplissement intégral de ce rengagement, pourvu que la future épouse réunit toutes les garanties de moralité désirables, moralité constatée par un certificat délivré par le maire de sa commune, et possédât des ressources suffisantes pour ne pas être à la charge de son mari, ressources constatées par un acte notarié. Si la demande n'était pas accueillie par le conseil d'administration, elle devait être transmise, avec observations, au général commandant de corps d'armée qui déciderait en dernier ressort. Ces exigences relatives à la moralité et à la situation de fortune de la future épouse n'ont rien d'outré. L'armée doit pouvoir compter sur les bons services du sous-officier pendant toute la durée de son rengagement et ne pas s'exposer à subir le contre-coup de sa mauvaise fortune. Toutefois la circulaire du 23 août 1888 n'accordait pas au sous-officier désireux de se marier toute la latitude compatible avec les nécessités du service, puisqu'elle ne lui permettait le mariage que s'il avait contracté un rengagement de cinq ans.

§

Telle était la situation faite aux sous-officiers de carrière par la loi de 1881. Mais, le législateur, en connaissance de cause, n'avait pas exprimé dans cette loi toutes ses excellentes intentions à l'égard des sous-officiers rengagés. Voici d'ailleurs comment s'exprimait le gouvernement dans son exposé des motifs : « Quelques considérables que soient les nouveaux avantages faits aux sous-officiers, ils ne seraient peut-être pas suffisants si les mesures proposées n'étaient complétées par des dispositions n'appartenant pas au domaine législatif. Ces dispositions auront pour but de rendre pour les sous-officiers de profession le métier plus attrayant. » Il s'agissait donc d'assurer aux sous-officiers, par la voie du règlement, quelques satisfactions d'amour propre et un certain bien-être compatible avec la simplicité militaire et ne nécessitant pas de grosses dépenses.

Beaucoup de ces améliorations réclamées avec tant d'insistance au cours des débats parlementaires ont fait cependant l'objet d'une loi spéciale, celle du 29 juillet 1887. Les autres améliorations sont formulées dans le règlement du 28 décembre 1883 (révisé le 20 octobre 1892) sur le service intérieur des corps de troupe ; il serait d'ailleurs compliqué de mentionner dans leur ordre chronologique ces nombreuses améliorations de détail venues de sources assez variées. On peut dès maintenant énumérer les principales :

D'abord au point de vue des permissions et congés :

Les sous-officiers rengagés sont autorisés à ne pas rentrer au quartier avant une heure du matin (art. 297 du règlement sur le service intérieur). — Il peut leur être accordé des congés pour affaires personnelles, dans la limite de trois mois par les généraux commandants de corps d'armée et au-delà de trois mois par le Ministre. Il doit dans ce cas leur être alloué une solde d'absence. (Décret du 1^{er} mars 1890, art. 30 et 32)

Puis sous le rapport du logement et de l'ameublement : Le sous-officier rengagé ou commissionné a droit à une chambre (Décret du 3 mars 1899) et à un ameublement dit « ameublement de chambre d'adjudant (1) » (loi du 29 juillet 1887). — Le sous-officier marié et logé au quartier a droit à deux pièces et une cuisine, plus une cave s'il est possible. — Autant que possible il sera aménagé une salle de réunion spéciale pour les sous-officiers ; ils y pourront écrire, lire, jouer, fumer. Cette salle devra autant que possible se trouver à proximité de la bibliothèque des sous-officiers (service intérieur, art. 335).

Puis au point de vue de l'habillement : Les sous-officiers rengagés et commissionnés seront dotés d'une tenue de ville en drap fin (Loi du 29 juillet 1887). Ils pourront la porter quand bon leur semblera en dehors du service. Elle sera relevée par des insignes plus apparents (service intérieur, art. 279).

La loi du 29 juillet 1887 « ayant pour but d'améliorer la situation des sous-officiers rengagés et commissionnés non adjudants » ouvrait au Ministre un crédit de

(1) Les sous-officiers rengagés peuvent avoir sous leur lit une caisse à bagages. (Décision du 23 février 1886).

885.000 francs pour lui permettre de réaliser les améliorations qu'elle leur apportait (ameublement et tenue).

Puis au point de vue du service et de la discipline générale : Le sous-officier logé en ville et malade peut être soigné à son domicile par le médecin du corps et les médicaments lui sont fournis par l'infirmerie régimentaire, s'il ne peut se rendre à la visite à la caserne et si cependant son état de santé n'exige pas qu'il soit envoyé à l'infirmerie ou à l'hôpital. (Service intérieur, art. 405). — Le sous-officier logé en ville peut subir à son domicile les punitions de consigne au quartier et de consigne à la chambre (service intérieur, art. 312). On voit percer dans cette mesure le désir d'éviter au sous-officier puni toute vexation inutile. — Les sous-officiers rengagés ont droit, à grade égal, au salut des non rengagés (art. 217, service intérieur) disposition qui intéresse la discipline et rehausse le prestige du rengagé. — Les sous-officiers rengagés sont dispensés de porter le havre-sac dans les prises d'armes habituelles ; cette mesure d'application journalière accentue encore la situation intermédiaire que le sous-officier rengagé occupe entre le non rengagé et l'officier.

Enfin au point de vue de leur famille : ils peuvent faire élever leurs enfants dans des écoles spéciales (1).

Nous n'avons énuméré bien entendu que les prérogatives assurées aux seuls sous-officiers rengagés. Naturellement, ceux-ci bénéficient encore des avantages faits à toute la catégorie des sous-officiers.

(1) On a inauguré en 1898 pour les officiers et les sous-officiers des « bourses nationales d'essai » dans les lycées et collèges pour les garçons et les filles. Il y a en outre des « bourses de mérite » dans les lycées et collèges de jeunes filles.

La plupart de ces dispositions ont été appliquées sans la moindre difficulté. Mais celles qui concernent le logement, l'ameublement et même l'habillement des sous-officiers, et qui faisaient principalement l'objet de la loi du 29 juillet 1887, n'ont pu, en raison de nécessités budgétaires et de difficultés matérielles, être exécutées que petit à petit; d'où ces nombreuses plaintes qui n'ont pas encore aujourd'hui complètement cessé.

§

Cette dernière loi, dont l'application devait être si défectueuse, avait été promulguée six ans après celle du 23 juillet 1881 pour remédier à son insuccès bien constaté.

On avait espéré obtenir une somme de rengagements suffisante pour porter à 26.000 le nombre des sous-officiers rengagés ou commissionnés. On se proposait d'obtenir ce chiffre par une moyenne annuelle de 3.900 rengagements, mais il s'en faut de beaucoup que la limite fixée par le Ministre ait été atteinte; le nombre total des sous-officiers rengagés ou commissionnés n'avait guère dépassé 10.000 (1). Ce chiffre était surtout fourni

(1) Dans un article paru le 15 novembre 1887 dans la *Nouvelle Revue*, le capitaine Gilbert, pour un effectif de 40.875 sous-officiers, donne le chiffre 10.507 comme nombre actuel de sous-officiers rengagés. Ce nombre s'était élevé quelque peu après la promulgation de la loi de 1881 : le 1^{er} juillet 1882, il était déjà de 9.221 (général Thoumas). La loi du 29 juillet 1887 le fera croître encore d'une façon sensible ; il atteindra 16.000 en 1889. (Rapport Boudenoot).

par les sous-officiers candidats à l'épaulette, les employés spéciaux et ceux qui escomptaient à brève échéance le grade d'adjudant.

Après les sérieux efforts tentés par la loi de 1878 puis par celle de 1881, ce résultat pouvait être décourageant. C'est surtout la comparaison du nombre de nos instructeurs rengagés et de ceux de l'Allemagne qui donnait « le vertige » selon le mot du Général Farre. En 1887, les cadres de l'armée allemande comptaient 55.000 rengagés, soit sur l'ensemble des gradés 94,2 p. 100 ; chez nous, le même ensemble ne comptait que 13 p. 100 de rengagés.

Pour expliquer l'inefficacité de cette loi de 1881, on ne pourrait que répéter les remarques faites pour expliquer l'échec de la loi de 1878. La situation économique du pays, les goûts de la population étaient restés les mêmes et les progrès réalisés par la loi de 1881 n'avaient pas pu déterminer une augmentation suffisante dans le nombre des rengagements. Pour remédier à cette pénurie de rengagements, quelques-uns proposaient d'instituer, à l'exemple de l'Allemagne, des écoles de sous-officiers dont les élèves seraient recrutés parmi les enfants de troupe. Ils oubliaient que les sous-officiers allemands provenant des écoles de sous-officiers ne représentaient qu'une faible partie et la moins bonne de la totalité des rengagés de l'empire d'Allemagne. D'autres faisaient remarquer que l'Etat, qui n'avait pas assez d'argent pour lutter contre la concurrence des carrières civiles devait, surtout, promettre à ses sous-officiers de bons emplois à l'expiration de leur service et trouvaient que les emplois inscrits au catalogue des attractions de la

loi étaient pour la plupart illusoires. Beaucoup d'autres, ne poussant pas si loin leurs investigations, se bornaient à déplorer le service à court terme. Avec lui, croyaient-ils, il n'y avait pas de solution possible à la question. Cette opinion était déconcertante à cette époque où l'on réclamait avec insistance « la loi de trois ans ». Avec cette réduction de service, la nécessité de retenir les sous-officiers sous les drapeaux allait s'imposer d'une façon plus rigoureuse encore. Il fallait se montrer pour eux plus généreux et plus prévenant que jamais.

C

C'est alors que paraît une nouvelle loi « relative au rengagement des sous-officiers », celle du 18 mars 1889. Elle faisait partie du programme de la législature de 1885-1889. Elle était l'aboutissant d'un projet déposé trois ans auparavant, le 25 juin 1886, et qui comprenait tout un ensemble de réformes militaires. Elle est la préface de la loi de recrutement du 15 juillet 1889, qui, elle aussi, était en germe dans le même projet.

Le rapporteur de la loi du 18 mars 1889 disait : « La « réduction du service à trois ans n'est possible que si « on a organisé par avance un cadre solide de sous-officiers. » Le mot à souligner est : *par avance* ; il donne à entendre qu'une loi réduisant la durée du service rend, par cette réduction même, plus difficile le recrutement des sous-officiers et ne devient applicable que s'il existe un corps suffisamment solide et nombreux de sous-officiers au premier jour de sa mise en vigueur.

La loi du 18 mars 1889 ne crée rien. Qu'aurait-elle

pu créer après une loi aussi complète que celle de 1881 ? Elle perfectionne ; le rapporteur reconnaît les mérites de la dernière loi et déclare que le projet nouveau n'est que cette loi amendée et améliorée.

Cette nouvelle loi de 1889 a été révisée et modifiée dans les détails par les lois du 6 janvier 1892, 25 juillet 1893, 13 juillet 1894, 6 février 1897. Pour simplifier, nous l'examinerons en tenant compte des modifications apportées par ces dernières lois et nous envisagerons la législation relative aux sous-officiers rengagés, telle qu'elle était vers l'année 1900.

La loi du 18 mars 1889 est divisée en quatre chapitres (1).

Le premier chapitre a trait à l'état des sous-officiers rengagés et commissionnés et aux garanties attribuées à cet état. — Les rengagements sont admis pour deux, trois et cinq ans (art. 1) et peuvent être renouvelés jusqu'à une durée totale de 15 années de service. Les sous-officiers peuvent être ensuite commissionnés jusqu'à l'âge de 47 ans (2) ; ils peuvent l'être aussi, s'ils le désirent, après leur dixième année de service accomplie, latitude qu'ils n'avaient pas sous la loi de 1881. C'est là, peut-on dire, la seule modification apportée

(1) Les deux premiers chapitres consacrés à l'« état des sous-officiers rengagés ou commissionnés » et aux « avantages pécuniaires, emplois civils et militaires » sont seuls réellement intéressants pour nous. Le troisième chapitre contient des « dispositions spéciales à la gendarmerie, à l'armée de mer et aux troupes coloniales ». Le quatrième chapitre traite des dispositions générales et transitoires.

(2) La loi du 15 juillet 1889 « sur le recrutement de l'armée », promulguée quatre mois plus tard, dispose dans son article 68. « *Tout militaire commissionné pourra être mis à la retraite après vingt-cinq ans de service ; il ne pourra être maintenu sous les drapeaux que jusqu'à l'âge de cinquante ans.* » Cette règle s'appliquera aussi aux sous-officiers. (Avis du Conseil d'Etat en date du 5 novembre 1889.)

par la nouvelle loi en ce qui concerne la durée des rengagements successifs. Mais une loi du 6 février 1897 a autorisé les sous-officiers n'ayant encore contracté aucun rengagement à signer un rengagement d'un an qui sera reçu en surnombre et ne donnera droit qu'à une première mise de 120 francs et aux hautes-payes d'ancienneté. Pour compléter la période quinquennale, ce rengagement devra être suivi de deux rengagements de deux ans (Instruction du 16 janvier 1899). — Plus on a senti la nécessité d'encourager les rengagements, plus on a cherché à réduire la durée minima de ces rengagements. La loi de 1878 avait reporté cette durée à cinq ans, pour les sous-officiers qui voudraient profiter de ses avantages ; c'est peut-être une des causes de son peu de succès. La loi du 23 juillet 1881 corrigea son erreur et admit les rengagements pour deux, trois, quatre et cinq ans, ce qui permit au sous-officier de n'engager son avenir que pour deux ans au plus ; la loi du 6 février 1897 admit les rengagements d'un an sous certaines réserves. La loi du 21 avril 1905 les admit beaucoup plus largement. Conviendrait-il d'aller plus loin dans cette voie et d'admettre que le sous-officier de carrière ne soit pas, en principe, lié au service par un rengagement ? On l'a proposé (1) : le sous-officier n'aurait servi au-delà du temps légal qu'à titre de commissionné ou du moins n'aurait été obligé de contracter qu'un seul rengagement d'une durée relativement courte avant d'être commissionné ; cette mesure aurait été prise pour prémunir l'armée et le sous-officier lui-même contre les caprices de sa volonté encore peu

(1) Général LUZEUX. *Etudes d'organisation de l'armée*, p. 45.

mûre. L'officier, pensera-t-on, n'est pas tenu de s'engager à servir pendant un certain temps et cela ne présente pas d'inconvénient; on pourrait peut-être laisser la même liberté au sous-officier. Il conviendrait seulement de fixer un délai assez étendu, six mois par exemple, entre la demande et l'acceptation de sa démission, afin que le service ne puisse pas être subitement désorganisé dans un régiment par suite de démissions simultanées. Serait-il avisé cependant de pousser aussi loin l'assimilation entre l'officier et le sous-officier? Faut-il admettre que les sous-officiers puissent, comme de simples gens de maison, se retirer, le jour où l'on a pour eux quelque exigence qui leur déplaît? Ne doit-on pas pouvoir compter sur une réelle stabilité des cadres? Toutefois l'idée est défendable et pourrait peut-être s'appliquer du jour où l'on conviendrait de ne plus allouer aux rengagés ni prime, ni rien d'analogue à la prime. Mais on verrait aussi ce jour-là diminuer le nombre des rengagements.

La loi du 18 mars 1889 augmente encore les délais dans lesquels peuvent être signés les rengagements. D'après l'article 2, ils seront recevables, pendant trois années après la libération du sous-officier, pour permettre à celui qui a trouvé quelque difficulté à se créer une situation en dehors de l'armée, de revenir sous les drapeaux. Il peut aussi, comme sous la loi de 1881, se rengager à toute époque de l'année qui précède la date de sa libération.

Le premier alinéa de l'article 3 fixe toujours aux deux tiers de l'effectif normal des sous-officiers la proportion maxima des rengagés, mais désormais les sous-officiers de l'état-major des régiments pourront tous

se rengager sans être compris dans cette proportion. C'est au Ministre à déterminer chaque année, dans ces limites et pour chaque corps de troupe, le nombre des sous-officiers admis à se rengager.

Le deuxième alinéa de cet article 3 innove : *Peuvent être admis, en sus de ce nombre, à contracter des rengagements sans prime, jusqu'à concurrence du chiffre fixé au paragraphe premier du présent article, les sous-officiers qui, arrivés à l'expiration de leur service légal, ne peuvent se rengager faute de place ; les premières vacances de sous-officiers rengagés avec prime qui viennent à se produire dans le corps leur sont attribuées d'office, dès que le chiffre de ces rengagés tombe au-dessous de la fixation ministérielle* (1). Dans cette disposition on voit nettement percer les préoccupations budgétaires ; si le Ministre fixe pour chaque corps de troupe un nombre maximum de rengagés inférieur à la proportion consentie par la loi, c'est surtout qu'il cède à des considérations financières. Le détour pris par la loi est habile ; les sous-officiers, s'ils ont tant soit peu le goût de leur métier et s'ils escomptent une vacance prochaine de rengagé « avec prime », se rengageront « sans prime ». Les candidats à l'épaulette se rengageront même sans être incités par cette dernière considération.

Comme sous les lois de 1878 et de 1881, les sous-officiers se rengagent en principe dans le corps pour lequel ils servent. Ce principe peut souffrir les mêmes exceptions qu'autrefois, soit que l'intéressé demande

(1) Les sous-officiers passés depuis moins de trois ans dans la réserve pouvaient bénéficier aussi de cette disposition (art. 25, instruction du 16 janvier 1899).

à se rengager dans un autre corps de la même arme, soit que le Ministre prononce d'office son changement de corps (art. 4).

Enfin par ses articles 5 et 6, la loi du 15 mars 1889 reconnaissait aux sous-officiers les mêmes garanties que la loi de 1881 en ce qui concerne les autorisations de rengagement, la rétrogradation, la cassation des rengagés, la révocation et la mise à la retraite d'office pour les commissionnés. Une loi du 13 février 1894 est venue spécifier que la rétrogradation ou la cassation des rengagés, la mise à la retraite d'office ou la révocation des commissionnés seraient *prononcées par le Ministre ou par le général commandant du corps d'armée délégué, d'après l'avis d'un conseil d'enquête dont la composition et les formes seraient déterminées par un règlement d'administration publique*. Évidemment ce n'est là qu'une modification destinée à rehausser encore la dignité de la carrière du sous-officier. Mais la formalité de cette délégation ne pourrait être éludée; le Conseil d'Etat a eu l'occasion de se prononcer sur une irrégularité de cette nature (19 mai 1899).

Quant au règlement d'administration publique annoncé par la loi, il porte la date du 25 janvier 1896. Il fixe à sept le nombre des membres d'un Conseil d'enquête de régiment; ce Conseil présidé par le chef de corps comprend toujours deux sous-officiers. La procédure à suivre arrêtée dans le détail est presque calquée sur celle suivie pour les officiers. *Les causes pouvant motiver l'envoi des sous-officiers et assimilés devant les Conseils d'enquête*, porte l'article 8, *sont les suivantes* : 1° *Inconduite habituelle*, 2° *faute grave*

*dans le service, 3° faute grave contre la discipline, 4° faute contre l'honneur, 5° condamnation à une peine autre que la dégradation militaire ou que celles énumérées à l'article 189 du Code de justice militaire (ce sont celles qui entraînent par elles-mêmes la dégradation militaire), si cette condamnation est de plus de trois mois de prison. L'article 19 dispose : La décision prise est toujours notifiée, individuellement et par écrit, au militaire intéressé... — Cette notification doit mentionner que tout pourvoi contre la décision dont le sous-officier a été l'objet doit être formé, à peine de déchéance, dans le délai de trois mois, à partir du jour de la notification. — Le militaire objet de l'enquête est tenu de donner un reçu de la notification... — Ce délai de trois mois était celui fixé pour les recours au Conseil d'Etat contre la décision d'une autorité qui y ressortit (décret du 22 juillet 1906, art. 11) (1). C'est le Conseil d'Etat lui-même qui, consulté sur la forme dans laquelle devait être faite la notification de la décision du Ministre ou du Commandant de corps d'armée délégué, a émis l'avis que cette notification devait être faite *individuellement et par écrit* afin de servir de point de départ à ce délai de trois mois, pendant lequel le sous-officier irrégulièrement cassé ou rétrogradé pourrait se pourvoir au contentieux. Le Conseil d'Etat a pensé qu'après avoir accordé aux sous-officiers rengagés des garanties qui rappellent par plus*

(1) Loi du 13 avril 1900, article 24 : « *Le délai du recours au Conseil d'Etat, fixé à trois mois par l'article 11 du décret du 22 juillet 1806, est réduit à deux mois, sans qu'il soit dérogé aux dispositions de lois ou de règlements qui ont fixé des délais spéciaux pour les pourvois au Conseil d'Etat* ».

d'un point celles de l'état des officiers, il devenait désormais indispensable d'accomplir strictement vis-à-vis d'eux la formalité des notifications écrites, auxquelles rien ne saurait suppléer, pas même l'exécution matérielle de la décision, telle que l'incorporation de l'ex-sous-officier, en qualité de simple soldat, dans un corps disciplinaire.

Tel est l'état actuel de la législation en ce qui concerne les garanties professionnelles accordées aux sous-officiers, car la nouvelle loi du 21 mars 1905 qui abroge ces dispositions dans son article 101 en a édicté de tout à fait analogues dans ses articles 67 et 68.

§

Le chapitre II de la loi du 18 mars 1889 est consacré aux avantages pécuniaires assurés aux sous-officiers et aux emplois civils ou militaires qui peuvent leur être attribués.

D'après l'article 7, une première mise d'entretien est payée au sous-officier après son rengagement. Elle peut être aussi placée à la caisse d'épargne; le livret est alors remis au sous-officier. Cette première mise d'entretien est exactement proportionnelle à la durée du rengagement; elle se décompte à raison de 120 fr. par année, avant cinq ans de rengagement, et de 100 fr. par année, après cinq ans de rengagement. La loi est donc désormais aussi favorable pour les rengagements de deux et trois ans que pour les rengagements de cinq ans.

L'article 7 accorde aussi au sous-officier, pour les

premiers rengagements et jusqu'à concurrence de cinq années de rengagement, une prime exactement proportionnelle à la durée de ces rengagements et qui se décompte à raison de 300 francs par an. Cette prime est payable, pour la part à laquelle le sous-officier a acquis des droits, quand celui-ci quitte les drapeaux, en cas de mariage ou dans trois autres cas limitativement déterminés (art. 10, 11 et 12). (1) La prime pour un rengagement de cinq ans est donc de 1.500 francs et non plus de 2.000 francs comme sous les lois précédentes. Mais cette diminution en capital de la prime doit être compensée, et bien au-delà (2), par l'octroi d'une gratification annuelle de 200 francs ; sur ces 200 francs, 100 francs représentent le revenu de 2.000 francs à 5 p. 100 et les 100 autres francs, le cinquième (payé 5 fois) du montant de la diminution de la prime. Cette gratification annuelle a été ramenée à 100 francs par une loi du 25 juillet 1893 (3). Cette petite réforme eut un assez mauvais résultat et fut rapportée par une autre loi du 6 février 1897 qui édicta une autre mesure destinée à faire autrement d'impression sur l'esprit des sous-officiers. Elle décida en effet que la prime de rengagement serait remise aux rengagés, en totalité ou en partie, sur leur demande, un dixième à la fin de chaque année, le surplus au moment où ils termineraient la première période de cinq ans de rengagement.

(1) Article 10 : sous-officiers passant dans la gendarmerie. — Article 11 : sous-officiers décédés, retraités ou réformés par suite de blessures ou infirmités contractées au service. — Article 12 : sous-officiers, décédés, réformés pour causes étrangères au service.

(2) Surtout pour le militaire qui, après cinq ans de rengagement, en contracte de nouveaux et continue à toucher chaque année la gratification.

(3) Cette loi supprima aussi les adjudants de bataillon.

Quant aux autres avantages pécuniaires, ils ne sont pas modifiés, au moins dans leur quantum, par la loi du 18 mars 1889. Les sous-officiers rengagés pour plus d'un an reçoivent une solde spéciale fixée par les tarifs de solde annexés à la loi du 10 juillet 1874 (art. 9) et les hautes payes journalières sont seulement modifiées dans leur mode de paiement. Elles seront désormais mensuelles et fixées à 9 francs par mois pour les cinq premières années de rengagement, 15 francs pour les cinq suivantes, 21 francs pour toutes les années de service après 10 ans de rengagement. Les commissionnés bénéficieront de ces dispositions, mais bien entendu, pour eux comme d'ailleurs pour les rengagés, toutes les années de service après dix ans de rengagement ne donneront droit à d'autres avantages pécuniaires que le solde spéciale qui ne varie pas quelle que soit l'ancienneté du sous-officier, les hautes-payes mensuelles de 21 francs et la gratification annuelle. Le sous-officier marié et logé en ville aura toujours droit à une indemnité de logement.

Enfin l'article 13 déclare le droit à une pension proportionnelle (1) acquis après quinze ans de service et non plus après dix ans de rengagement. Tant que la durée légale du service sera de cinq ans, dix ans de rengagement supposeront bien quinze ans de service, mais il n'en serait plus de même si l'on réduisait la durée du service à trois ans suivant les intentions du législateur. C'est ce qui explique cette différence de rédac-

(1) Le taux des pensions proportionnelles a été augmenté par une loi du 11 juillet 1899 qui, pour le sergent par exemple, a porté cette pension de 365 à 480 francs.

tion. L'article 13 ajoute : « *Ceux qui jouiront de ces pensions seront, pendant cinq ans, à la disposition du Ministre de la guerre, qui pourra leur donner des emplois dans la réserve de l'armée active ou de l'armée territoriale ou dans le service de l'instruction militaire.* »

Quant à la pension de retraite, elle sera toujours acquise après vingt-cinq ans de service et s'ajoutera au traitement afférent à l'emploi civil que le sous-officier pourra obtenir, de même que la pension proportionnelle.

Quant à la matière des emplois civils, la loi du 18 mars 1889 en avait fait une révision complète. Elle distingue, pour l'attribution de ces emplois, deux catégories de sous-officiers ; la première catégorie comprend les sous-officiers comptant quinze années de service, la deuxième catégorie, ceux qui n'en comptent que dix et dont la candidature sera toujours primée par les premiers. Sous ce point, elle est donc bien moins favorable aux rengagés que la loi du 23 juillet 1881 qui n'exigeait des candidats aux emplois civils qu'une ancienneté de service de sept années dont quatre avec le grade de sous-officier. Mais, à tout considérer, elle marque un progrès réel sur sa devancière, en raison des garanties sérieuses dont elle entoure toute la procédure relative à l'obtention des emplois civils. Nous les étudierons spécialement (deuxième partie, chapitre III).

§

Dans leur ensemble, ces mesures assuraient une situation très acceptable au sous-officier rengagé. Pendant douze années de service supplémentaire, il pouvait même faire quelques économies et amasser un petit capital qu'il n'aurait peut-être pu se créer dans une carrière civile. Il faut ajouter que la loi lui donnait des garanties contre la perte de son grade, lui laissait la possibilité de contracter mariage et lui garantissait l'avenir en lui allouant une pension, modique il est vrai, mais qui s'ajouterait aux émoluments de l'emploi civil qu'elle lui réservait. On a pu dire que ce concours d'avantages et de garanties constituait pour le sous-officier une situation supérieure à celle de l'officier. Evidemment l'officier, en raison de son rang social, jouissait de plus de considération que le sous-officier ; mais il ne l'emportait que sur ce seul point. Ce rang social précisément l'obligeait à des dépenses que le sous-officier pouvait ignorer ; l'officier n'avait droit à aucune pension de retraite avant trente ans de service ; cette retraite était nominalement beaucoup plus élevée que celle du sous-officier, mais tout aussi insuffisante en raison des habitudes et des goûts de l'officier. Puis l'officier retraité à un âge où pourtant l'activité est loin d'être éteinte, n'est pas mis, de par la loi, en possession d'un emploi civil lui permettant de parer à l'insuffisance de cette retraite. Il est certain que le sous-officier, en envisageant l'avenir, jouissait d'une plus grande tranquillité morale que l'officier. Nous n'avons fait cette

comparaison que pour mieux synthétiser l'état des sous-officiers tel que l'avait créé la loi du 23 juillet 1881, perfectionnée par celle du 18 mars 1889 et par quelques autres moins importantes (1).

§

Le nombre des sous-officiers rengagés qui était d'environ 16.000 en 1889 pour un maximum de 27.900 (deux tiers de l'effectif total : 41.000) atteignait 24.000 en 1893. En 1896, il était retombé à 16.000 (2). La loi du 18 mars 1889 avait donc produit un assez beau résultat et nous avons vu qu'une légère réduction des avantages pécuniaires assurés par cette loi, opérée en 1893 dans le but de diminuer les sacrifices budgétaires, avait fait perdre tout le bénéfice dû à ses dispositions. La loi du 6 février 1897 fit remonter le nombre des rengagements. C'est cette loi qui reporta à 200 francs le taux de la gratification annuelle, qui autorisa en même

(1) Cependant, c'est à noter, sous l'empire de la loi du 13 mars 1889, les avantages pécuniaires assurés aux sous-officiers diminuent avec la durée du service ; cet état de choses tend manifestement à éloigner de l'armée le sous-officier, à mesure qu'il acquiert plus d'expérience, disent ceux qui sont opposés à ce système, à mesure que son activité et son entrain diminuent disent ceux qui l'approuvent. Si on totalise par années les allocations accordées aux rengagés en sus des allocations revenant aux non rengagés, on trouve que la dépense supplémentaire nécessitée par l'entretien des rengagés est de 719 fr. 25 pour les cinq premières années de rengagement, de 471 fr. 25 pour les cinq suivantes, de 343 fr. 25 pour les années dépassant dix ans de rengagement. Il en était ainsi depuis la loi du 22 juin 1878.

(2) Rapport sur le budget de la guerre de 1898 (M. Boudenoot, rapporteur).

temps les rengagements d'un an et décida que la prime de rengagement pourrait être payée avant la libération définitive du sous-officier, au plus tard à l'expiration de la première période de cinq ans de rengagement (1). A cet effet une loi votée en 1898 a élevé la dépense budgétaire afférente aux rengagements de 14.500.000 à 18.000.000 francs. Depuis 1897, la proportion des rengagés s'est toujours accrue (2). Ces constatations suffiraient à prouver que le rengagement des sous-officiers est une question d'argent.

Malgré cet accroissement continu constaté à partir de 1897 dans le nombre des rengagements, on ne relève guère dans les documents parlementaires et dans les écrits militaires que des plaintes sur leur insuffisance. Pour le rapporteur du budget de la guerre en 1897, M. Boudenoot, une des causes de cette insuffisance serait l'instabilité des différentes allocations accordées aux sous-officiers ; ils ne se rengagent pas parce qu'ils se méfient. Le rapporteur demande d'abord qu'on remplace ces multiples allocations accordées aux rengagés et dont certaines sont l'objet des spéculations des tripoteurs d'affaires (3) par un traitement déterminé. Il

(1) Elle augmentait aussi de 200 le nombre des médailles militaires à accorder annuellement aux rengagés.

(2) Elle est en 1899 de 50 p. 100 avec 20.027 rengagés

1898 — 52	—	—	21.173	—
1899 — 55	—	—	22.350	—
1900 — 56	—	—	23.088	—
1901 — 59	—	—	23.351	—
1902 — 57	—	—	23.545	—

Chiffres communiqués par l'administration de la guerre. (Rapport Berteaux, 1902, sur le budget de la guerre.)

(3) Sous le ministère Freycinet, la prime de rengagement avait été déclarée saisissable.

propose qu'on établisse par exemple trois classes de rengagés qui, dans les troupes à pied, toucheraient respectivement 1.200, 1.400, 1.700 francs par an. Cette simplification aurait encore l'avantage d'accoutumer le sous-officier à plus d'indépendance, d'exercer sa responsabilité, d'augmenter la considération que le rapporteur réclame pour lui. Il pense en effet qu'on ne se préoccupe pas assez du côté moral de la question. Dans son rapport de 1898, M. Boudenoot donne à entendre que les officiers n'ont pas tous les égards qu'ils devraient avoir pour les sous-officiers ; il parle aussi de la monotonie de la vie de caserne qu'il faudrait rendre plus attrayante ; du surmenage à éviter, de l'abus des petites punitions infligées pour des peccadilles aux sous-officiers tout aussi bien qu'aux simples soldats (1). En un mot, on ne sait pas leur faire aimer le service. Puis, et c'est là une des raisons qui nuisent le plus à l'augmentation du nombre des rengagements, les promesses qu'on a faites au sujet du logement et du mobilier n'ont pas été tenues. Enfin et surtout la législation relative aux emplois civils, sur laquelle on comptait le plus pour décider les sous-officiers à se rengager, a produit chez eux de graves mécomptes (2). Toutes ces critiques et ces demandes, qui n'étaient d'ailleurs pas

(1) On proposait que dans chaque unité, le capitaine, le seul ayant une responsabilité effective, eût seul le droit de punir (à l'exemple de ce qui se fait déjà en Allemagne et dans la marine française même). Cette réforme a été opérée dans le nouveau projet sur le service intérieur des corps de troupe.

(2) Vers la même époque, on commentait dans les milieux militaires, le projet Bazille, déposé le 12 juillet 1898 sur le bureau de la Chambre et qui avait été soumis à la Commission de l'armée. C'était une codification de la réglementation alors en vigueur avec quelques suppressions, modifications, additions conformes aux idées en cours.

nouvelles, devaient se retrouver dans les rapports du budget de la guerre des années postérieures et notamment dans celui de 1902 où le rapporteur, M. Berteaux, expose les desiderata mêmes de l'administration de la guerre. On voit par là quel était l'aspect de la question à l'époque toute récente où l'on jetait, M. Berteaux tout le premier, les fondements d'une nouvelle loi de recrutement. Nous verrons dans quelles mesures on a pu tenir compte de toutes ces observations.

En résumé, le sous-officier rengagé, dépositaire du commandement dont la fonction commence et se termine suivant des règles nettement déterminées par la loi, est devenu un véritable fonctionnaire, un officier au petit pied. Du moment qu'on est entré dans cette voie, il faut aller jusqu'au bout ; au point de vue purement militaire, quelques esprits pourront le déplorer, mais c'est un courant difficile à remonter et désormais il faudra tenir compte de la conception nouvelle que le sous-officier de carrière se fait de son état.

CHAPITRE II

LE SOUS-OFFICIER RENGAGÉ SOUS LA LOI DE RECRUTEMENT DU 21 MARS 1905

Considérations qui ont fait réduire la durée du service. — Les conséquences de la réduction du temps de service sur le recrutement des gradés et principalement des sous-officiers. Nécessité d'augmenter le nombre des rengagés. — La loi du 21 mars 1905 sur le recrutement. But du titre IV de cette loi en ce qui concerne les rengagements des gradés. Durée de ces rengagements. — Conditions dans lesquelles ils peuvent être contractés. — Avantages pécuniaires assurés au rengagés (chap. III du titre IV). — Emplois réservés (chap. IV du titre IV). — Résultats qu'on peut attendre de la loi du 21 mars 1905 en ce qui concerne le recrutement des sous-officiers.

Il nous reste à étudier les modifications apportées par la loi du 21 mars 1905 à la situation des sous-officiers telle qu'elle avaient faite les lois du 18 mars 1889 et 6 février 1897.

Cette loi du 21 mars 1905 s'est proposé de rendre non pas « l'impôt du sang » mais du moins « l'impôt du temps » égal pour tous, en fait comme en principe. Cette égalité dans les obligations militaires, envisagée comme parfaitement compatible avec l'intérêt de notre défense nationale, était ardemment désirée par la nation. Désormais personne, quelle que soit sa naissance, sa fortune, son instruction, sa profession, ne pourra se soustraire à tout ou partie du temps de service actif imposé par la loi. La durée de ce service a été réduite à

deux années intégrales et c'est là l'innovation importante de cette loi (1) que l'on appelle généralement « la loi de deux ans ».

Il n'y aura plus sous les drapeaux que deux contingents au lieu de trois. Mais on a pris diverses mesures pour compenser en partie la diminution d'effectif qui pourrait en résulter ; on a notamment supprimé toutes les dispenses, d'où une augmentation annuelle d'environ 33.000 recrues. On peut donc affirmer que le contingent à instruire chaque année sera plus fort qu'autrefois. Aussi toutes les questions relatives au recrutement des instructeurs et qui se sont instamment posées depuis la diminution du temps de service prennent encore plus d'importance et leur solution réclame un examen plus approfondi que jamais.

Cette question de la réduction du temps de service s'était d'ailleurs posée depuis longtemps, et même en 1872. Ce qui l'avait rendue irréalisable à cette époque, c'était la difficulté que l'on aurait éprouvée pour le recrutement des cadres. En effet le rapporteur de la loi du 27 juillet 1872 ne jugeait pas impossible, sauf pour les troupes spéciales, de faire en un an ou dix-huit mois, avec une bonne direction, l'instruction et l'éducation militaire du soldat. Mais avec le service de deux ans, « il est évident, dit le rapporteur : 1° que les hommes de chaque classe rentreraient dans leurs foyers « au moment où ils seraient le plus aptes à rendre les « meilleurs services ; 2° que des cadres suffisants seraient presque impossibles à former, si ce n'est en

(1) « Modifiant la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée et réduisant à deux ans la durée du service dans l'armée active. »

« dehors des hommes appelés ; 3^e enfin que l'armée
« dans ces conditions ne serait plus en quelque sorte
« qu'une grande école où les jeunes gens viendraient se
« former mais ne constituerait plus cette *force perma-*
« *nente puissamment organisée* qu'il importe au pays
« de posséder. »

Il est bien certain que la formation des cadres en dehors des hommes appelés aurait été difficile à une époque où l'on ne voulait pas de services payés. En 1905 les idées étaient notablement changées sur ce point ; de plus on avait vu fonctionner pendant trente ans une législation militaire assurant, derrière l'armée active, la formation des réserves successives ; les appréhensions de 1872 étaient évanouies et la solution qu'avait entrevue, sans oser la proposer, le rapporteur de 1872, était maintenant tout à fait admissible. Et même avec la loi de deux ans, l'armée doit rester la « force permanente puissamment organisée » et ne deviendra pas (comme l'avaient craint aussi les rapporteurs de cette loi au Sénat et à la Chambre des députés) « une vaste école militaire » et rien de plus. On compte, pour atteindre ce résultat, sur une certaine permanence des cadres inférieurs, permanence assurée précisément par les dispositions du titre IV de la loi : « Des engagements volontaires, des rengagements et commissions ».

§

La loi du 15 juillet 1889 fut abrogée moins de 25 ans après sa promulgation c'est-à-dire avant d'avoir pro-

duit son entier et plein effet. On ne voyait plus que ses imperfections : « La loi de 1889, dit M. Berteaux, rap-
« porteur de la nouvelle loi, ne paraît pas susceptible
« d'améliorations ; elle nous a donné des déboires tels
« sous tous les rapports qu'elle doit disparaître de nos
« institutions. »

La loi nouvelle a supporté sept années de discussion. Les premiers projets de réduction du temps de service remontent à 1891 et 1894 ; mais la proposition qui devait mûrir fut déposée le 22 novembre 1898 par M. Rolland sur le bureau du Sénat. Après avoir subi plusieurs modifications conformes aux désirs de la commission sénatoriale et du Ministre, la proposition rectifiée fut déposée à nouveau le 21 mai 1901. Elle fut au Sénat l'objet d'une double délibération. Au Palais-Bourbon le texte perfectionné par le Sénat fut étudié par la commission de l'armée au nom de laquelle M. Berteaux présenta, le 3 mars 1904, un rapport remarquable et qui fut une excellente base de discussion. En octobre 1904, la proposition revint au Sénat qui rejeta la plupart des changements proposés par la Chambre des députés, surtout ceux relatifs au rengagement des sous-officiers et reprit à peu près le texte de sa commission. La Chambre des députés saisie à nouveau adopta sans y rien changer le texte du Sénat.

Parmi les questions soulevées par la proposition Rolland, il en est une qui doit retenir particulièrement notre attention : Peut-on réduire la durée du service actif sans compromettre le recrutement des sous-officiers ?

Cette question en comporte une autre : Quel est le temps nécessaire pour former un sous-officier ? Car il

faudra désormais nommer les sous-officiers avant l'expiration de leur deuxième année de service ou rengager à tout hasard, et sans être encore bien fixé sur leurs aptitudes, les jeunes gens désireux d'obtenir ce grade de sous-officier.

Le métier de sous-officier, diront les uns, ne s'apprend pas en quelques mois ; il n'est pas possible dans l'avenir de former les gradés plus rapidement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Or, sur 41.000 sous-officiers de l'armée française, un huitième, 5.000, sont actuellement dans leur deuxième année de service et ont été promus peu de temps avant l'expiration de cette deuxième année. Le surplus de 36.000 se décompose en 14.000 sous-officiers non rengagés qui sont dans leurs troisième année de service et 22.000 rengagés (1). Le jour où l'on supprimera cette troisième année de service, ce n'est plus 22.000 rengagés mais 36.000 rengagés qui deviendront nécessaires, soit 14.000 de plus. Le goût du métier militaire sera-t-il pour cela plus développé qu'autrefois ? les jeunes gens disposés à se rengager seront-ils plus nombreux ? 3.700 rengagements sont contractés annuellement, la plupart pour une durée de cinq ans. Mais la nouvelle loi n'encouragera pas les rengagements à long terme ; s'ils sont contractés pour deux années, en moyenne, ce n'est plus 3.700, mais 18.000 sous-officiers qu'il faudra rengager chaque année. Pour parfaire ce nombre de 36.000 rengagés, le rapporteur fonde des espérances sur les dispensés de

(1) Chiffres donnés par le Ministre à la Commission. On peut d'ailleurs juger par d'autres chiffres fournis à la Commission de la Chambre des députés, de la confiance toute relative qu'il faut accorder aux statistiques.

l'article 23 de la loi de 1889 qui, subissant désormais le sort commun, viendront augmenter les ressources. Mais est-ce bien ceux-là qui se rengageront ? Quoi qu'il en soit, pour augmenter les rengagements déjà insuffisants, il faudra que la nouvelle loi fasse aux sous-officiers un véritable pont d'or.

Certes, diront d'autres, on peut former des sous-officiers, en moins de deux ans, avec des jeunes gens moyennement doués, surtout depuis que les règlements ont été simplifiés et qu'on s'adresse plus au jugement qu'à la mémoire des gradés. Il faudra donc s'efforcer de former rapidement ces sous-officiers de façon à porter à 19.000 (5.000 + 14.000) le nombre des sous-officiers non rengagés. On le pourra peut-être, si, dès l'école, on donne aux jeunes gens des notions d'instruction militaire (1).

Il est probable que la vérité est entre ces deux opinions extrêmes et qu'il faudra désormais, pour recruter les cadres inférieurs dans de bonnes conditions, former les sous-officiers plus rapidement (2) qu'autrefois et

(1) L'article 94 de la loi du 21 mars 1905 dispose : « Une loi spéciale déterminera : 1° les mesures à prendre pour rendre uniforme, dans tous les lycées et établissements d'enseignement, l'application de la loi du 27 janvier 1880, imposant l'obligation des exercices ; 2° l'organisation de l'instruction militaire pour les jeunes gens de 17 à 20 ans, et le mode de désignation des instructeurs. » Une pareille disposition terminait la loi de 1889. Il faudrait qu'elle ne restât plus lettre morte.

(2) La loi du 16 juillet 1906 modifie ainsi qu'il suit l'article 2 de la loi du 14 avril 1882 sur l'avancement dans l'armée : « Nul ne pourra être sous-officier s'il n'a servi activement au moins cinq mois comme caporal ou brigadier. Les chefs de corps sont autorisés à nommer, parmi les soldats ayant accompli le temps légal du service, en sus de l'effectif prévu par les lois antérieures, le nombre de caporaux ou brigadiers nécessaire pour pourvoir au remplacement des sous-officiers qui seront libérés dans l'année. »

En rapprochant de cette loi celle du 8 avril 1903 qui autorise à nom-

obtenir qu'ils se rengagent en plus grand nombre qu'autrefois. Il faudra aussi déterminer au rengagement les caporaux susceptibles de devenir de bons sous-officiers. On ne peut donc nier que la réduction du temps de service actif ait compliqué la question des cadres inférieurs.

§

Comme on pouvait s'y attendre, c'est en améliorant encore la situation du rengagé que la loi du 21 mars 1905 s'est efforcée de résoudre la difficulté. Cette situation fait l'objet de son titre IV, « le contrefort puissant qui soutient l'édifice » ainsi qu'on l'a désigné. Ce titre comprend quatre chapitres, dont les trois derniers nous intéressent particulièrement. Ils ont respectivement trait aux *rengagements*, aux *avantages assurés aux engagés et rengagés*, aux *emplois réservés*. L'importance de ces deux derniers chapitres est une caractéristique de la loi qui, pour attirer de nombreux rengagés, a surtout cherché à tirer parti de l'attrait que la situation de fonctionnaire a pour tous les Français. Quant à la réglementation même des rengagements visée par le chapitre II, elle a été complétée dans ses détails par une instruction ministérielle du 26 juin 1905.

mer caporaux ou brigadiers après quatre mois de service actif, les soldats qui auront acquis, avant leur incorporation, la pratique de certains exercices militaires, on voit que ces soldats pourront parvenir au grade de sous-officier, neuf mois après leur incorporation.

Aux termes des articles 54 et 55 de la loi, les rengagements pourront être contractés pour une durée variant : de dix-huit mois à trois ans pour les simples soldats, de un an à trois ans pour les caporaux, de un an à cinq ans pour les sous-officiers. Ces rengagements seront renouvelables jusqu'à parfaire une durée de cinq ans de service pour les soldats et caporaux et de quinze ans de service pour les sous-officiers. La durée de ces rengagements sera calculée par semestres. ce qui empêchera que tous les rengagements ne se terminent aux époques de libération des classes.

Tout sous-officier qui comptera dix années de services effectifs pourra être commissionné à l'expiration de son rengagement jusqu'à ce qu'il ait atteint quinze années de service (art. 58). Quelques militaires pourront être retenus sous les drapeaux en qualité de commissionnés jusqu'à l'âge de cinquante ans et même jusqu'à un âge plus avancé ; ce sont certains employés militaires limitativement déterminés par la loi (gendarmerie, justice militaire, remontes, pompiers de Paris, etc.), et certains combattants tels que les adjudants de bataillon, les tambours et les clairons.

La tendance que l'on avait, depuis le service à courte durée à chercher en dehors des contingents les éléments des cadres inférieurs s'est encore accentuée dans la loi de 1905. L'article 59 de cette loi augmente encore la proportion des sous-officiers rengagés qu'elle élève des deux tiers aux trois quarts. Quant au nombre des caporaux et brigadiers rengagés il pourra atteindre la moitié de leur effectif total (1). « Le caporal, dit un ora-

(1) Une loi du 16 juillet 1906 modifie ainsi l'article 59 de la loi du 21 mars 1905 : « *Dans les troupes métropolitaines, le nombre des sous-officiers de*

teur, au Sénat, est la clé de voute de la loi de 1905. » Avec le service de deux ans, il sera nécessaire d'avoir des caporaux rengagés pour des raisons analogues à celles qui ont autrefois rendu nécessaire le rengagement des sous-officiers quand la durée du service a été réduite à cinq ans. Mais le rengagement des caporaux est encore imposé par d'autres considérations ; il intéresse au plus haut point le recrutement des sous-officiers puisqu'il est bien certain que les sous-officiers proviendront en partie d'anciens caporaux rengagés.

La loi de 1905, en augmentant ainsi la proportion des gradés rengagés, ne s'inspire pas des idées qui prévalaient autrefois. On consentait alors à rengager les anciens militaires (de préférence les gradés), parce qu'on voulait plutôt une armée de métier qu'une armée nationale. La loi de 1872 obéit encore à cette impulsion : « il n'y a d'armée que l'armée active, il n'y a de « soldats que ceux qui restent longtemps sous les dra-
« peaux (1). » A partir de 1889, on commence à s'apercevoir qu'un soldat de métier de plus « c'est un homme du contingent de moins pendant trois ans. » Ce que l'on gagne à garder l'un sous les drapeaux ne compense pas ce que l'on perd à ne pas instruire ou à moins bien instruire l'autre. Dès lors on ne veut plus de rengage-

chaque corps de troupe, restés sous les drapeaux au-delà de la durée légale du service, en vertu d'une commission ou d'un rengagement, est fixé aux trois quarts de l'effectif total de ce grade. Le nombre des caporaux ou brigadiers dans les mêmes conditions est fixé au quart de l'effectif total. Pour l'arme de la cavalerie, ne seront pas compris dans les trois quarts des rengagés, les sous-officiers du petit état-major et du peloton hors rang. » Dans ces nouvelles proportions ne sont plus compris les sous-officiers et caporaux parvenus à ces grades au cours d'un engagement.

(1) Budget de la guerre en 1901. Rapport Raiberti.

ments que dans la mesure des besoins des cadres inférieurs ; on n'admet au rengagement qu'une proportion limitée de sous-officiers et que des caporaux ou des soldats de choix (décorés, médaillés ou inscrits pour le grade de caporal). C'est cette préoccupation qui se retrouve dans la loi de 1905 où l'on prétend simplement se procurer par des rengagements les instructeurs militaires qu'on ne pourrait trouver dans le contingent de deux ans (1).

Ces gradés, d'ailleurs, n'auront pas le temps de vieillir sous les drapeaux. On ne veut donner à l'armée, qui doit avant tout rester nationale, aucun des caractères d'une armée de métier. Les sous-officiers qui, seuls, pourront rester plus de cinq années sous les drapeaux, devront les quitter définitivement après leur quinzième année de service ; on les encouragera même à partir plus tôt en leur accordant un emploi civil après dix ans de service (et même après quatre ans de service) ; on leur facilitera ce départ anticipé en les commissionnant, s'ils le désirent, après leur dixième année de service, c'est-à-dire en leur donnant la possibilité de démissionner à tout moment.

On ne peut donc plus parler aujourd'hui de la « profession » des sous-officiers ; comme on pouvait le faire sous les lois de 1878, 1881 et 1889. Dans la nécessité d'augmenter le nombre des rengagés, on se voit obligé

(1) On rengagera aussi jusqu'à concurrence de cinq années de service, de simples soldats. Ces rengagements, d'une durée minima de dix-huit mois, procureront à l'armée un noyau de soldats expérimentés. Des rengagements pourront même être contractés pour une seule année, dans une proportion déterminée, dans les troupes à cheval et dans les corps de la frontière où l'on veut faciliter le passage du pied de paix au pied de guerre.

de ne pas prolonger comme autrefois leur séjour sous les drapeaux. Il ne faut pas en effet de ralentissement dans l'avancement des premiers grades ; il faut qu'un certain nombre de sous-officiers rentre chaque année dans la vie civile et soit versé dans les réserves, pendant que les autres contribueront à maintenir la continuité dans les traditions et la permanence des institutions militaires. C'est bien là une de ces modifications logiques et nécessaires que l'universalité du service militaire et la réduction de sa durée devaient apporter dans la législation relative aux sous-officiers.

§

Sous la nouvelle loi les rengagements ne sont possibles comme autrefois que du consentement du Conseil de régiment (art. 54). L'instruction ministérielle du 26 juin 1905 dispose (art. 21) : ... *Le chef de corps, président du Conseil de régiment, doit provoquer la réunion de ce Conseil chaque fois qu'il y a lieu de statuer sur une ou plusieurs demandes de rengagement et, chaque mois, une fois au moins, dans les cinq premiers jours du mois... Le Conseil ajourne sa décision pour les demandes lui paraissant dignes d'être acceptées mais qui ne peuvent l'être faute de vacances (à moins qu'il ne délivre un avis favorable pour servir aux candidats qui postuleraient pour un emploi dans un autre corps où il existerait des vacances, ledit avis spécifiant que le rengagement n'a pu être accepté faute de place).*

La faculté de se rengager est accordée à tout militaire des troupes métropolitaines qui compte au moins une année de service. Les militaires qui ont quitté l'armée depuis moins de deux ans peuvent aussi contracter des rengagements pour les troupes métropolitaines, mais la durée de ces rengagements ne peut être inférieure à deux ans. Les sous-officiers peuvent se rengager soit dans le corps où ils ont déjà servi, soit dans tout autre ; ils conservent leur grade, même s'ils se rengagent après être rentrés dans leurs foyers, à moins que ce ne soit dans une autre arme que leur arme d'origine (art. 55).

L'article 54 et l'instruction ministérielle du 26 juin 1905 renferment les règles de détail relatives au point de départ des rengagements, au dépôt et à l'examen des demandes, à la réception des actes de rengagement et aux dispositions transitoires, ce qui permet de soustraire le sort des candidats à toute espèce d'arbitraire.

Parmi les dispositions transitoires, la plus importante est celle-ci : *Les militaires rengagés avant le 21 mars 1905 continueront à servir en vertu des rengagements qu'ils ont contractés.* Mais une circulaire parue au commencement de 1906 vint offrir aux sous-officiers rengagés sous l'empire des lois précédentes d'opter entre le régime ancien et le nouveau (1). Elle mit sous leurs regards et en parallèle les avantages assurés sous chacun de ces régimes et il est à noter que presque

(1) La loi du 21 mars 1905 ne devait être appliquée qu'un an après sa promulgation ; mais le titre IV, relatif aux engagements, rengagements et commissions devait être immédiatement mis en vigueur. C'était l'application de ce principe que la réduction du service n'est possible que si on a organisé « *par avance* » les cadres inférieurs.

tous ces sous-officiers adoptèrent le nouveau régime. C'était la meilleure preuve de la supériorité des avantages offerts par la nouvelle loi.

§

Toutes les dispositions par lesquelles on espère provoquer les engagements et rengagements sont groupées dans les chapitres III et IV du titre IV. On fonde sur elles beaucoup d'espérances mais il importe de les bien faire connaître au public. Dans ce but, l'article 78 déclare qu'un tableau exposant les avantages assurés aux engagés et rengagés (primes, hautes-payes, soldes, emplois civils) sera adressé, au commencement de chaque année, à tous les maires, commandants de recrutement et chefs de corps, pour être affiché jusqu'à l'année suivante dans un endroit apparent.

Au point de vue des avantages pécuniaires, la loi du 21 mars 1905 vise par un même texte les engagés et les rengagés. L'assimilation des uns aux autres ressort nettement des termes des articles 60 et 61.

L'article 60 porte : « ...*Tout militaire lié au service pour une durée supérieure à la durée légale a droit, à partir du commencement de la troisième année de présence sous les drapeaux, à une haute paye journalière dont le tarif est fixé par le Ministre de la guerre pour chaque grade... (1) »*

(1) La haute-payé journalière est de 1 franc par jour (1 fr. 10 dans les troupes montées).

L'article 61 dispose : « ...*Tout militaire des troupes métropolitaines qui contracte un engagement ou rengagement de manière à porter la durée de son service à 4 ou 5 ans, a droit à une prime proportionnelle au temps qu'il s'engage à passer sous les drapeaux en sus des trois premières années. Le Ministre de la guerre fait connaître annuellement, à la date du 1^{er} janvier, le tarif de la prime... Ces tarifs sont variables suivant les corps.* » Cette dernière disposition, la variabilité de la prime, est nouvelle et intéressante. Le Ministre, pour en fixer le montant, prendra en considération la situation budgétaire et la plus ou moins grande affluence des candidats. Mieux que cela : les différentes garnisons ont été réparties en trois catégories ; la première catégorie comprend celles qui sont le moins recherchées, la troisième celles qui le sont le plus. La prime sera la même pour tous les corps de troupe d'une même catégorie, mais sera plus élevée pour ceux de la première catégorie que pour ceux de la deuxième, plus élevée pour ceux de la deuxième que pour ceux de la troisième (1). Cette disposition n'est critiquable en rien et montre assez le rôle attractif qu'on veut faire jouer à la prime. En variant son taux on pourra désormais l'employer comme un régulateur des engagements et rengagements.

« *La prime est acquise... au rengagé du jour où son rengagement commence à courir.* » Mais si le sous-officier le préfère, la prime peut ne lui être payée immédiatement qu'en partie. Le reliquat lui sera versé par annuités égales ou en un seul versement augmenté

(1) Pour les sous-officiers, il n'a été prévu cette année qu'une seule prime (1906). Elle est calculée à raison de 180 francs par semestre.

des intérêts à 2 fr. 50 p. 100 au moment de sa libération définitive (1).

L'article 62 innove en substituant une solde mensuelle aux diverses allocations faites aux sous-officiers sous les lois précédentes. Cette modification ne produit son effet qu'à compter de la sixième année de service, tous les rengagés étant traités jusqu'au commencement de la sixième année sur le même pied que les engagés. L'article 62 dispose : « *Les sous-officiers ont droit... à partir du commencement de la sixième année, à une solde spéciale dont les tarifs sont réglés par décret du Président de la République et qui est perçue dans les mêmes conditions que celle des officiers* » (c'est-à-dire par mois). Pour un grade donné cette solde augmente tous les trois ans, ce qui doit encourager les rengagements successifs. Cette amélioration avait été instamment réclamée dans les rapports sur le budget de la guerre des dernières années (2).

L'article 63 intéresse les sous-officiers mariés et logés en ville qui auront droit à une indemnité de logement. Les tarifs en sont fixés par le Ministre de la guerre suivant les garnisons (3).

La législation n'est pas modifiée en ce qui concerne

(1) Contrairement au Sénat, la Chambre des députés n'était pas d'avis que la prime fût acquise au rengagé du jour où son rengagement commencerait à courir. Mais le Sénat ne voulut pas transiger. « Les raisons d'ordre pécuniaire, disait son rapporteur, ne sont pas toujours étrangères aux engagements et rengagements. Les jeunes gens envisagent souvent la possibilité de faire face, au moyen de la prime à des besoins de famille. Si l'on supprime la faculté du paiement immédiat, il est à craindre qu'on n'affaiblisse le courant qui porte les jeunes gens à rester au régiment au-delà de la durée légale du service ».

(2) Cette solde est, au début, de 1.524 francs pour un sergent et peut atteindre 1.980 francs pour un adjudant.

(3) Cinq taux ont été adoptés variant de 15 à 27 francs par mois.

les pensions proportionnelles et les pensions de retraite (art. 65). La pension s'ajoute toujours au traitement afférent à l'emploi civil. Le mot « toujours » est à souligner ; il ne figurait pas dans les anciens textes.

L'article 65 cependant contient une autre innovation, peut-être la plus importante du chapitre III de ce titre IV. Elle consiste dans l'attribution d'une solde de réforme au sous-officier comptant au moins sept années de service et que son état de santé forcerait à quitter prématurément les drapeaux. Elle est, en somme, une assurance contre le dénûment où pourrait se trouver le sous-officier malade et renvoyé dans ses foyers ; elle en a tous les effets matériels et moraux. « *Les sous-officiers de toutes armes, est-il dit à l'article 65 (avant-dernier paragraphe) qui, après avoir servi cinq ans au moins comme rengagés, seront réformés avant d'avoir acquis des droits à la pension proportionnelle, toucheront, pendant un temps égal à la moitié de la durée de leurs services effectifs, une solde de réforme égale au montant de la pension proportionnelle de leur grade...* », mesure de justice qui grève bien peu les finances publiques, mais donne au sous-officier la tranquillité morale nécessaire pour bien s'acquitter de sa mission. Elle complète en quelque sorte l'état de sous-officier ; sa situation devient analogue à celle de l'officier qui ne compte pas encore vingt années de service. Jusqu'alors le sous-officier n'avait droit qu'à une gratification renouvelable et encore si les infirmités avaient été contractées dans le service. Cette gratification peut toujours lui être allouée, mais le paiement en sera suspendu « *aussi longtemps que le titulaire jouira de la solde de réforme* ».

Enfin rappelons que la loi du 21 mars 1905 donne aux sous-officiers, contre la perte de leur grade, les mêmes garanties que les lois antérieures et ajoutons qu'elle a fait également bénéficier les caporaux et brigadiers de ces mêmes garanties.

§

Le chapitre IV du titre IV consacré aux emplois réservés ne modifie pas dans son principe la législation qui les concerne. La commission pour le classement des candidats a été militarisé et on a élargi ses pouvoirs. Ses emplois réservés sont indiqués dans trois tableaux et sont attribués respectivement :

1° Aux sous-officiers ayant dix ans de service et comptant quatre années de grade ; (tableau E)

2° Aux sous-officiers, caporaux, brigadiers, ayant quatre ans de service ; (tableau F)

3° Aux simples soldats ayant quatre ans de service. (tableau G)

Ainsi deux années de service supplémentaire donnent désormais droit à un emploi civil. Mais pour le classement, on tiendra compte de la durée des services effectifs.

On ne trouve plus, dans la loi du 21 mars 1905, de limite d'âge au-delà de laquelle les candidats ne peuvent plus demander leur inscription. Mais le décret du 26 août 1905 rendu en exécution de la loi de 1905 est venu sur ce point restreindre la générosité de cette loi en fixant la limite d'âge à 40 ans (art. 14).

L'article 74 de la loi de 1905 autorise les candidats à attendre au corps leur nomination pendant deux ans s'il s'agit d'un emploi du tableau E, pendant un an s'il s'agit d'un emploi des tableaux F et G. Ils seront alors assimilés au commissionnés. La nomination ne peut avoir lieu avant les trois mois qui précèdent l'expiration légale du temps de service du candidat.

Enfin l'article 75 autorise les militaires qui ont quitté le service depuis moins de cinq ans à solliciter un emploi par l'intermédiaire de la gendarmerie. Cette dernière disposition est restrictive puisque, sous l'empire de la loi de 1889, le sous-officier libéré pouvait demander son inscription sur la liste, tant qu'il n'avait pas l'âge de 40 ans.

Pour n'oublier aucun des avantages réservés aux sous-officiers sous la nouvelle loi, il nous faut encore mentionner la possibilité pour eux d'arriver à l'épaulette, par promotion directe et sans passer par aucune école. Un décret du 18 juin 1904 (1) leur a concédé cette prérogative qui les distingue des sous-officiers des autres armées de l'Europe. Peu de sous-officiers pourront ainsi devenir officiers, mais cette possibilité pour quelques-uns d'arriver à l'épaulette, doit flatter l'amour-propre de tous les sous-officiers et relève considérablement la dignité de leur corps.

(1) Décret du 18 juin 1904 : « *En temps de paix, pourront être promus sous-lieutenants au titre français dans l'infanterie, la cavalerie, le génie, le train des équipages, les troupes coloniales et jusqu'à concurrence du chiffre maximum d'un dixième des nominations annuelles, des adjudants du cadre actif ayant au moins dix ans de services effectifs régulièrement proposés à cet effet et portés au tableau d'avancement.* »

§

Au cours de la discussion de cette loi du 21 mars 1905, les anciens officiers membres du parlement ont exprimé leurs craintes de ne pas obtenir le nombre de rengagements nécessaires. Mais M. de Freyeinet, président de la commission de l'armée, n'a jamais douté que la question du rengagement des sous officiers ne soit qu'une simple affaire d'argent et l'a fait nettement ressortir devant le Sénat, dans la séance du 22 juin 1902. « M. le Ministre, dit-il, demande 7.000 sous-offi-
« ciers de plus pour obtenir les 31.000 sous-officiers
« que réclamera le nouveau régime. Croit-on qu'il soit
« vraiment difficile de se procurer ces 7.000 sous-offi-
« ciers ? En 1889, l'armée ne comptait que 14.000 sous-
« officiers rengagés... trois ans après nous en avons
« augmenté le nombre de 10.000, nous en avons donc
« 24.000. Par conséquent, M. le Ministre pourra re-
« cevoir très aisément 7.000 sous-officiers rengagés de
« plus. On les aurait depuis longtemps si les Chambres,
« dans un sentiment d'économie, n'y avaient pas fait
« obstacle. Ce n'est pas la matière, — permettez-
« moi l'expression — qui manque, ce sont les crédits.
« Les Chambres n'ont pas voulu qu'on dépassât ce chif-
« fre de 24.000 ; c'est le Ministre des finances..., qui,
« dans son souci des finances publiques, a fait obstacle
« à ce que son collègue de la guerre augmentât le cré-
« dit dont il disposait », et plus loin : « M. le Ministre
« peut dès aujourd'hui augmenter le nombre de ses
« sous-officiers rengagés ; la loi actuelle lui donnerait

« le droit d'en avoir 28.000. Il peut accroître également
« le nombre des caporaux. Si la loi n'est pas votée, le
« Ministre laissera retomber, l'année suivante, son ni-
« veau à ce qu'il aurait du être. » Le Général Billot,
dans la séance du 27 juin 1902, le vicomte de Montfort,
dans la séance du 1^{er} juillet, n'ont pas manifesté autant
de confiance en l'avenir que M. de Freycinet. Pourtant
les événements paraissent devoir donner raison à ce
dernier. On est près d'atteindre aujourd'hui la pro-
portion de sous-officiers rengagés fixée par la loi.

Depuis la loi de 1872, le nombre des sous-officiers
rengagés paraît toujours avoir été inférieur aux besoins.
C'est vrai sans restriction jusque vers l'année 1897. Le
sort fait aux rengagés n'était sans doute par assez allé-
chant et l'on se plaignait alors de ce que, malgré les
sacrifices tentés par l'Etat, bien des emplois destinés à
des rengagés fussent occupés par des non rengagés. Par
la force de l'habitude, ces plaintes ont continué, dans
les milieux militaires comme au parlement, à une époque
où le maximum des rengagements fixé par la loi n'était
évidemment pas atteint mais alors que l'armée avait
presque tous les rengagés que son budget lui permet-
tait d'avoir. Le Ministre, en raison des exigences bud-
gétaires, imposait aux conseils d'administration des
corps, des limites au nombre de leurs rengagés, et ces li-
mites étaient atteintes dans la plupart des régiments
puisque presque tous comptaient des rengagés « sans
prime ». Tout ce qu'on a pu logiquement regretter,
c'est que certains régiments, ceux de cavalerie en par-
ticulier, soient beaucoup plus recherchés que d'autres
par les candidats au rengagement ; alors que dans quel-

ques régiments le complet des rengagements « avec prime » n'était pas atteint, il y en avait d'autres où l'on ne pouvait même plus se rengager « sans prime ». La situation actuelle ne paraît pas plus alarmante; le Ministre de la guerre publie de temps à autre une liste bien courte des régiments où il existe une ou deux vacances de sous-officier rengagé (1).

Si ce résultat n'a pas été obtenu plus tôt, c'est sans doute parce que la loi de 1889 n'avait pas toujours tenu ses promesses et les emplois civils notamment n'avaient été qu'un mirage pour beaucoup. « Une des causes, » dit le rapporteur au Sénat (février 1905), pour lesquelles la loi de 1889 n'a pas produit tous les résultats « qu'on en attendait au point de vue des rengagements, « c'est que les sous-officiers ont éprouvé des difficultés et des déceptions pour obtenir un emploi civil à la fin de leur carrière. Avec la loi nouvelle, les ren-

(1) L'instruction ministérielle du 26 juin 1905 porte (art. 21) : « Lorsqu'il se produit dans un corps une vacance de sous-officier rengagé que le corps ne peut combler immédiatement par ses propres moyens, le chef de corps en rend compte directement par voie télégraphique au Ministre et, à dater de ce compte rendu réserve la vacance pendant un mois. A l'expiration de ce délai la place devient de nouveau disponible et le conseil de régiment statue sur les demandes de rengagement formées soit par des sous-officiers du corps, soit par des sous-officiers libérés ou servant dans d'autres corps. »

Certains corps ont l'occasion d'appliquer cette disposition, comme le prouvent les listes de vacances d'emplois publiées par le Ministre. Ceci prouve que la situation de sous-officier rengagé n'est pas encore assez recherchée, puisque, dans certains régiments du moins, les vacances ne sont pas comblées aussitôt qu'elles se produisent. Mais, en somme, ces vacances sont relativement fort rares (trois par exemple, le 1^{er} février 1907), surtout pour les armes montées. C'est ce qui nous permettra de dire que nous avons aujourd'hui, à quelques centaines près, le nombre de sous-officiers rengagés recherché par le législateur de 1905. Avons-nous aussi la qualité que nous sommes en droit d'exiger ?

« gagements sont encore plus nécessaires que par le
« passé, il ne faut promettre que ce que l'on sera sûr
« de pouvoir donner... »

Si cette loi a accru les avantages assurés aux sous-officiers, il ne semble pas néanmoins qu'elle ait notablement augmenté la défense budgétaire afférente à chaque sous-officier. M. Klotz, rapporteur du budget de la guerre en 1906, parle bien d'une augmentation de dépenses de 2.846.000 francs nécessaire à partir de 1908, au moment de l'application intégrale de la loi, mais il l'attribue à l'accroissement du nombre des rengagés (1). Si l'opinion de M. de Freycinet et les prévisions de M. Klotz sont exactes et si la nouvelle loi ne ménage aucune déception aux sous-officiers rengagés, on obtiendra sans doute le nombre voulu de rengagements. C'est une simple question budgétaire. Mais là ne doit pas se borner notre ambition; il faut que nous puissions encore faire une sélection parmi les candidats au rengagement et que nous n'en soyons pas réduits, pour atteindre le

(1) Quand la loi aura, à partir de 1908, reçu sa pleine application, il y aura 30.750 sous-officiers rengagés, ce nombre représentant les trois quarts des 41.000 sous-officiers existant actuellement. Ce chiffre de 30.750 excède de 3.450 l'effectif légal des sous-officiers rengagés sous la loi de 1889. Les avantages spéciaux faits aux rengagés étant aujourd'hui de 825 francs par an en moyenne, l'augmentation ressort à $825 \times 3.450 = 2.846.000$ francs. Le rapport Klotz mentionne une nouvelle dépense budgétaire de 146.000 francs afférente à la solde de réforme des sous-officiers et qui devra entrer en ligne de compte pour sa totalité, à partir de 1908. C'est, cette fois, une augmentation de dépenses indépendante de l'accroissement du nombre des rengagés. Elle est d'ailleurs relativement minime et profitera au corps des sous-officiers considéré dans son ensemble.

chiffre voulu de rengagés, à donner indistinctement satisfaction à toutes les demandes. (1)

(1) M. Messimy, dans son rapport sur le budget de la guerre à la Chambre, (séance du 13 Juillet 1906) disait que les demandes de rengagement ne sont pas l'objet d'un examen suffisamment attentif dans la plupart des corps de troupe. « En fait, on accepte le plus souvent tout « sous-officier qui sollicite son maintien dans l'armée... Pour faire des « sous-officiers le corps d'élite que nous souhaitons, il est indispensable « que le choix des chefs de corps puisse s'exercer sur un nombre de candidats très supérieur à celui des vacances. Les avantages matériels « concédés par la nouvelle loi de recrutement sont appréciables; ils ne « sont cependant pas assez importants, puisque les postulants sont « toujours en nombre inférieur de celui des postes à pourvoir. ».. « Le « nombre des sous-officiers rengagés est actuellement de 28.000 ; le « chiffre des vacances va en diminuant mais il est encore de 2.500. »

Six mois plus tard M. Richard Waddington, rapporteur du budget de la guerre au Sénat, disait : (séance du 10 janvier 1907). «... Il y a, à l'heure « qu'il est, 28.600 sous-officiers rengagés sous les drapeaux, et, comme « le maximum est de 30.600, nous sommes en excellente voie et nous « pourrions être excessivement difficiles, ce qui n'est pas un mal, sur le « choix des sous-officiers qui demanderont à rengager. En effet, vous « connaissez probablement tous, des sous-officiers qui n'ont pu rengager « parce qu'il n'y avait plus de places. Il n'est pas mauvais qu'il y ait « une certaine sélection ; il ne faut pas du tout qu'on accepte tous les « sous-officiers qui pourraient se présenter, sous prétexte qu'ils ont obtenu « leurs galons et qu'il désirent les garder... Par conséquent, nous sommes « servis à souhait ; nous pouvons enregistrer l'espoir d'atteindre promptement le maximum... malheureusement, il n'en est pas de même pour « les caporaux et les soldats... »

CHAPITRE III

LA QUESTION DES EMPLOIS CIVILS

A. — Son importance, son développement. — Loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers des armées de terre et de mer. — Modifications apportées à cette loi par celle du 18 mars 1889. — Décrets du 28 octobre 1874 et du 4 juillet 1890 rendus en exécution de ces deux lois. — Conditions de fond et procédure pour l'obtention d'un emploi civil. — Garanties et moyens de contrôle assurés aux sous-officiers. — Résultats de la législation du 18 mars 1889 en ce qui concerne les emplois civils. — Perfectionnements apportés par la loi du 23 juillet 1897. —

B. — Etat actuel de la législation résultant de la loi du 21 mars 1905 et du règlement d'administration publique du 26 août 1905 rendu en exécution de cette loi. — Nombre et nature des emplois réservés.

A

Cette question des emplois civils est la plus importante qui se pose à propos des sous-officiers de carrière. Parmi les avantages qui leur sont assurés, la garantie d'un emploi civil est le plus grand ; elle leur donne la certitude d'avoir, dans la deuxième partie de leur existence, une situation honorable, peu pénible, sinon agréable, et suffisamment rémunératrice. Donc, s'ils constatent que l'espoir d'obtenir un emploi civil n'est jamais déçu, s'ils sont réellement en face d'une certitude, beaucoup de jeunes gens, insuffisamment attirés par les autres avantages, se rengageront néanmoins en

considération de cet avenir. Et peut-être seraient-ils irréflechis de choisir une carrière aussi courte que celle du sous-officier, s'ils devaient, au terme de cette carrière, se mettre en quête d'une situation, avec une rente de 480 francs pour tout bien.

§

Nous avons vu (1^{re} partie, ch. II) que la législation créée par le décret du 24 octobre 1868 avait été modifiée par la loi du 27 juillet 1872 (art. 71) qui annonçait une loi spéciale sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers des armées de terre et de mer. Cette loi spéciale porte la date du 24 juillet 1873. Elle indiquait la procédure à suivre pour l'obtention d'un emploi civil, instituait une commission plutôt civile que militaire, chargée de dresser une liste de classement, mais ne sanctionnait pas autrement le droit du sous-officier à obtenir cet emploi civil. Nous savons que tous les efforts faits pour assurer le recrutement des sous-officiers ne donnèrent pas de résultats satisfaisants et la préoccupation constante des Ministres de la guerre et des parlements fut de perfectionner la législation relative aux emplois civils.

Ces perfectionnements ont fait l'objet d'une partie de la loi du 10 juillet 1874 « sur les améliorations à apporter à la situation des sous-officiers », de la loi du 22 juin 1878 « sur le rengagement des sous-officiers », de la loi du 23 juillet 1881 sur la même matière, mais conçue dans un esprit plus large que la précédente, de la loi du 18 mars 1889, également « sur le rengagement des

sous-officiers ». Cette dernière loi a fait faire un grand pas à la question en précisant les garanties, en diminuant les exigences des lois précédentes, en augmentant dans une notable proportion le nombre des emplois. La loi du 21 mars 1905 « sur le recrutement de l'armée » a fait plus encore, mais n'a pas clos la discussion. Sa législation est d'ailleurs encore assez vacillante.

§

Comparons la législation relative aux emplois civils telle qu'elle résultait de la loi du 18 mars 1889 avec la législation créée par la loi du 24 juillet 1873.

La loi de 1873 imposait pour l'obtention de ces emplois des conditions d'admissibilité assez restrictives entre autres celle d'un maximum d'âge fixé pour chaque nature d'emploi et qui était de 36 ans pour la plupart des emplois réservés. La loi du 22 juin 1878 avait porté à 37 ans cette limite. — La loi du 18 mars 1889 paraît avoir supprimé, au moins dans la forme, cette restriction relative au maximum d'âge. Son article 14 dispose en effet : « *Les emplois civils désignés au tableau B annexé à la présente loi sont exclusivement attribués dans la proportion fixée par ledit tableau, d'abord aux sous-officiers ayant quinze ans de service, dont quatre ans avec le grade de sous-officier, et, en second lieu, aux sous-officiers ayant passé dix ans sous les drapeaux dans l'armée active, dont quatre ans avec le grade de sous-officier.* — L'acte de rengagement de chaque sous-officier spécifie le droit

pour le signataire de bénéficiaire des dispositions du présent article, à moins qu'à la fin de son rengagement il n'ait dépassé la limite d'âge fixée à l'article 21 », et l'article 21 est ainsi conçu : « Les candidats ont le droit d'obtenir, jusqu'à l'âge de 40 ans, leur inscription sur la liste dressée par la commission pour les emplois énumérés au tableau B. » Par le fait, la loi n'a fait que reculer de quelques années la limite d'âge précédemment fixée. Elle a du moins le mérite d'avoir déterminé une limite d'âge unique pour l'inscription sur la liste dressée par la commission.

L'article 14 de la loi du 18 mars 1889 distingue donc pour l'attribution des emplois civils deux catégories de sous-officiers, ceux qui comptent quinze ans de service et ceux qui en comptent dix. Le droit de préférence accordé aux premiers était juste puisqu'il prenait en considération l'ancienneté de service ; et cependant cette distinction était critiquable : en fait, seuls les sous-officiers comptant quinze années de service pouvaient aspirer à un emploi civil convenable. Ceux qui n'avaient que dix ans de service, même fatigués, entraînaient encore cinq années dans les cadres, encombraient la carrière jusqu'à ce qu'ils pussent obtenir enfin un emploi de leur goût (1). Cette mesure défavorable au sous-officier n'était pas davantage conforme aux intérêts de l'armée, ni même de l'administration qui devait finalement recueillir le sous-officier. Toutefois la loi du 18 mars 1889 semblait marquer un léger progrès sur celle de 1873 qui exigeait douze ans de service pour l'admissibilité

(1) En poussant leurs services jusqu'à la quinzième année, ils bénéficiaient encore de la retraite proportionnelle.

aux emplois civils, mais elle était restrictive par rapport à la loi du 31 juillet 1881 qui n'exigeait que sept ans de service et même par rapport à la loi précédente du 22 juin 1878. Celle-ci avait abaissé à dix ans l'ancienneté de service nécessaire pour l'obtention d'un emploi mais sans faire la distinction innovée par l'article 14 de la loi de 1889.

Dans cet article 14, comme dans l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1873, il s'agit bien d'emplois *exclusivement attribués* aux sous-officiers. Mais, pour la première fois, la loi de 1889 parle de *droit*. Il ne s'agit plus d'une faveur aléatoire comme dans la loi de 1873 qui attribuait les emplois *dans des conditions d'admissibilité déterminées*.

Le décret du 28 octobre 1874, en exécution de cette loi de 1873, avait divisé les emplois réservés en quatre catégories d'après la nature et la somme des connaissances exigées pour ces emplois. Ceux de la quatrième catégorie étaient tous accessibles sans examen. Cette division a été conservée par toutes les lois ou décrets postérieurs et notamment par le décret du 4 juillet 1890 intervenu en exécution de la loi du 18 mars 1889. Il y a donc toujours eu une apparence de débouché même pour le sous-officier le moins instruit ; mais ce sous-officier, généralement sans prétention, n'était pas le plus difficile à contenter. Les plaintes sont venues, et à juste titre, des sous-officiers ayant quelque instruction et par suite plus d'ambition. L'objet de ces plaintes n'était pas la difficulté des examens ; c'était la nature peu relevée de la plupart des emplois, les traitements insuffisants attribués à ces emplois, la rareté des vacances. Cette dernière cause de mécontentement était la plus justifiée ; lorsque le numéro

de classement du candidat était quelque peu élevé, sa nomination était ajournée à plusieurs années. Il perdait patience et criait bien fort que les emplois civils n'étaient qu'un leurre.

La loi du 18 mars 1889 a d'ailleurs augmenté le nombre des emplois réservés aux sous-officiers et, bénéficiant des améliorations survenues depuis 1873, elle a pu offrir des emplois plus relevés et mieux rétribués. On pouvait tabler : pour les emplois de la première catégorie, obtenus à la suite d'un examen professionnel, sur un traitement de début de 1.500 à 2.500 pour finir à 2.400 francs au moins ; pour les emplois de la deuxième catégorie, demandant des connaissances supérieures à l'instruction primaire, sur un traitement de début variant de 900 à 1.500 francs pour finir à un chiffre compris entre 2.400 et 3.300 francs ; pour les emplois de la troisième catégorie, pour lesquels l'instruction primaire est suffisante, sur un traitement de début de 700 à 1.500 francs pour finir à un chiffre compris entre 2.000 et 2.800 ; enfin pour les emplois de la quatrième catégorie, accessibles sans examen à tous les sous-officiers de bonne tenue et de bonne moralité, ménagés pour assurer à tous les bienfaits de la loi, sur un traitement de début de 600 à 1.400 francs pour s'accroître jusqu'à 1.500 ou 2.000 francs.

Nous savons que la loi du 24 juillet 1873 avait institué une commission composée de membres civils et militaires, présidée par un conseiller d'Etat en service ordinaire et nommée par le Président de la République sur la proposition du Ministre de la guerre, que cette commission dressait la liste des sous-officiers auxquels, d'après leur classement, les emplois devaient être

réservés. Cette commission a été maintenue par les lois postérieures, avec les mêmes attributions. Mais l'article 24 de la loi de 1889 lui adjoint un nouveau membre, représentant de l'administration dont dépend l'emploi auquel le sous-officier est candidat. On veut offrir aux sous-officiers toutes les garanties désirables sans cependant porter préjudice au bon fonctionnement des administrations civiles et au bon recrutement de leurs employés.

Le décret du 28 octobre 1874, en exécution de la loi de 1873, avait institué dans chaque corps de troupe, pour examiner les candidats aux emplois des trois premières catégories, une commission militaire (art. 3) et d'une façon sommaire avait indiqué le programme de l'examen (art. 4). Les candidats aux emplois des première et deuxième catégorie, devaient subir un autre examen ; ceux de la deuxième catégorie au chef-lieu de corps d'armée, devant une commission mixte présidée par un officier général ; ceux de la première catégorie, dans une ville désignée par le ministre, devant une commission ou un fonctionnaire désigné suivant la nature de l'emploi recherché (art. 7, 8 et 9). Ces examens devaient avoir lieu trimestriellement en principe. Les chefs de corps notaient le candidat sur sa moralité, conduite, aptitude physique, éducation, tenue, etc., et transmettaient les dossiers par la voie hiérarchique aux commandants de corps d'armée (art. 6). Ces derniers transmettaient chaque trimestre, au Ministre, les procès-verbaux des examens subis dans leurs régions, en y joignant leur notes sur tous les candidats (art. 13).

Le décret du 4 juillet 1890, en exécution de la loi du 18 mars 1889, l'analogue de celui que nous venons de

résumer, en diffère fort peu : Les examens auront lieu en principe tous les six mois. Les candidats aux emplois des première et deuxième catégories subiront ensemble un second examen, au chef-lieu de corps d'armée devant la commission mixte (art. 6 et 7) (une instruction du 11 avril 1891 l'appelle « commission régionale »). Les candidats aux emplois de la première catégorie subiront, tous le même jour, un troisième examen dont le sujet, le même pour toute la France, sera donné par le Ministre dans les attributions duquel se trouvera l'emploi sollicité et portera sur les matières prévues par le décret. Les compositions seront corrigées par une commission qui, pour chaque nature d'emplois, sera désignée par le Ministre compétent après entente avec le Ministre de la guerre (ces commissions sont dites « centrales » par l'instruction du 11 avril 1891). — Ces modifications n'étaient pas de celles qui devaient intéresser le plus les sous-officiers. En effet, cette nouvelle législation ne changeait rien, à part ces quelques retouches, à l'ensemble des formalités que devaient accomplir les sous-officiers pour obtenir un emploi civil. Les articles 15 et 16 de la loi de 1889 qui règlent cette procédure étaient absolument identiques aux articles 2 et 3 de la loi de 1873. Sous la première comme sous la seconde de ces lois, le sous-officier devait adresser sa demande d'emploi dans les douze derniers mois de son service.

§

Mais c'est surtout en ce qui concerne les garanties données aux sous-officiers en matière d'emplois civils que la loi du 18 mars 1889 apporte de nouvelles précisions et marque un notable progrès sur la législation de 1892.

Les articles 19 et 20 de la loi de 1889 édictaient des dispositions bien faites pour redonner quelque peu de confiance.

L'article 20 disait que les sous-officiers comptant quinze années de service pourraient attendre au corps, en qualité de commissionnés, la nomination à laquelle ils auraient droit. S'ils préféraient quitter les drapeaux, ils entreraient en jouissance de leur pension proportionnelle et recevraient en outre jusqu'à leur nomination une indemnité journalière égale au $\frac{1}{365}$ de la différence entre la pension proportionnelle et la pension de retraite pour ancienneté à vingt-cinq ans de service.

L'article 19 spécifiait que les sous-officiers comptant sept ans de rengagement au moins (c'était le cas général) pourraient être nommés à leur emploi dans les six derniers mois de leur service et seraient alors mis en congé (1). Ceux qui, au jour de leur libération, ne se-

(1) Les sous-officiers pourvus d'un emploi avant l'expiration de leur dernier rengagement continuaient à figurer sur les contrôles de l'activité jusqu'à l'expiration de ce rengagement. — Ce point a son importance au point de vue du décompte du service militaire quand il s'agit de régler la pension proportionnelle.

raient pas encore pourvus d'emploi pourraient attendre au corps leur nomination pendant un an au plus et seraient alors assimilés à des commissionnés.

(Les dispositions précitées n'étaient pas, d'une manière absolue, une innovation de la loi de 1889. Une loi du 10 juillet 1874 relative aux améliorations à apporter à la situation des sous-officiers de l'armée active avait déjà spécifié dans son article 4 que tout sous-officier porté sur la liste de classement recevrait, à partir de sa libération, une allocation journalière de 1 fr.50 jusqu'au jour où un emploi lui aurait été attribué et que les sous-officiers pourraient être pourvus de leur emploi dans les six derniers mois de leur service et seraient alors mis en congé. Mais la loi de 1878 n'avait pas maintenu ce droit à une allocation journalière pour les sous-officiers.)

Une disposition toute nouvelle édictée par l'article 24 de la loi de 1889 protégeait les sous-officiers contre les passe-droits, accentuait encore leur droit qui s'individualisait en quelque sorte. Cet article, après avoir fixé la composition et le mode de nomination de la commission, ajoutait : *Les emplois doivent être attribués aux sous-officiers dans l'ordre de classement adopté par la commission toutes les fois que la vacance qui se produit doit-être attribuée aux sous-officiers. La liste est insérée au « Journal Officiel » et au « Bulletin Officiel » du ministère de la guerre et les sous-officiers sont avisés du rang qu'ils ont obtenu dans les deux mois à partir du jour où la liste a été établie par la commission. — Donc les candidats connaîtront parfaitement leur classement. — L'article 24 dit encore : Il est fait mention des nominations au « Journal Officiel »...* Cette disposition renou-

velée de la loi de 1873 (art. 8) leur donne un second renseignement pour exercer leur contrôle. — Pour rendre ce contrôle encore plus efficace, l'article 23 de la loi de 1889 spécifie que *les divers départements ministériels desquels dépendent les emplois portés au tableau B... transmettent tous les six mois au Ministre de la guerre la liste nominative de tous les agents nommés, pendant le semestre qui vient de s'écouler, dans les services énumérés au tableau B, ainsi qu'un état de prévision faisant connaître les vacances qui pourront se produire dans le semestre qui va commencer*, et l'article 23 ajoute : *La liste des nominations est communiquée, au ministère de la guerre, sans déplacement, aux sous-officiers classés qui en font la demande.*

Quant aux vacances si utiles à connaître pour choisir raisonnablement un emploi, on pourra les préjuger, sans se rendre au Ministère de la guerre, en consultant les tableaux détaillés des emplois, qui, d'après l'article 26 de la loi de 1889 semblable à l'article 10 de la loi de 1873, *doivent être envoyés aux différents corps des armées de terre et de mer et mis à la disposition de tous les militaires*. Ces tableaux porteront toutes les indications nécessaires et notamment les moyennes présumées des vacances annuelles réservées aux sous-officiers.

Les sous-officiers possédant tous les moyens d'investigation et de contrôle, il fallait sanctionner la violation possible de leur droit. Aussi l'alinéa 4 de l'article 24 de la loi du 18 mars 1889 dispose : *Les sous-officiers... inscrits en ordre utile sur la liste de classement, peuvent porter, devant le conseil d'Etat statuant au contentieux, leur réclamation contre les décisions des autorités compétentes qui auront nommé des titu-*

laire à des emplois sans tenir compte de leur ordre de classement ou de la proportion exclusivement attribuée à ces sous-officiers par le tableau B annexé à la présente loi. — Ces pourvois sont dispensés de l'intervention d'un avocat au Conseil d'Etat. — Le délai du recours ne court qu'à partir de la notification au ministère de la guerre de la liste des nominations prévues à l'article 23. Il faut reconnaître que la loi ne pouvait, en matière d'emplois civils, accorder de plus hautes garanties aux sous-officiers (1).

Quant aux réclamations qui pouvaient naître sur d'autres sujets que la nomination aux emplois (sollicitation des emplois, examens, classement), elles étaient adressées au Ministre qui prononçait ou les soumettait à l'examen de la commission de classement, lors de sa première réunion. (Elle se réunissait deux fois par an.) Cette commission qui avait, de par la loi, le pouvoir de statuer *souverainement* sur les candidatures qui lui étaient soumises, avait naturellement qualité pour examiner les réclamations des sous-officiers. Le Ministre avisait ces derniers de la suite donnée à leur requête.

L'article 27 de la loi de 1889 confirme d'ailleurs l'intention du législateur qui avait été de donner au Ministre de la guerre, chargé de défendre les droits des sous-officiers, le soin de vérifier toutes les nominations à des emplois publics. *Chaque année, le président de la Commission nommée en exécution de l'article 24,*

(1) Dans la pratique, les intéressés soumettaient le sujet de leur plainte au Ministre de la guerre avant de se pourvoir devant la juridiction contentieuse du Conseil d'Etat. — L'instruction du 11 avril 1891 les engageait à procéder ainsi pour leur éviter des réclamations non fondées.

adresse au Ministre de la guerre un rapport faisant connaître le nombre des sous-officiers ayant demandé à profiter des dispositions de la présente loi et les divers emplois auxquels ils ont été appelés pendant l'année précédente. Ce rapport est publié à la fin de chaque année, par les soins du Ministre de la guerre qui y joint un état général des emplois attribués aux sous-officiers par chaque ministère, avec indication en regard des vacances qui s'y sont produites (art. 24, al. 3).

Ces dernières mesures étaient également prévues par la loi de 1873 (art. 11 et art. 8, dernier alinéa). Mais le Ministre n'a pas, pour trancher sur une réclamation, l'indépendance du Conseil d'Etat et le sous-officier ne s'est jamais senti si bien garanti que lorsque la loi de 1889 lui a permis de recourir à cette haute juridiction.

Enfin il faut encore mentionner l'importance de l'article 29 de la loi de 1889 : *Aucune entreprise industrielle ou commerciale ne pourra à l'avenir obtenir un monopole ou une subvention de l'Etat, du département ou de la commune, qu'à condition de réserver aux anciens sous-officiers un certain nombre d'emplois à déterminer par le cahier des charges.*

L'article 28, au reste, laissait entendre que des emplois seraient ajoutés au tableau B par des règlements d'administration publique fixant la proportion dans laquelle ces emplois seraient accordés. En effet plusieurs décrets sont intervenus dans ce but, ce qui était bien fait pour donner l'espérance que l'État pourrait tenir ses engagements.

§

On voit donc que, sous l'empire de la loi de 1889, le sous-officier candidat à un emploi civil doit satisfaire, en dehors des conditions de *moralité irréprochable exigée de tous les candidats*, aux conditions suivantes :

1^o N'avoir pas plus de quarante ans au 30 juin ou au 31 décembre précédant les réunions de la Commission de classement (jurisprudence établie par la Commission de classement elle-même) ;

2^o Compter au moins dix ans de service ;

3^o Avoir contracté au moins un rengagement (1) ;

4^o Avoir passé quatre années au moins dans le grade de sous-officier ;

5^o Être en possession du grade de sous-officier au moment de la proposition pour l'emploi ;

(1) L'article 22 de la loi de 1889, comme le faisait l'article 6 de la loi de 1873, dispose que les sous-officiers et les officiers marinières réformés ou retraités par suite de leurs blessures ou pour infirmités contractées au service peuvent profiter des dispositions de la loi, quel que soit le temps passé par eux au service, s'ils sont d'ailleurs dans les conditions d'aptitude et d'âge voulues. Les articles 14 et 22 de la loi du 18 mars 1889 énumèrent tous les ayants-droit à des emplois civils. Il faut en déduire que sous l'empire de cette loi, les sous-officiers commissionnés qui n'auraient contracté aucun rengagement ne pourraient, en aucune façon, prétendre aux emplois civils réservés par la loi.

Cette distinction a été expliquée par la commission de classement ainsi : « La certitude pour le sous-officier d'obtenir, à la fin de son rengagement, une situation stable est une sorte de compensation à l'aliénation de sa liberté faite pour un certain temps, tandis que le sous-officier commissionné conserve en principe le droit de quitter le service à toute époque. » Il fallait trouver une explication.

6° Se trouver dans la dernière année de son rengagement (pour le candidat qui est encore sous les drapeaux).

Ces conditions de fond résument la législation relative aux emplois civils telle qu'elle résultait de la loi du 18 mars 1889. Ces conditions avaient essentiellement varié depuis le décret du 24 octobre 1868, date avant laquelle il n'existait pas de législation saisissable sur les emplois à réserver aux anciens militaires. Quant à la procédure à suivre pour l'attribution de ces emplois, fondée par la loi du 24 juillet 1873, elle avait été fort peu modifiée et elle n'a pas encore subi aujourd'hui de bien notables changements.

Quel fut le résultat de cette législation ?

Le droit des sous-officiers affirmé par la loi, défendu par le Ministre, devait encore se heurter au mauvais vouloir de plusieurs administrations. De plus, comme la loi n'indiquait aucun ordre pour les nominations à réserver, il arrivait qu'on comblait, en une seule fois, à la fin de chaque année, les vacances revenant aux sous-officiers, ce qui pouvait donner lieu à divers abus et rendait moins facile le contrôle des nominations.

Une loi du 23 juillet 1897 remédie à cet inconvénient, en établissant pour les nominations aux emplois civils une série de deux, trois ou quatre tours, suivant que la proportion réservée aux sous-officiers est de une demie, un tiers, deux tiers, un quart ou trois quarts du nombre des vacances. Les premiers tours appartiennent toujours aux sous-officiers. Il y a là une analogie avec les tours de choix et d'ancienneté usités pour les promotions d'officiers à un grade supérieur. — Dans son article 1, cette loi ordonne aussi la publication au *Journal offi-*

ciel de toutes les nominations aux emplois civils réservés aux sous-officiers avec indication du tour auquel la nomination a lieu. — L'article 2 ajoute : *Lorsqu'une vacance ne peut être imputée au tour appartenant aux sous-officiers, faute de candidat classé dans cette catégorie, la vacance est dévolue à un candidat civil, et la cause en est mentionnée à la suite de la nomination. — Toute nomination faite en violation des formes ci-dessus indiquées est nulle et entachée d'excès de pouvoir.*

Cette disposition accentue encore le droit du sous-officier. Il n'a plus à prouver que son droit a été violé ; pour obtenir l'annulation d'une nomination qui lui porte préjudice, il lui suffit de faire constater que cette nomination a été faite en violation des formes (1). Le Conseil d'Etat a eu d'ailleurs l'occasion de préciser la nature du droit des sous-officiers. Un arrêt du 24 mai 1901 annule une décision ministérielle nommant un candidat civil à un emploi réservé, alors que le tour revenait à un sous-officier (2).

(1) Si une nomination était faite à son tour régulier mais sans tenir compte de la liste de classement, le sous-officier lésé ne pourrait employer que le recours contentieux qui lui est accordé par l'article 24 de la loi du 18 mars 1889.

(2) « D'après les dispositions combinées des articles 14 et suivants de la loi du 18 mars 1889, les sous-officiers rengagés qui remplissent certaines conditions de durée de service (art. 14), d'aptitude professionnelle (art. 16) et classés sur la liste dressée par la commission (art. 24) ont, à l'expiration de leur rengagement, le droit d'obtenir suivant leur ordre de classement, dans la proportion fixée par le tableau B, un des emplois civils y mentionnés. »...

B

Il reste à voir dans quelles mesures la loi du 21 mars 1905 modifie cette législation relative aux emplois civils. Elle y consacre le chapitre IV de son titre IV.

Un règlement d'administration publique daté du 26 août 1905 est intervenu en exécution de cette loi (art. 69 *in fine*). Puis une instruction ministérielle de 29 novembre 1905 a prévu dans ses derniers détails l'application des dispositions de la loi et du règlement précité. C'est ce règlement qui a spécifié dans son article 14 que : *peuvent seuls obtenir le certificat d'aptitude professionnelle, les candidats devant avoir moins de 40 ans à l'expiration du trimestre qui suivra celui au cours duquel le bénéfice des dispositions de la loi aura été réclamé.*

L'article 69 de la loi de 1905 décide que tous les anciens militaires comptant un nombre déterminé d'années de service pourront indistinctement postuler un emploi civil. Il faut désormais déterminer les caporaux et soldats aux engagements et rengagements que la courte durée du service militaire a rendus nécessaires. Il a donc paru bon de les comprendre dans la distribution des faveurs gratuites — car, chacun le sait, l'octroi d'un emploi civil est une manière de récompenser les services qui ne grèvent pas le budget. — L'Etat cherchera désormais à être le dispensateur du plus grand nombre possible d'emplois, soit en intervenant auprès des administrations autonomes, soit en s'attribuant le plus possible la direction des différents services (Rachat des chemins de fer, par exemple). Les tendances sociales

actuelles l'aideront beaucoup dans la réalisation de ce plan.

A la loi sont annexés trois tableaux détaillés des emplois réservés. Le tableau E comprend les emplois réservés aux sous-officiers rengagés comptant au moins dix ans de service dont quatre ans dans le grade de sous-officier. Le tableau F comprend les emplois réservés aux sous-officiers brigadiers et caporaux comptant au moins quatre ans de service. Le tableau G comprend les emplois réservés aux militaires non gradés comptant au moins quatre ans de service. Le décret a réparti tous ces emplois en quatre catégories (1) comme ils l'ont été depuis le décret du 28 octobre 1874. Les tableaux donnent encore la proportion dans laquelle chacun de ces emplois est attribué aux anciens militaires.

En ce qui concerne spécialement les sous-officiers, la distinction faite autrefois entre les sous-officiers comptant quinze ans de service et ceux comptant dix ans de service est remplacée par une autre distinction qui ne prête pas à la critique. La séparation est maintenant établie entre les sous-officiers qui comptent dix années de service (ils auront presque toujours quatre ans de grade dans les troupes métropolitaines) et ceux qui en comptent moins. Mais ces derniers ont des emplois qui leur sont spécialement réservés et ne peuvent se trouver en compétition avec les premiers pour l'obtention d'un même emploi. Comme de juste ils ne pourront aspirer à des emplois aussi relevés, aussi bien rémunérés

(1) Le tableau F ne contient que des emplois des trois dernières catégories et le tableau G que des emplois des deux dernières catégories. Le tableau E comprend donc seul des emplois des quatre catégories.

que ceux des sous-officiers comptant dix ans de service ; mais la loi de 1905, en leur réservant des emplois, ne marque-t-elle pas un progrès énorme sur celle du 18 mars 1889 qui ne leur faisait aucun avantage après leur libération ?

En outre des conditions d'ancienneté, l'article 69 exige que les candidats aient obtenu, à raison de leur manière de servir, l'avis favorable du conseil de régiment et qu'ils soient comme autrefois pourvus d'un certificat d'aptitude professionnelle. L'avis favorable du conseil de régiment ! voilà une formalité que nous ne nous expliquons guère quand il s'agit d'un sous-officier. Nous supposerons toujours qu'un sous-officier mérite cet avis favorable, par cela même qu'on lui laisse porter ses galons.

Quant au certificat d'aptitude professionnelle, il est délivré par l'autorité militaire ou par la commission d'examen si le candidat a dû subir quelque épreuve. Il spécifie que le candidat possède les qualités requises pour occuper l'emploi qu'il sollicite.

Dans la commission de classement, dont la composition est fixée par l'article 70, l'élément militaire dominera désormais. Elle sera présidée par un militaire, général de division, et aura pour membres trois directeurs d'armes au Ministère de la guerre, un fonctionnaire du contrôle, un maître des requêtes au Conseil d'Etat (au lieu de deux), les délégués des ministères dont dépendent les emplois, enfin un secrétaire, fonctionnaire civil de la guerre qui est l'élément permanent de la commission. C'est la création de cet élément permanent qui a permis d'élargir sensiblement les pou-

voirs de la commission. Quant à la commission elle-même, elle se réunit quatre fois par an (1).

L'article 6 du décret prévoit aussi la nomination de commissions destinées à faire subir les épreuves nécessaires pour les emplois des trois premières catégories. Ces épreuves comportent toutes un examen oral. Les commissions comprendront chacune trois membres militaires désignés par l'autorité militaire et deux membres civils désignés par l'autorité civile ; on les désignera *commissions de garnisons* pour les emplois de la troisième catégorie, *commissions régionales* pour les emplois des deux premières catégories, *commissions centrales* pour ceux de la première catégorie (2). Ces dernières commissions se réunissent à Paris, au siège des administrations dont dépendent les emplois. Aucun examen n'est, à proprement parler, exigé des candidats aux emplois de la quatrième catégorie ; cependant le candidat doit savoir lire, écrire et compter, conditions auxquelles, c'est bien certain, aucun sous-officier ne manquera de satisfaire.

En poussant dans le détail l'étude de cette nouvelle organisation des examens on démontrerait quelle grande simplification elle apporte au régime antérieur. Cette

(1) Les dossiers des candidats sont adressés, chaque trimestre, à la suite des examens, au Ministre qui en saisit alors la commission de classement.

(2) Les commissions de garnison sont composées d'un officier supérieur et de deux officiers subalternes désignés par le général en chef et de deux membres civils désignés par le préfet. — Les commissions régionales sont présidées par un officier général ; leurs deux membres civils désignés par le préfet doivent appartenir autant que possible à l'administration dont dépend l'emploi sollicité. — Les commissions centrales sont présidées par un officier général. Leurs membres militaires sont nommés par le Ministre de la guerre, les membres civils par les Ministres dont dépendent les emplois sollicités.

simplification assure un meilleur fonctionnement des commissions d'examen sans rien enlever à ces examens de leur régularité et de leur justice.

L'article 72 (alin. 5) prescrit à la commission d'opérer le classement *par ordre de mérite et en tenant compte de la durée des services effectifs*. C'était inutile à dire. — L'article 72 ajoute que ces services ne peuvent pas être comptés pour plus de quinze années. Ceux qui restent sous les drapeaux au-delà de cette limite ne méritent pas par cela même une faveur spéciale ; leur pension proportionnelle, d'autre part, se trouve augmentée.

L'article 73 spécifie que les nominations doivent être faites dans l'ordre du classement adopté par la commission et transmises aux sous-officiers et administrations intéressées par la voie du *Bulletin officiel*. Il reproduit les précautions édictées par la loi de 1897 pour empêcher les ministres d'enfreindre ces prescriptions et de procéder à des nominations en dehors des règles (1). D'ailleurs, comme par le passé, les militaires régulièrement inscrits sur la liste peuvent porter devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux leurs réclamations contre les décisions des autorités qui auraient fait des nominations sans tenir compte de leur ordre de classement.

(1) Toutefois, la loi du 21 mars 1905 qui abroge la loi du 23 juillet 1897, ne déclare pas « nulle et entachée d'excès de pouvoir » toute nomination faite en violation des formes. Elle dispose seulement : « *Pour les emplois dont les militaires ne peuvent bénéficier que dans une certaine proportion, le libellé de la nomination doit faire ressortir qu'elle est conférée au titre militaire ou au titre civil suivant un tour régulièrement fixé.* » Et plus loin : « *Toute nomination non insérée au Journal Officiel est nulle et non avenue, sans que cette nullité puisse être opposée aux tiers.* »

Nous avons passé en revue les moyens de contrôle mis à la disposition des sous-officiers sous l'empire de la loi de 1889. Un des renseignements nécessaires cependant ne leur était fourni que d'une façon imparfaite : ils ne savaient que d'une manière très approximative, en consultant les tableaux d'emplois réservés, le nombre des vacances qui pouvaient, selon toute probabilité, se produire dans chacun de ces emplois. Cette incertitude leur causait aussi un grand préjudice lorsqu'il s'agissait pour eux de fixer leur choix sur un des emplois réservés. Parfois une vacance était comblée par un candidat civil *faute de candidat militaire* et, en lisant cette mention au *Journal officiel*, on accusait facilement l'autorité administrative d'avoir laissé ignorer cette vacance à l'autorité militaire. On signalait bien aux corps, tous les six mois, les emplois qui comportaient le plus de vacances, mais c'était insuffisant (1). L'article 72 a remédié à cet inconvénient d'une façon incomplète en disposant qu'un état de prévision des vacances pouvant se produire dans l'année serait notifié chaque année aux chefs de corps et porté à la connaissance des candidats. Il serait possible d'apporter plus de précision dans ces indications en les faisant connaître aux corps de troupe par la voie du *Bulletin officiel*, à toute époque de l'année, au fur et à mesure que les vacances se produiraient et que le Ministre en serait lui-même informé.

(1) L'article 23 de la loi du 18 mars 1889 portait que les divers départements ministériels transmettraient tous les six mois au Ministre de la guerre un « état de prévision faisant connaître les vacances qui pourraient se produire dans le semestre qui va commencer. » Il est probable que les sous-officiers pouvaient prendre connaissance de cet état au ministère de la guerre.

§

Un des progrès les plus marquants de la loi du 21 mars 1905 en ce qui concerne les rengagements, c'est l'augmentation du nombre des emplois réservés aux anciens militaires.

C'est aussitôt après leur libération du service militaire que les jeunes hommes cherchent à se créer une situation. Mais ceux qui ne passent sous les drapeaux que le temps strictement légal ont naturellement plus de temps que les autres pour se choisir un métier, pour l'apprendre, compléter leur instruction générale si c'est nécessaire, gravir les premiers échelons d'une hiérarchie. A ceux-là, l'Etat ne doit rien. Mais serait-il juste que ceux qui lui ont donné plusieurs années de leur existence et des années les plus productives au point de vue de l'avenir, fussent obligés, une fois libérés du service, sans aucune ressource pécuniaire, de passer par les mêmes tâtonnements, les mêmes difficultés de début et fussent dans la suite toujours en retard sur les autres ? N'est-il pas plus juste que l'Etat leur assure, à leur libération, une situation à peu près équivalente à celle qu'ils auraient eue s'ils avaient pu songer, quelques années plus tôt, à se créer une position ? Il importe donc que l'Etat puisse disposer d'un certain nombre d'emplois. La loi du 15 juillet 1889 avait édicté, dans cet ordre d'idées, une disposition qui méritait une certaine attention. Son article 84 disait : *A partir du 1^{er} novembre 1893, nul ne pourra être admis à exercer certains emplois salariés par l'Etat ou les départe-*

ments, si, n'ayant pas été déclaré impropre au service militaire, à l'appel de sa classe, il ne compte au moins cinq années de service actif dans les armées de terre ou de mer, dont deux comme officier, sous-officier, caporal ou brigadier. Un règlement d'administration publique, qui devra être promulgué un an au plus après la mise en vigueur de la présente loi, déterminera les emplois ainsi réservés, les conditions auxquelles les candidats devront satisfaire pour les obtenir, et le mode de recrutement de ces emplois en cas d'insuffisance de candidats remplissant les conditions voulues.

Mais la loi du 15 juillet 1889, par ailleurs (art. 21 et 22,) dispensait de deux années de service actif tous les soutiens de famille et tous les protecteurs présumés des orphelins, des veuves et des vieillards. Elle semblait donc exclure de certains emplois précisément ceux dont la situation de famille était intéressante. C'est peut-être la raison pour laquelle cet article de loi est resté lettre morte. Plus tard la commission de l'armée a émis le vœu qu'on n'admette à certains emplois publics (facteurs, cantonniers, gardes-forestiers, receveurs buralistes et autres) que des hommes ayant accompli un nombre déterminé d'années de service militaire, quatre années par exemple. Une semblable disposition aurait intéressé le recrutement de nos cadres inférieurs puisqu'elle aurait déterminé des rengagements et que le rengagé brigue les galons de sergent s'il ne s'en juge pas incapable. Mais ce n'était là qu'un vœu ; et il ne devait pas se réaliser avant la promulgation de la loi du 21 mars 1905.

Cette dernière loi aurait pu édicter une disposition analogue à cet article 84 de la loi du 18 mars 1889 et

une disposition plus formelle encore sans risquer d'être accusée de quelque incohérence. Elle ne l'a pas fait, explicitement du moins ; elle avait mieux à faire que de rééditer cette disposition mort-née. Sans s'en remettre à aucun règlement d'administration publique, elle a tout de suite inséré dans ses tableaux E. F. G. d'emplois réservés, les emplois que la loi du 15 juillet 1889 n'avaient réservés qu'en espérance et sans même les désigner. Et du même coup, elle a réalisé le vœu de la commission de l'armée en réservant en totalité aux anciens militaires les emplois publics inférieurs. Sans doute ces emplois figurent surtout au tableau G. ; mais certains sous-officiers pourront solliciter de ces emplois (1) et c'est pourquoi ils nous intéressent ; il nous semble même que ces sous-officiers devraient, à ancienneté de service égale, jouir d'un droit de priorité sur leurs compétiteurs non gradés.

La loi du 21 mars 1905, comme celle du 18 mars 1889 a cherché à augmenter le nombre et à varier la nature des emplois réservés en s'adressant aux entreprises privées. L'article 71 de la loi de 1905 n'est que la réédition revue et corrigée de l'article 29 de la loi de 1889 : *Aucune entreprise industrielle ou commerciale ne pourra, à l'avenir, obtenir un monopole ou une subvention de l'Etat, du département ou de la commune, qu'à la condition de réserver aux anciens militaires remplissant les conditions prévues à l'article 69, un certain nombre d'emplois à déterminer par le cahier*

(1) ... « Les militaires à qui sont ouverts les emplois du tableau E ont la faculté de concourir pour les emplois du tableau F et G ; ceux à qui sont ouverts les emplois du tableau F ont la faculté de concourir pour les emplois du tableau G... » (art. 72 de la loi du 21 mars 1905).

des charges (1). Mais tout en recourant à ces emplois, l'Etat doit d'abord attribuer aux sous-officiers tous ceux dont il dispose et qu'un sous-officier peut exercer. Nous ne croyons pas que la loi ait atteint ce résultat, mais son œuvre est perfectible. Elle le reconnaît elle-même en édictant son article 73 : ... *Le secrétaire de la commission est chargé, sous l'autorité du général président, de tous les renseignements et dossiers concernant les candidats, de l'examen des améliorations à apporter dans la collation des emplois, des mesures à prendre pour assurer l'application de la loi, enfin de l'étude des propositions à adresser au Ministre de la guerre en vue des modifications à introduire dans les tableaux E. F. G. par suite de créations ou de transformations d'emplois. Ces dernières modifications devront faire l'objet de règlements d'administration publique rendus sur la proposition du Ministre de la guerre.*

(1) Le texte voté par la Chambre était ainsi conçu : « ... remplissant les conditions prévues à l'article 69, tous les emplois qui ne nécessitent pas des connaissances spéciales et qui devront être déterminés par le cahier des charges ». « La commission, dit le rapporteur au Sénat, a supprimé l'addition faite par la Chambre des députés dans cet article elle a pensé que cette addition, prévue dans l'intérêt des anciens militaires, pourrait leur être préjudiciable, en donnant un moyen de les écarter des emplois qu'ils recherchent. »

CHAPITRE ANNEXE

LES SOUS-OFFICIERS DES ARMÉES ÉTRANGÈRES (1)

- A.* — Les sous-officiers de l'armée allemande. — Hiérarchie des cadres inférieurs. — Recrutement et avancement. — Solde et avantages pécuniaires. — Pensions et retraites. — Emplois civils. — Différence des résultats obtenus en France et en Allemagne.
- B.* — Le recrutement des sous-officiers de carrière en Italie.
- C.* — Le recrutement des sous-officiers de carrière en Russie.
- D.* — Le recrutement des sous-officiers de carrière en Autriche-Hongrie.

A

Il nous paraît intéressant de dire quelques mots sur la situation actuelle des sous-officiers allemands. L'armée allemande est de toutes les armées la plus comparable à la nôtre et nous nous sommes souvent inspirés de ce qui se faisait chez nos voisins d'outre Rhin pour modifier nos institutions militaires.

Depuis 1893, l'Allemagne a adopté le service de deux ans pour l'infanterie. Ce service a bien fonctionné grâce aux cadres inférieurs nombreux et stables que cette armée comporte. Le nombre des sous-officiers s'élevait à cette époque à 77.864. Il variait d'ailleurs chaque année et s'élève aujourd'hui à près de 85.000.

(1) Pour ce chapitre, nous avons surtout consulté la *Revue militaire des armées étrangères*.

En 1904, en renouvelant la loi de quinquennat, le gouvernement proposa au Reichstag le service de deux ans dans toutes les armes autres que la cavalerie et l'artillerie à cheval. Cette proposition aboutit à la loi promulguée le 15 avril 1905 et qui régit maintenant le service militaire en Allemagne.

Lors de la discussion de cette loi, le général von Eimem, Ministre de la guerre, faisait ressortir le surmenage qui en résulterait pour les cadres et la nécessité de retenir sous les drapeaux les sous-officiers capables : « Le vieux sous-officier disparaît dès qu'il a trouvé un « emploi civil et parmi les jeunes éléments, ce ne sont « pas toujours les meilleurs qui nous fournissent des « sous-officiers. Ils savent tous que notre développe- « ment industriel permet à tous les individus intelli- « gents et habiles de trouver aujourd'hui un travail « rémunérateur. » Mais ce dont se plaint le Ministre allemand c'est de la qualité des sous-officiers et non pas du nombre qui n'a jamais manqué. L'Allemagne a autant de sous-officiers rengagés qu'elle en désire. Mais avec le service de deux ans, le personnel officiers et sous-officiers s'était quelque peu surmené physiquement et moralement par suite des exigences de l'instruction. La situation d'officier elle-même était, depuis plusieurs années, moins recherchée. Le choix des sous-officiers s'exerçait, lui aussi, sur un moins grand nombre de candidats. Le gouvernement l'avait fait nettement ressortir dans la discussion du projet de loi et ce projet comportait des dispositions destinées à alléger le service des cadres et à embellir leur situation. Ce n'est qu'une loi récente du 31 mai 1906 qui a consacré la plupart des mesures proposées. Comme il s'agit d'une

comparaison, il nous sera nécessaire de parler aussi de l'état de choses ancien et de dispositions légales qui cependant viennent d'être abrogées.

§

Le chiffre des sous-officiers est actuellement en Allemagne de près de 90.000 dont 83.966 rengagés (1).

Ces sous-officiers ont diverses origines : ils se recrutent parmi les jeunes gens susceptibles de devenir officiers (föehnrich), parmi ceux qui sortent des écoles de sous-officiers, parmi les hommes de troupe qui se sont rengagés (Kapitulanten). Aucun soldat *du contingent* ne peut devenir sous-officier avant d'avoir accompli le temps légal du service actif. Les quelques sous-officiers qui ne sont pas rengagés (2) ont, en général, l'idée de le devenir.

(1) Pourquoi d'abord ce chiffre est-il si différent du chiffre des sous-officiers français, alors que les effectifs sont sensiblement les mêmes dans les deux armées ? C'est que la hiérarchie des grades inférieurs n'est pas la même en France qu'en Allemagne. L'emploi de sergent a bien son correspondant en Allemagne ; il est occupé par un *sergeant*. Quant au grade de caporal et brigadier, il n'existe pas en Allemagne ; les fonctions de caporal sont remplies par un sous-officier, *unteroffizier*.

Le nombre des gradés est par unité (compagnie, escadron, batterie), sensiblement le même dans les deux pays ; les Allemands ont donc par unité 14 à 17 sous-officiers au lieu des 6 ou 7 sous-officiers et 8 ou 9 caporaux que nous avons en France. Les unteroffiziere ont cependant réellement la situation de sous-officiers et ne sont pas, au point de vue de leur situation, assimilables à nos caporaux. Dans chaque unité se trouvent aussi 2 anciens soldats rengagés et 9 à 10 gefreite (exempts de corvée), intermédiaires entre nos caporaux et soldats de première classe qui remplissent les fonctions d'instructeurs et sont presque tous rengagés.

(2) Par exemple peuvent être nommés unteroffiziere, en surrombre, après neuf mois de service, les engagés volontaires qui se sont distingués par

Un certain nombre de sous-officiers provient donc des écoles de sous-officiers. Elles sont nombreuses ; il y a même des écoles préparatoires aux écoles de sous-officiers, au nombre de sept. Les jeunes gens s'y présentent à 14 ans et demi et y restent deux ans. Ces écoles ne sont pas l'analogue de nos écoles d'enfants de troupe dont le but n'est pas de préparer uniquement à la vie militaire. Le projet de budget de 1906 prévoit l'augmentation du nombre des admissions dans ces écoles préparatoires. Quant aux écoles de sous-officiers, au nombre de neuf, elles reçoivent des jeunes gens de 17 à 20 ans ; ils y entrent après un examen facile, y restent trois ans et s'engagent à servir au moins quatre ans après leur sortie de l'établissement.

Le plus grand nombre des sous-officiers ne provient cependant pas de ces écoles, mais de la troupe, par voie de rengagement ; ceux qui proviennent du contingent sont généralement préférés à ceux sortant des écoles ; ils ont plus l'expérience de la troupe et de la vie. Le rengagement de tous les militaires, quels que soient leur grade et la durée de leur service, n'est jamais contracté que pour un an. Tout militaire, lors de son premier rengagement, touche une prime de 100 marks (1). Après un an de service, tout bon soldat peut être nommé *gefreite* ; puis s'il se rengage à la fin de son service, il est généralement nommé *unteroffizier* en sur-

leur zèle et leur instruction militaire ; les *Fahnenjunker* (aspirants officiers) ; les meilleurs des élèves sous-officiers peuvent être aussi nommés *unteroffiziere* en surnombre dans les six mois qui précèdent leur sortie de l'école.

(1) Précaution curieuse, l'acte de rengagement n'est définitif que trois mois après sa signature ; pendant cette période dite d'épreuve, l'acte peut être rompu.

nombre et est titularisé dans ce grade dès qu'il se produit une vacance dans son unité.

Toute unité renferme dans ses cadres et comptant au nombre des sous-officiers un *föhrich* ou candidat officier ; sa présence parmi les sous-officiers n'est pas faite pour diminuer le prestige et la valeur morale des cadres inférieurs. Pourtant seul le *föhrich* peut devenir officier et les autres sous-officiers savent qu'ils ne le deviendront jamais ; ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel, comme récompense d'une action d'éclat devant l'ennemi, que le sous-officier peut recevoir l'épaulette. L'exclusivisme des Allemands a l'avantage de limiter l'ambition du sous-officier, le détourne de jamais comparer sa situation avec celle de l'officier, le rend content de son sort ; les deux carrières d'officier et de sous-officier sont absolument distinctes en Allemagne. La mesure édictée en France par le décret du 18 juin 1904 est plus démocratique.

Les nominations aux différents grades sont faites par le chef de corps ; cependant les *feldwebel* (sergents-majors) ou *wachtmeister* (maréchaux des logis chefs), les sous-officiers les plus élevés en grade, sont nommés par les généraux de brigade. Le grade de sergent peut être obtenu après cinq ans et demi de service, celui de *vizefeldwebel* (sergent-fourrier), après neuf ans de service (1). Ces dernières nominations se font toujours à l'ancienneté. Le chef de corps décide s'il y a lieu de

(1) Il existe quatre catégories de *vizefeldwebel* : 1° comptant dans les cadres ; 2° en sus des effectifs budgétaires destinés à remplacer les officiers manquant ; 3° en surnombre ; 4° nommé après neuf ans de service. Cette dernière catégorie créée par une disposition du budget de 1906, pour améliorer la situation des sous-officiers, ne peut avoir qu'un représentant dans chaque unité.

passer le tour d'un sujet indigne ou insuffisamment apte ; dans ce cas, il nomme le suivant d'après l'ancienneté. Les nominations aux grades de vizefeldwebel (1) et feldwebel ont lieu exclusivement au choix. Il peut être nommé des unteroffiziere, sergenteuten, vizefeldwebel, en surnombre, mais ils n'ont droit aux allocations de leur grade que du jour de leur nomination à un emploi de ce grade. Ces règles relatives à l'avancement ont eu leur effet à partir du 1^{er} octobre 1906.

§

Les sous-officiers touchent une solde variable suivant leur emploi. Les vivres leur sont donnés gratuitement en nature ou leur sont alloués sous forme d'indemnités. A tout considérer, la situation du sergent et de l'unteroffizier paraît inférieure à celle de nos sergents rengagés, mais supérieure à celle de nos caporaux rengagés. Toutefois la situation du sergent-major paraît être quelque peu inférieure à celle de son correspondant, le feldwebel, qui remplit d'ailleurs quelques-unes des fonctions attribuées à nos adjudants.

A partir du 1^{er} octobre 1906 tous les sous-officiers ont bénéficié d'une légère augmentation de solde (2) ; tous

(1) Sauf pour la catégorie des vizefeldwebel nommés après neuf ans de service.

(2) L'interoffizier

non rengagé recevait 18 fr. 25 par mois dans l'infanterie.

L'interoffizier	—	—	31 fr. 90	—
Le sergent	—	—	31 — 90	—
Le vice-feldwebel	—	56	— 20	—
Le feldwebel	—	75	— 00	—

Il faut noter que la solde du simple soldat rengagé est supérieure à

les unteroffiziere ayant cinq ans et demi de service touchent la solde de sergent, tous les sergenten qui ont accompli neuf ans de service touchent la solde de vizefeldwebel alors même qu'ils n'en ont pas le grade, faute d'emplois vacants. Auparavant on ne touchait les soldes attribuées à ces grades de sergent et vizefeldwebel, qu'après avoir été promu à ces nouveaux grades, ce qui retardait l'augmentation de solde et mettait l'autorité, soucieuse de ne pas trop retarder cette augmentation de solde, dans l'obligation de congédier prématurément des sous-officiers expérimentés encore aptes au service (1).

celle de l'unteroffizier non rengagé. La solde des hommes de troupe invariable dans chaque grade, quelle que soit l'ancienneté de service du rengagé, ne subit aucune retenue pour la nourriture, les vivres étant perçus gratuitement ou remboursés par une indemnité spéciale. Cette solde constitue donc l'argent de poche du sous-officier. Aussi est-il délicat de faire une comparaison entre les ressources pécuniaires des sous-officiers allemands et français.

(1) Quelques détails sont nécessaires pour compléter ce parallèle entre les sous-officiers allemands et français :

Les sergenten ont droit à une chambre pour deux ; l'interoffizier, au contraire, comme le gefreite, couche avec les hommes dont il est séparé par une sorte de paravent ou d'alcôve. « Ces dispositifs de fortune, dit le « projet de budget de 1906..., ne réalisent que d'une manière très incomplète l'isolement cherché. La cohabitation des sous-officiers et des « hommes ... a, dans tous les cas, une fâcheuse influence sur la discipline. »

Il y a dans chaque caserne, pour les sous-officiers, un casino comprenant vestiaire, lavabos, salle à manger, salle de lecture et salle de jeux. Les sous-officiers administrent eux-mêmes ce casino, sous la direction d'un chef de bataillon ou d'un capitaine.

Les permissions accordées aux sous-officiers leur sont toujours délivrées avec solde entière, mais ils n'ont pas, pour les voyages en chemin de fer, une réduction aussi forte que les militaires français.

Le rengagé français n'a rien à envier non plus au rengagé allemand sous le rapport de l'habillement. En Allemagne, les sous-officiers sont habillés avec les mêmes effets que les simples soldats ; on se contente de les leur renouveler plus souvent. Les tenues de ville ne peuvent être por-

§

Les sous-officiers allemands peuvent rester au service sans limite d'âge.

tées qu'avec une autorisation spéciale et sont alors payées par les sous-officiers eux-mêmes.

Les sous-officiers ne peuvent se marier qu'à partir du grade de sergent, avec l'autorisation du chef de corps qui apprécie si la fiancée et sa famille présentent les garanties voulues d'honorabilité ; à titre de fonds d'épargne et de réserve, ils doivent alors verser 375 francs dans la caisse du corps.

Il y a fort peu de temps qu'on se montre en Allemagne assez favorable au mariage des sous-officiers. Tous les efforts tendaient plutôt à faire des sous-officiers un corps à part, de mœurs essentiellement militaires, vivant le plus possible au quartier. Aussi beaucoup d'entre eux quittaient le service pour se marier. La législation a dû être adoucie pour parer à cet inconvénient. Elle a notamment cherché à pourvoir au logement du sous-officier marié. D'après les dispositions actuellement en vigueur, toutes les unités doivent posséder, en plus du logement affecté au feldwebel, deux logements de sous-officier marié, composés chacun de deux pièces et d'une cuisine. Un sixième de ces logements peut être doté d'une pièce supplémentaire pour les nombreuses familles.

Les sous-officiers mariés et logeant en ville ont droit à une indemnité de logement variant de 135 à 478 francs suivant le grade. En cas de changement de résidence, ils ont droit à une indemnité de déménagement.

Enfin une loi du 31 mai 1906 a cherché à améliorer quelque peu le sort des veuves et orphelins de militaires.

Les sous-officiers peuvent faire instruire gratuitement leur enfants dans les écoles de leur garnison, mais ces enfants n'y sont pas internés. En effet il leur est alloué, pour l'instruction des enfants jusqu'à l'âge de 14 ou 15 ans, des secours égaux au montant du prix de la pension (école primaire) et il leur est accordé en outre des subventions pour l'entretien de ces enfants sans aucune justification d'indigence. Il existe toute une organisation permettant à l'autorité militaire de veiller à l'exécution de ces dispositions qui ont été édictées par une instruction ministérielle du 16 janvier 1906.

Les soins médicaux sont donnés aux sous-officiers mariés dans les mêmes conditions qu'en France et on leur assure au besoin le concours de gardes-malades. Si le rengagé est soigné à l'hôpital, il ne touche plus qu'une solde journalière fort légère ; mais, dans ce cas, sa famille a droit à une indemnité.

Ce n'est qu'à dix-huit ans de service que les sous-officiers ont droit à une retraite proportionnelle. Le total des années de service peut comprendre des années de majoration (campagnes), mais la durée réelle des services doit être d'au moins douze ans. Cette pension n'était naguère que de 180 francs par an pour un sergent, inférieure par conséquent à une gratification renouvelable en France ; à trente ans de service, elle n'était encore que de 360 francs (1). Un bon tiers des sous-officiers quittait le service avant d'avoir des droits à cette pension de 180 francs. A douze ans de service, en effet, ils peuvent obtenir un emploi civil. De nombreux emplois inférieurs leur sont réservés dans les administrations et leur sont accordés à la suite d'examens. En outre tous les rengagés, à douze ans de service, reçoivent une *dienstpræmie* ou prime de service de 1.000 marks. C'est un denier de départ pour tous ceux qui réclament à ce moment le certificat d'aptitude à un emploi civil et qui n'est payé qu'au sous-officier quittant les drapeaux.

La législation relative à ces pensions vient d'être remaniée dans un sens très favorable aux sous-officiers par une loi du 31 mai 1906.

Les pensions de retraite varient avec le grade, l'ancienneté, l'état de santé. En cas de complète incapacité de travail, le taux des pensions est de : 1.125 francs

(1) Les pensions étaient réparties en cinq classes : la pension de première classe était allouée au sous-officier comptant trente-six ans de service ; la deuxième classe était allouée après trente ans de service ; la troisième, après vingt-quatre ans ; la quatrième, après dix-huit ans ; la cinquième, à certains militaires n'ayant pas dix-huit années de service, mais ayant contracté des infirmités au service. Ces pensions étaient toutes très inférieures à ce qu'elles sont en France.

pour les feldwebel, 900 francs pour les sergents, 726 francs pour les unteroffiziere, 675 francs pour les soldats. En cas d'incapacité partielle, on multiplie le taux de la pension complète par la fraction qui exprime la diminution de la capacité du travail. — Dans le cas d'incapacité imputable au service, tous les hommes de troupe ont droit à une pension, pourvu que la capacité de travail ait subi une diminution évaluée à au moins 10 p. 100. Cette pension cesse d'être payée lorsque la situation du titulaire s'est améliorée. Les rengagés ayant au moins huit ans de service y ont droit, dans les mêmes conditions, alors même que leur altération de santé n'est pas imputable au service (1). C'est le correspondant de notre solde de réforme instituée pour les sous-officiers par la loi du 21 mars 1905. A côté de ces pensions, il est prévu des indemnités pour perte d'un membre, pour infirmités provenant du service de guerre, pour invalides âgés de plus de 55 ans, etc.

Quant au rengagé qui quitte régulièrement les drapeaux après dix-huit ans de service, il touche une pension qui représente les 50/100 de la pension complète. Cette pension s'accroît, pour chaque année dépassant dix-huit ans de service, des 3/100 de la pension complète.

§

Les emplois réservés aux sous-officiers allemands sont très nombreux. Il existe d'abord, dans l'armée

(1) Il est prévu des secours temporaires pour les sous-officiers réformés sans avoir droit à une pension.

allemande même, toute une catégorie d'employés qui sont recrutés parmi d'anciens sous-officiers : Ce sont les trésoriers dans les corps de troupe, gardes d'artillerie, adjoints du génie, ouvriers d'Etat, officiers d'administration, archivistes, employés des services de l'intendance, du service permanent d'une place de guerre, des dépôts de remonte, des magasins de l'armée. — C'est encore aux anciens militaires que reviennent de droit, à la suite d'examens, tous les emplois inférieurs des administrations des postes, des télégraphes, des chemins de fer, des banques, forêts, bâtimens impériaux, salins de l'Etat, ministères, douanes, contributions, prisons, police communale, etc. Les meilleurs de tous ces emplois constituent le lot des sous-officiers.

A son départ du régiment, le rengagé qui compte douze années de service (années de majoration non comprises) reçoit un certificat constatant son droit à un emploi civil, s'il remplit d'ailleurs les conditions d'aptitude et de moralité voulues (1). Il recherche à partir de ce moment l'emploi qui lui convient. Sauf quelques fonctions des postes, des télégraphes et du ministère de la guerre, les emplois qui lui sont offerts sont bien supérieurs comme traitement à ceux que peuvent obtenir les sous-officiers français. Les emplois militaires en particulier sont fort bien rétribués. Il est vrai que les titulaires de tous ces emplois ne touchent pas de pension ou touchent une pension, insigni-

(1) Les sous-officiers ne comptant pas douze années de service n'ont droit à ce certificat que s'ils sont obligés de quitter l'armée pour raison de santé.

fiant encore aujourd'hui, s'ils ont accompli dix-huit années de service.

Mais même en Allemagne il était difficile de satisfaire à toutes les demandes d'emploi, et c'est ce qui explique les nouvelles dispositions de la loi du 31 mai 1906. Aux termes de cette loi, les rengagés comptant douze ans de service ont le choix, pendant les quatre années qui suivent leur libération, entre le certificat donnant droit à un emploi civil ou une indemnité mensuelle de 15 francs. — Cette indemnité est toujours payée à ceux qui n'ont pas obtenu le certificat à cause de leur inaptitude. — Au lieu du certificat ou de l'indemnité mensuelle, ces rengagés pourront recevoir une somme de 1.875 francs une fois payée, s'ils justifient de l'emploi qu'ils en comptent faire. Cette somme sera d'ailleurs remboursée si celui qui en a bénéficié vient à obtenir un emploi dans les services publics.

La loi du 31 mai 1906 dispose encore que les militaires retraités après dix-huit ans de services peuvent cumuler leur pension et leur traitement civil jusqu'à concurrence de 2.500 francs. Il en serait de même pour la nouvelle pension qu'ils pourraient obtenir en raison de leurs services civils (1).

A part quelques emplois inférieurs, les emplois civils accordés après examen comportent en Allemagne une certaine période d'épreuve de trois mois, six mois ou un an (2). Après cette période, le candidat subit un

(1) Ceux qui sont titulaires d'une pension accordée avant dix-huit ans de service et sont en même temps pourvus d'un emploi civil, n'ont droit qu'à la partie de leur pension comprise entre les vingt et un centièmes et les soixante centièmes de la pension complète.

(2) Pendant ce temps, les sous-officiers perdent nécessairement leurs droits à la solde. Mais ils perçoivent une allocation mensuelle de l'admi-

second examen qui, celui-là, est définitif. En cas d'échec, il se voit attribuer aussitôt un emploi inférieur à celui qu'il postulait ; en effet, l'obtention d'un emploi n'est pas considérée comme une faveur mais comme un droit qu'il faut satisfaire sans retard. Il pourra plus tard affronter de nouveau l'examen qu'il n'a pu subir avec succès.

La centralisation absolue qui existe en France pour l'attribution des emplois civils n'est pas de règle en Allemagne. Le candidat doit, pour la plupart des emplois, s'adresser directement à l'administration dont ces emplois relèvent. Cette manière de procéder ne présente qu'un avantage sur la nôtre, c'est de simplifier la procédure et d'abréger le temps qui doit nécessairement s'écouler entre la demande et l'obtention de l'emploi. Au reste la liste des emplois conférés aux candidats militaires est publiée périodiquement et la régularité de l'attribution de ces emplois est constamment contrôlée par la Cour des comptes.

Le sous-officier est guidé dans son choix par une « liste officielle des vacances » qui paraît chaque semaine, est envoyée gratuitement dans chaque corps de troupe et à laquelle il peut s'abonner pour quelques sous, puis par l'*Unteroffizier Zeitung*, organe des sous-officiers, qui a un caractère semi-officiel.

§

En somme on peut conclure de cet exposé rapide que

nistration qui les occupe, complétée jusqu'à concurrence d'une certaine somme variant suivant leur grade, par une indemnité allouée par l'Etat.

la situation du sous-officier allemand, malgré les améliorations toutes récentes de la loi du 31 mai 1906, n'est pas supérieure à celle du sous-officier français. Mais l'importante question des emplois civils est beaucoup mieux traitée chez les Allemands que chez nous ; leurs sous-officiers ont, relativement à ces emplois, une certitude que n'ont pas encore les nôtres, parce que les emplois qui leur sont offerts sont beaucoup plus nombreux et leur paraissent tous acceptables, avantage qui suffirait à expliquer le penchant des jeunes Allemands pour la carrière de sous-officier. Cette carrière n'est pourtant pas entourée d'autant de garanties qu'en France puisque la question du rengagement du sous-officier se pose à nouveau chaque année ; malheur à celui dont le zèle paraîtrait se ralentir ! On a dit que l'inexistence du grade de caporal en Allemagne facilitait beaucoup le recrutement des sous-officiers. Ce stage du caporal, pénible, sans grande compensation, ne serait pas fait pour développer le goût de la vie militaire (1). Les soldats allemands auxquels ce stage n'est pas imposé rechercheraient plus avidement le grade de sous-officier et perdraient moins facilement le goût du métier.

Mais ce qui explique l'abondance des rengagés en Allemagne, ce sont surtout des considérations d'ordre

(1) « En fait, le grade de caporal est sans prestige dans notre armée ; il complique le service ; il compromet la discipline plus qu'il ne la sert ; » en outre, et surtout, c'est l'épouvantail qui éloigne bon nombre de jeunes gens de la recherche de galons qu'ils seraient très aptes à porter, « qui leur fait préférer la vie tranquille du soldat dans le rang à l'honneur d'une distinction aussi périlleuse.

« Il faut supprimer purement et simplement ce grade inutile et nuisible. Cette mesure radicale n'aurait que des avantages... » (Lieutenant-colonel DE BROGLIE. *Comment rendre acceptable le service de deux ans*. *Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1904.)

moral. Le fait seul d'être sous-officier constitue pour le sujet allemand une source de satisfactions. Il s'enorgueillit de sa situation, car il sait accomplir un devoir sacré, contribuer à la puissance et à la prospérité de son pays. Tout le prépare à cette manière d'envisager la carrière militaire : la mentalité nationale (1), l'enseignement du maître d'école, le recrutement régional, le penchant de la race pour le fonctionnarisme, l'amour de l'uniforme, le goût de l'ordre... Le sous-officier allemand, par le seul fait qu'il est sous-officier, a droit à l'estime publique, et c'est encore une des raisons qui font rechercher sa situation.

A ces considérations d'ordre moral, il faut joindre des considérations d'ordre économique : en Allemagne le goût du bien-être n'est pas aussi répandu qu'en France dans les classes peu aisées ; l'ouvrier et l'employé savent se contenter d'un salaire qui, chez nous, serait jugé insuffisant. Dans ces conditions la carrière se présente au sous-officier sous de meilleurs auspices qu'en France et la quasi-certitude d'obtenir, à la fin du service, un emploi civil a sur lui une influence décisive.

Enfin l'Allemagne ayant une population beaucoup plus nombreuse que la France (56.000.000 habitants au lieu de 38.000.000 habitants), il en résulte pour elle une plus grande facilité pour recruter ses cadres inférieurs, facilité d'autant plus grande que l'enseignement public y est mieux organisé, plus sévèrement contrôlé et que

(1) « Ce sous-officier rengagé est un fruit qui vient tout seul sur les « basses tiges de l'arbre féodal ; c'est un produit naturel d'une société « fortement hiérarchisée. » (Capitaine GILBERT. *Nouvelle Revue*, 15 nov. 1887.)

leurs contingents sont, moyennement, plus instruits que les nôtres.

§

L'effectif prévu par le projet de budget de 1906 était pour les sous-officiers de 83.966 ; il présentait une augmentation de 2.582 sous-officiers par rapport à l'année 1905. Cette augmentation d'effectif nécessitera des dépenses auxquelles les Allemands sont résolus ; la loi de finances du 31 mai 1906 a porté le budget de la guerre de l'empire allemand à 928.134.851 francs, augmentant de 46.574.943 francs les dépenses prévues par la loi de finances du 1^{er} avril 1905. Une certaine partie de ces nouvelles dépenses est nécessitée par l'accroissement du nombre des sous-officiers. A cette même date, 31 mai 1906, paraissait une nouvelle loi améliorant sensiblement la situation des sous-officiers, comme nous l'avons vu, et dont la haute portée a été universellement reconnue dans les milieux militaires. Elle semble devoir provoquer une grande abondance de candidatures au grade de sous-officier, abondance indispensable si l'on veut produire une amélioration sociale et morale du corps des sous-officiers.

B

En Allemagne, la législation concernant les sous-officiers n'est pas plus qu'en France condensée dans une loi unique et spéciale. L'Italie possède au contraire une loi sur l'état des sous-officiers que nous croyons devoir

mentionner. La loi actuelle est celle du 25 mai 1905. Elle a remplacé celle du 3 juillet 1902 qui avait elle-même remplacé celle du 8 juillet 1883. L'historique de cette législation est fertile en enseignements.

La législature antérieure à celle de 1883 n'avait pas donné de bons résultats, parce que les avantages accordés aux rengagés n'avaient guère que des effets temporaires et cessaient pour la plupart au moment de la libération du service actif. Le rengagé n'était nullement certain que, même en servant bien, il serait à l'abri des besoins pour le reste de ses jours. Il fallait au moins créer une carrière de sous-officiers.

La loi du 8 juillet 1883, sur l'état des sous-officiers, réduisait de huit à cinq ans le temps de service imposé au sous-officier. (Il est à noter en effet que les sous-officiers de l'armée italienne devaient, s'ils voulaient obtenir ce grade, s'engager à servir beaucoup plus longtemps que les hommes du contingent (1).) La loi de 1883 autorisait le sous-officier à se rengager ensuite jusqu'à ce qu'il comptât vingt ans de service. A douze ans de service, il avait droit à un emploi civil comportant un traitement minimum de 900 francs et à une indemnité de 2.000 francs. A 20 ans de service il avait droit à une pension de retraite. Le sous-officier promu sous-lieutenant ou réformé pour cause de santé avant douze ans de service recevait toutefois une indemnité. La loi donnait en outre au sous-officier relativement à la cassation, au mariage, à l'avancement, au bien-être, des garanties analogues à celles que notre législation assure actuellement au sous-officier français.

(1) Ceux-ci servent trois ans.

Mais le législateur italien avait promis relativement aux emplois civils plus qu'il ne pouvait tenir. En 1894, en dépit de toutes les modifications apportées à la loi, 1.314 sous-officiers attendaient l'emploi auquel ils avaient droit. Le 1^{er} juillet 1900, ce chiffre atteignait 2.207. Et comme, aux termes de la loi, ces sous-officiers pouvaient attendre sous les drapeaux l'emploi promis, on avait abouti, après dix-huit ans d'efforts, à encombrer l'armée de rengagés vieilliss et mécontents et à imposer au budget des charges exagérées.

Le désordre était si grave qu'on ne pouvait y remédier immédiatement et qu'on devait d'abord se borner à l'enrayer. Il fallait, par des éliminations successives, diminuer le nombre des rengagés atteignant leur douzième année de service. — Une première élimination consistait à ne pas rengager le sous-officier qui avait terminé son temps de service actif; mais pour être juste, il fallait que ce temps de service actif fût réduit à trois ans comme celui de tout le contingent. En effet, lorsque le sous-officier avait passé sous les drapeaux deux années supplémentaires, l'autorité militaire ne se sentait pas le courage de repousser sa demande de rengagement. — Une deuxième élimination pouvait s'obtenir en favorisant le départ du sous-officier après huit ans de service. On lui accordera, à partir de huit ans de service, une part de l'indemnité à laquelle il aurait eu droit à douze ans de service. Beaucoup de sous-officiers ayant cette ancienneté de huit ans quitteront les drapeaux parce qu'ils ne craindront plus de perdre totalement le bénéfice de l'ancienneté déjà acquise. — Un troisième expédient consistera à fixer, par corps de troupe, le chiffre maximum des rengage-

ments avec hautes payes.— Enfin, on n'accordera d'emplois civils qu'aux sous-officiers qui, en raison de leur inaptitude ou par suite de manque de vacances, ne pourront plus être maintenus sous les drapeaux. La loi ne doit pas obliger les rengagés à abandonner l'armée, à un âge où ils peuvent encore rendre des services, pour chercher dans un débouché latéral la garantie de leur existence. Au lieu d'emploi, elle leur offrira une carrière de 25 années et une retraite au terme de cette carrière.

Le rapporteur de la nouvelle loi, qui devait porter la date du 3 juillet 1902, n'espérait pas voir s'établir avant un délai de deux ou trois ans le fonctionnement régulier de cette loi. Il proposait donc des mesures transitoires pour liquider la situation présente et se débarrasser de tous les vieux sous-officiers en expectative d'emploi. Ce déblaiement terminé, l'armée italienne aurait un corps de sous-officiers composé de deux éléments, l'un jeune et périodiquement renouvelable, l'autre beaucoup plus stable auquel seraient dévolus les emplois qui exigent le plus d'expérience. On devait respecter les droits acquis ; mais tout sous-officier ayant au moins douze ans de service qui se déclarait candidat à un emploi civil devait être renvoyé dans ses foyers (1). Toutefois, par mesure transitoire, les sous-officiers qui, au moment de la mise en vigueur de la loi, attendaient sous les drapeaux l'emploi auquel ils avaient droit, pourraient être maintenus dans les corps

(1) Les sous-officiers en expectative seront invités à choisir, dans un délai de trois mois, entre les deux partis suivants : ou rester au service en renonçant à l'emploi attendu ou persister dans la demande d'emploi.

de troupe pendant deux années encore. Mais faute d'emplois à leur attribuer, les sous-officiers en attente étaient encore au nombre de 1.452 au mois d'avril 1904, au terme de la période transitoire. Ce résultat n'était pas fait pour donner confiance aux derniers candidats inscrits déjà mécontents du changement survenu dans la législation. D'où irritation chez tous les candidats et notamment chez ceux qui attendaient leur emploi dans leurs foyers et avaient épuisé leurs dernières ressources. Cette irritation se traduisit même, lors des élections générales de 1904, par une proclamation signée d'un groupe de sous-officiers attendant en congé leur emploi. Ils s'adressaient au parti de l'opposition pour obtenir justice.

§

Il fallut donc aviser. On songea à adoucir le sort des candidats en attente d'emploi ; puis on s'efforça d'améliorer la situation des sous-officiers afin de rendre si possible la carrière militaire préférable à l'emploi civil qui serait offert à tout sous-officier après douze ans de service. Par suite on en est revenu aux errements de la loi de 1883 : Les candidats pourront attendre sous les drapeaux leur nomination au poste demandé. Mais pour éviter le relâchement d'un sous-officier maintenu au régiment dans de telles conditions, il est stipulé qu'il ne pourra contracter que des rengagements d'une année. Ce maintien sous les drapeaux est une faveur et si l'on a lieu de se plaindre de ce sous-officier, on

pourra toujours ne pas revenouler son rengagement. De plus, comme le métier militaire n'est plus pour lui qu'un pis aller, il ne pourra plus avoir d'avancement ni d'augmentation de solde.

Ces dispositions pouvaient apporter du soulagement aux intéressés, mais ne remédiaient pas à la difficulté de les pourvoir d'emplois puisqu'elles ne supprimaient guère les causes de l'encombrement. Tout sous-officier qui, à douze ans de service, se déciderait à poursuivre la carrière, perdrait bien tout droit ultérieur à un emploi civil. Mais ils seraient presque aussi nombreux que sous la loi de 1883 ceux qui, après douze ans de service, aimeraient mieux postuler un emploi civil que rester dans la carrière. La chambre italienne pensa qu'il suffirait d'exercer un contrôle plus vigilant sur la manière dont les emplois réservés étaient affectés aux anciens sous-officiers, car tout le mal provenait de ce que les administrations de l'Etat ne tenaient pas suffisamment compte des engagements qu'elles avaient pris au sujet des sous-officiers. Elle vota le dispositif suivant : « Afin
« d'assurer aux sous-officiers la concession effective des
« emplois qui leur sont réservés par la législation en
« vigueur, tous les ministères devront transmettre le
« premier de chaque mois au Ministre de la guerre la
« liste des emplois de cette catégorie devenus vacants
« dans leur département respectif. La même communi-
« cation sera faite à la cour des comptes, afin qu'elle
« s'assure de l'exacte observation des lois elles-mêmes. »

Quant aux améliorations relatives à la carrière du sous-officier, les unes, qui élevaient la limite d'âge (42 ans) à 47 ans, la limite de service (25 ans) à 30 ans, intéressaient tous les sous-officiers, d'autres plus spé-

ciales ne visaient qu'une catégorie restreinte de sous-officiers.

Une autre loi également promulguée le 25 mai 1905 se proposait, par la création d'emplois civils ressortissant au Ministère de la guerre, d'ouvrir un débouché aux nombreux candidats attendant un emploi sous les drapeaux et arrêtant l'avancement des cadres inférieurs. Elle édictait en outre quelques mesures transitoires qui devaient rassurer les sous-officiers en expectative. Le Ministre espérait les satisfaire tous dans un délai de deux ans et demi.

Il est intéressant toutefois de constater combien le Sénat, tout en votant ces dispositions, était peu partisan de la législation relative au recrutement des sous-officiers qu'il instituait ou plutôt qu'il cherchait à perfectionner. Il termina la discussion de ces deux lois de 1905 par le vote de l'ordre du jour suivant : « Le « Sénat... compte qu'en préparant une nouvelle loi « sur l'Etat des sous-officiers, on veillera à ce que « ceux-ci trouvent dans les différents organes de l'armée et de l'administration militaire elle-même des « conditions de carrière suffisantes pour attirer un « nombre convenable de bons éléments, sans qu'il soit « nécessaire d'y ajouter le droit à des emplois étrangers au département de la guerre. »

Ainsi, en 1902, on a modifié la législation parce que les cadres étaient encombrés de rengagés vieillissants et mécontents ; en 1905, on revient, à peu de chose près, à la législation de 1883 parce que les anciens rengagés éliminés de l'armée et sans avoir encore obtenu d'emploi étaient encore plus mécontents puisqu'ils se trouvaient dans une situation précaire. On peut dès lors se

demander si les inconvénients éprouvés sous la loi de 1883 ne vont pas se reproduire sous la loi de 1905.

Pour sortir de ce cercle vicieux il faudrait sans doute établir le système du recrutement des sous-officiers sur des bases entièrement nouvelles. Le législateur italien a pensé qu'il lui suffirait de retoucher légèrement l'ancienne législation de 1883 pour qu'elle puisse donner aujourd'hui des résultats satisfaisants. On ne tardera guère à savoir s'il s'est trompé ou non (1).

C

La situation des sous-officiers rengagés en Russie n'offre pas pour cette étude le même intérêt parce que les Russes ont, relativement aux rengagés, une orga-

(1) Le législateur italien n'a pas longtemps expérimenté les effets de la nouvelle loi. En effet, au moment de livrer ce travail à l'impression, nous lisons dans le dernier numéro paru de la *Revue des armées étrangères* (décembre 1906) : « Une loi, promulguée le 19 juillet 1906, a apporté à la hiérarchie et l'état des sous-officiers des modifications très profondes qui n'entreront en vigueur qu'à la date du 1^{er} janvier 1907.... »

« Le rengagement est supprimé, sauf pour les carabiniers royaux et les titulaires de certains emplois spéciaux (musiciens, armuriers, etc.) ; le sous-officier, une fois nommé, a devant lui une véritable carrière, ayant comme couronnement la mise à la retraite avec pension, et ne peut quitter le service actif que sur sa demande ou en exécution de décrets ministériels, pris conformément à des règlements précis.

« La solde du sous-officier est progressive.

« Le sergent-major, à douze ans de service, peut renoncer à la carrière militaire et a alors droit à un emploi civil dont il est autorisé à attendre la concession sous les drapeaux ; le même droit appartient au maréchal (grade assimilable à celui d'adjudant mais qui sera désormais conféré par le commandant de corps d'armée) ayant au moins douze ans de grade, obligé de quitter le service pour tout autre motif que par mesure disciplinaire. »

nisation qui s'écarte notablement de la nôtre et que ceux-ci se trouvent dans des conditions sociales dont nous ne pouvons nous faire une idée absolument exacte.

En Russie, la situation des rengagés a été réglée en dernier lieu par une loi de décembre 1905 qui y apporte des améliorations et dont voici les grandes lignes : Il y a en temps de paix trois sous-officiers rengagés par unité (compagnie, escadron, sotnia, batterie). L'un d'eux remplira les fonctions de feldwebel, les deux autres, les fonctions de deux sous-officiers de section. Ces sous-officiers servent d'abord un an comme rengagés, puis suivent des cours spéciaux organisés dans chaque corps de troupe, passent des examens théoriques et pratiques. Ceux qui ne sont pas reçus sont renvoyés dans leurs foyers. Quant aux admis, ils sont proposés pour le grade de sous-enseigne et ont la faculté de rentrer dans leurs foyers ou de rester au service. S'ils préfèrent passer dans la réserve, ils y conservent leur grade de sous-enseigne et peuvent être nommés enseignes suppléants en cas de mobilisation. Ceux qui préfèrent rester au service peuvent contracter des rengagements successifs qui leur donnent des avantages pécuniaires, matériels et moraux dans le détail desquels il nous paraît inutile d'entrer. Après dix ans de rengagement, dont huit en qualité de sous-enseigne, les sous-officiers qui quittent le service reçoivent une prime de 2.660 francs. Après quinze ans de rengagement, dont treize comme sous-enseigne, ils sont obligatoirement libérés du service avec une pension de 255 francs.

On voit donc que le corps de sous-officiers de l'armée

russe se composera désormais d'un élément jeune, sous-officiers comptant au plus deux années de rengagement, d'un élément plus âgé et plus stable, sorte de sous-officiers brevetés recevant le titre de sous-enseignes et portant la dragonne d'officier. Il n'y a rien d'analogue dans nos institutions.

D

Quant à l'armée austro-hongroise, elle comprend quinze cents sous-officiers rengagés. On a édicté tout un ensemble de mesures pour les retenir au service. Ils sont autorisés à se rengager d'année en année et les avantages pécuniaires qui leur sont accordés croissent avec leur ancienneté. A partir de six ans de service, ils ont droit à une gratification payable le jour où ils quittent le service. A douze ans de service, ils ont droit à un emploi civil.

Au sujet des emplois qui peuvent leur être attribués, deux points méritent l'attention : — D'abord, on s'efforce, par des cours organisés dans les garnisons, de perfectionner l'instruction générale des rengagés pour leur faciliter l'obtention d'un emploi au moment de leur libération. Cette instruction est, paraît-il, poussée assez loin pour qu'ils puissent aspirer aux situations les meilleures et les mieux rétribuées. — Ensuite on a créé, dans l'armée austro-hongroise même, beaucoup d'emplois spéciaux destinés aux sous-officiers anciens. C'est ainsi qu'une décision impériale et royale du 23 avril 1904 a institué un corps spécial

d'officiers d'approvisionnement recruté désormais parmi les sous-officiers. Après un cours préparatoire de neuf mois et un stage d'une année au moins, les candidats admis définitivement seront nommés lieutenants d'approvisionnement. Les comptables des corps de troupe sont aussi recrutés parmi les sous-officiers. Dans toutes ces fonctions on a créé des *stellvertreter* (faisant fonctions), ce qui fait patienter les sous-officiers classés après examen sur les listes d'aptitude, car on augmente ainsi le nombre des emplois (2 mai 1904).

Ce rapide exposé prouve que, dans les grandes puissances militaires de l'Europe, on se préoccupe à l'heure actuelle de constituer un corps de sous-officiers solide et capable. C'est d'ailleurs une conséquence forcée de la réduction du temps de service à laquelle ont été amenés tous les grands États qui ont voulu que leur armée fût nationale. A côté du corps d'officiers et en dehors de lui, il faut un autre élément stable qui soit en rapport plus immédiat avec l'homme de troupe. Ce sera le corps des sous-officiers de carrière.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

LES QUESTIONS DE L'AVENIR

- A.* — Conception nouvelle de l'armée nationale et son influence sur le recrutement des sous-officiers. — Quelle catégorie de sous-officiers doit nous intéresser spécialement ? — De l'importance d'améliorer encore leur situation.
- B.* — Peut-on augmenter les avantages pécuniaires qui leur sont déjà faits. — La prime de rengagement est-elle à maintenir ? — Peut-on perfectionner la législation relative aux emplois civils. L'emploi civil est inhérent à la carrière du sous-officier. — Peut-on augmenter les garanties attribuées à cette carrière. — La question d'avancement. — L'admission des adjudants à l'épaulette a-t-elle donné de bons résultats ? Propositions suggérées par cette question. — Le logement et l'ameublement. — Le mariage des sous-officiers. — Y a-t-il lieu de donner aux sous-officiers rengagés une autorité réelle sur les non rengagés ?
- C.* — Avantages de la suppression de la pension proportionnelle au point de vue du bon recrutement des sous-officiers. — Avantages qu'on aurait à réduire la durée moyenne des rengagements et à laisser commissionner les sous-officiers comptant cinq ans de service.

La réduction graduelle du temps de service légal nous a obligés à constituer un corps de rengagés toujours plus nombreux. Il a fallu maintenir à un certain niveau les effectifs de paix et on a dû, pour les nécessités de l'instruction, assurer la stabilité des cadres. La dernière loi de recrutement s'est donc montrée fort généreuse envers les rengagés, sous-officiers, caporaux

et soldats, sans lesquels l'armée « ne constituerait plus cette force permanente puissamment organisée qu'il importe au pays de posséder ». Jamais, depuis la convention, l'Etat n'avait fait autant de sacrifices pour se procurer des soldats à long terme. Par ses décrets des 21-26 février 1793, la Convention avait multiplié les promesses de gratification, solde, pension, pour retenir les hommes sous les drapeaux ; le résultat avait été mauvais (1). Aujourd'hui on emploie un procédé identique. On peut donc se demander ce que seront ces rengagés sous le bénéfice de la nouvelle loi. Et à cette question est intimement liée cette autre question qui nous intéresse surtout : Que seront les instructeurs et particulièrement les sous-officiers ?

§

Dans cette question, de quels sous-officiers doit-on surtout se préoccuper ?

On peut diviser l'ensemble des sous-officiers en trois catégories :

1° Les sous-officiers parvenus à ce grade au cours de leur congé et qui passent dans la réserve à l'expiration de ce congé. Ce ne sont pas en général les moins bien doués et c'est souvent à regret qu'on les voit partir ;

(1) « On a beaucoup trop proposé l'argent pour récompense, écrit Carnot « au mois de mai 1793 ; l'esprit de cupidité fait tout, perd tout, et l'honneur n'est plus rien. Occupez-vous des moyens d'extirper cette passion « qui ruine la chose publique et avilit les citoyens... C'est une leçon pour « l'avenir. » (Cité dans *les Volontaires*, par Camille Rousser.)

2° Les sous-officiers candidats à l'épaulette et qui resteront dans les corps de troupe en contractant des rengagements jusqu'à leur admission dans une école militaire ;

3° Enfin, les sous-officiers de carrière.

La première catégorie sera toujours assez nombreuse, puisque la loi a fixé aux trois quarts de l'effectif total des sous-officiers la proportion maxima des rengagés. Il est regrettable, à notre avis, qu'elle n'ait pas au contraire imposé le rengagement comme la première condition à remplir pour obtenir le grade de sous-officier (1). Sous l'empire de la loi de trois ans, quelques militaires, entre autres le général Philebert (la question des sous-officiers) et le capitaine Gilbert (*Nouvelle Revue*) avaient déjà proposé d'adopter cette mesure ; sous la loi de deux ans, leurs arguments auraient encore plus de poids (2). Ces sous-officiers,

(1) On pourrait adopter cette mesure sans trop grever le budget ni compromettre le recrutement des cadres dans les réserves. Il faudrait 10.000 sous-officiers rengagés de plus ; on diminuerait de 10.000 le nombre des caporaux rengagés. Cette solution ne jetterait aucun trouble dans la question des effectifs. Il y aurait encore assez de sous-officiers pour les réserves (caporaux promus sous-officiers dans la réserve, deux ans au moins après leur libération, pour qu'ils ne puissent en aucun cas se rengager avec le grade de sergent — tous les sous-officiers qui quitteraient les drapeaux avant de compter treize ans de service.) Quant aux officiers de réserve, ils ne proviennent que dans une faible partie des anciens sous-officiers et il sera désormais moins nécessaire qu'autrefois de recourir à cette source, la loi du 21 mars 1905 ayant pris des dispositions pour assurer le recrutement des ces officiers de réserve. (L'ancienne loi de 1889 n'avait rien exigé des dispensés de l'art. 23.)

(2) « La condition primordiale, absolue, pour que le service de deux ans « ne produise pas une milice sans valeur, une garde nationale sans « sistance, est que tous les gradés, sous-officiers et caporaux, soient « placés en dehors du roulement occasionné par la courte durée du service, en un mot, soient des rengagés. Appliquer la loi nouvelle sans « avoir assuré cette condition essentielle est un monstrueux oubli du de-

nous l'avons dit, ne sont certes pas les moins bien doués, mais que vaudront-ils si, nommés après vingt mois de service par exemple, ils continuent à servir quatre mois seulement, avec l'intention bien arrêtée de rentrer dans leurs foyers à l'expiration impatiemment attendue de leur congé ? Pense-t-on qu'en général, ils compenseront par un excès de zèle et d'esprit militaire leur manque d'expérience ? Rehausseront-ils vraiment le corps des sous-officiers ?

Quant aux sous-officiers de la deuxième catégorie, ce ne sont pas, en principe, les avantages matériels ou moraux attribués aux rengagés qui les retiennent sous les drapeaux. L'Etat n'a évidemment aucun sacrifice à faire pour maintenir ces jeunes gens dans les cadres, mais il est bien difficile de les traiter avec moins de faveur que les autres sous-officiers rengagés. On l'a proposé pourtant : ils occupent en somme la place de sous-officiers de carrière beaucoup plus précieux ; pourquoi ne pas leur consentir des rengagements en surnombre, sans prime ?

Les sous-officiers de la troisième catégorie sont les seuls dont nous ayons vraiment à nous occuper.

§

Remarquons d'abord que, le plus ordinairement, on ne se rengage pas parce qu'on est sous-officier ou qu'on

« voir le plus impérieux. La responsabilité en pèsera un jour lourdement
« sur les épaules de ceux qui l'auront fait ou laissé faire. »

(Lieutenant-colonel DE BROGLIE. Comment rendre acceptable le service de deux ans. *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1904.)

espère le devenir, mais qu'on devient sous-officier parce qu'on veut se rengager ou qu'on s'est rengagé. C'est une distinction un peu subtile mais qu'il faut établir pour bien poser la question ; car tant vaudra la catégorie des gens disposés à se rengager, tant vaudra le corps des sous-officiers et d'autre part les moyens à mettre en œuvre pour recruter ce corps de rengagés devront être appropriés aux goûts et aux aspirations de cette catégorie.

A quelles classes de la société appartiennent ces jeunes gens consentant à se rengager ? En général, ils proviennent des ouvriers de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, qui, ne trouvant pas dans la vie civile un emploi suffisamment rémunérateur et ne se sentant pas d'aversion pour le métier militaire, se laissent tenter par les avantages pécuniaires ou autres offerts par ce métier. Au xx^e siècle, on pèse, on compare, on calcule ; c'est l'intérêt qui guide et l'on se précipite sur l'emploi qui, toutes choses égales, rapporte le plus. Les rengagés seront donc recrutés principalement dans une classe plutôt pauvre ou peu fortunée, d'instruction moyenne mais d'intelligence et d'aptitudes très variables.

L'armée fait en somme concurrence à l'industrie, à l'agriculture et au commerce. Il y a là une considération d'ordre économique importante. Si, pour obtenir le nombre voulu de rengagés, on exagère cette concurrence, ce sera au grand détriment de ces trois branches auxquelles on retirera de bons éléments et pour lesquelles on augmentera du moins le prix de la main-d'œuvre. Cet inconvénient plus ou moins inévitable ne doit pas détourner notre attention, quand il s'agit de

constituer les cadres de notre armée. D'ailleurs, si cette concurrence est trop faible, on risque de ne pas atteindre le nombre voulu de rengagements. Cette compétition de l'agriculture, de l'industrie et du commerce d'une part, de l'armée d'autre part, pour se procurer des hommes est un fait indéniable. En effet ce n'est pas dans la classe des sans-travail et des besogneux que nous recrutons nos rengagés, puisqu'il est nécessaire de leur faire de si beaux avantages pour les attirer ! Le nombre des demandes de rengagement, par ses accroissements ou ses diminutions, peut indiquer, pendant une période déterminée, l'état de la prospérité économique du pays.

Dans quelle mesure cette concurrence peut-elle être exercée de la part de l'armée ? Ce qu'il faut d'abord éviter, c'est que les rengagés puissent se recruter uniquement parmi les moins heureux ou les moins habiles, parmi ceux qui n'ont pas plus d'aptitudes pour un métier que pour un autre, c'est-à-dire qui n'ont aucune aptitude et pour qui le métier militaire est un pis aller ou une planche de salut. Ces déshérités ne réussiront pas à compter parmi les rengagés, si ceux-ci ont une situation très enviable, très courue comme on dit, convoitée même par les heureux et les habiles. Les moins habiles évincés par leurs compétiteurs plus habiles retourneront à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce.

En somme trois cas pourront se présenter : 1° ou les candidats au rengagement seront en nombre insuffisant et le résultat qu'on recherche ne sera sûrement pas atteint ; 2° ou bien ils seront en nombre juste suffisant et nous savons qu'ils pourront être alors d'une qualité

médiocre, car dans ce deuxième cas tout comme dans le premier, on pourra bien ne pas se montrer assez difficile dans l'examen des candidatures. C'est notoirement la situation vers laquelle nous tendons aujourd'hui et que nous sommes très près d'atteindre (1) ; 3° ou bien les candidats se présenteront en surabondance et c'est à ce résultat que doivent tendre tous les efforts de la législation. Pour pouvoir combler toutes les vacances et faire néanmoins une sélection parmi les candidats, il faut nécessairement que la demande d'emplois soit supérieure à l'offre. Alors on pourra conserver sous les drapeaux les sous-officiers que l'on a intérêt à conserver et non ceux qui ont intérêt à y rester.

Ces vérités ne sont pas de toute évidence. Elles ne sont applicables qu'aux époques où l'on a une idée nette sur le nombre des rengagements qu'on veut atteindre. D'ailleurs elles ne s'imposent pas avec la même rigueur quand on envisage la plupart des carrières civiles. Beaucoup d'entreprises et d'administrations civiles ont tout lieu de se déclarer satisfaites s'il se présente, pour combler les vacances survenues dans leur personnel, un nombre de candidats strictement égal au nombre de ces vacances. Elles n'ont pas à faire de sacrifices pour produire une surabondance de candidats, car elles n'ont pas besoin d'un personnel spécialement et méticuleusement trié. Un patron, un chef de bureau peut toujours exiger et obtenir de son ouvrier ou de son employé l'accomplissement intégral de son devoir, devoir nettement déterminé et limité. Et si lui, patron ou chef de bureau, sait arriver à ses fins, il importe peu

(1) Voir page 125 (note).

que son ouvrier ou employé soit plus ou moins habile, plus ou moins dévoué; le résultat voulu sera obtenu néanmoins; le travail sera finalement exécuté et bien exécuté. C'est lui, patron ou chef de bureau qui, obligé à une surveillance incessante, à des recommandations réitérées, à de nombreux rappels à l'ordre, aura seul éprouvé quelque désavantage. Il n'en va pas ainsi du métier militaire; un sous-officier, comme tout dépositaire du commandement, ne peut être qu'un excellent serviteur, précisément parce que son devoir, sa mission n'est pas aussi nettement délimitée que celle d'un employé civil. Le sous-officier est bien un employé, mais c'est avant tout un instructeur et même un éducateur qui doit avoir un certain ascendant moral sur ses inférieurs. Sur le champ de bataille son rôle ne différerait pas de celui du lieutenant. En tout temps ses fonctions comportent une certaine initiative qui, elle non plus, n'est pas délimitée. S'il ne fait pas tout ce qu'il doit, s'il ne fait pas plus qu'il ne doit (pour être bien certain d'avoir fait tout ce qu'il doit), son chef ne pourra pas y suppléer aussi facilement. Le contrôle n'est pas aussi immédiat et même n'est pas toujours possible. En particulier les sentiments qui font agir le sous-officier et qui ont tant d'influence sur l'esprit de ses inférieurs sont souvent ignorés de ses chefs.

Il faut donc que nous puissions avoir foi en nos sous-officiers et pour cela que nous les choissions avec un soin jaloux. A notre époque où le goût du bien-être a pris de telles proportions, où l'attrait du métier militaire a considérablement diminué, où la durée du service est trop courte pour susciter des vocations militaires et où il faut cependant un nombre plus élevé que

jamais d'excellents sous-officiers rengagés, le législateur doit donc rendre plus enviable que jamais la situation de ces « modestes fonctionnaires ».

Mais, dira-t-on, ce raisonnement simpliste n'a échappé à personne et encore moins au législateur et, par le fait, la situation des sous-officiers rengagés n'a jamais été plus enviable qu'aujourd'hui. Mais est-il bien certain que les améliorations apportées à leur situation aient été, comparativement, très supérieures aux améliorations apportées aux carrières civiles dans ces derniers temps ; partout les salaires et les traitements se sont considérablement accrus, partout la durée du travail a été sensiblement réduite. Nous répondrons qu'en tous les cas le sort des sous-officiers rengagés n'est pas assez alléchant puisqu'on ne parvient qu'avec peine à obtenir le nombre voulu de rengagements et que, d'un pareil résultat, il n'y a pas encore lieu de se montrer satisfait. Il ne nous donne, nous le savons, aucune garantie sur la valeur de nos rengagés ; nous aurons bien le nombre, mais peut-être pas la qualité que nous sommes en droit d'exiger.

Ce premier point établi, il nous reste à examiner si l'on peut encore améliorer la situation des sous-officiers de carrière, en tenant compte des difficultés inhérentes à la matière, les mêmes qu'autrefois. La principale de ces difficultés réside dans la question budgétaire ; nous n'essaierons même pas de la tourner. Les autres difficultés résident dans la nécessité de concilier le bien-être du sous-officier, l'agrément de ses fonctions, avec les multiples exigences du service et de la discipline.

B

Sans doute il est encore possible d'augmenter les avantages pécuniaires accordés aux sous-officiers rengagés (1), le mot possible étant ici pris dans son sens absolu. Il conviendrait toutefois de ne pas les élever au-dessus de la solde du sous-lieutenant et déjà ils en approchent beaucoup, au moins pour les adjudants. Quoi qu'il en soit, c'est là une question d'argent que nous ne voulons pas discuter. Nous supposerons donc qu'on est allé dans la voie des sacrifices aussi loin que possible et qu'on ne pourrait plus raisonnablement apporter aucune amélioration dans le même sens. Tant mieux si notre hypothèse pouvait être fausse, car cela simplifierait beaucoup le problème ! Mais nous ne croyons pas qu'on puisse beaucoup augmenter les revenus des sous-officiers si l'on ne se décide à augmenter en même temps la solde des officiers, au moins des officiers subalternes. Puisque les disponibilités budgétaires paraissent devoir rester longtemps à l'état stationnaire pour les sous-officiers, nous ne formulerons à leur sujet qu'un seul

(1) Ces avantages sont actuellement :

Dans le courant de la troisième année, une haute paye journalière de 1 franc. Dans le courant des quatrième et cinquième années, la même haute paye, plus le montant de la prime de rengagement (720 francs) qui a été d'ailleurs acquise à l'engagé du jour où son rengagement a commencé à courir. A partir de la sixième année, une solde spéciale, augmentée tous les trois ans, commençant à 1.224 francs pour le sergent et pouvant aller jusqu'à 1.980 francs pour l'adjudant. En outre, le sous-officier marié a droit à une indemnité mensuelle de logement pouvant varier de 15 à 27 francs. Pendant les troisième, quatrième et cinquième années, le sous-officier touche en outre toutes les allocations accordées aux sous-officiers non rengagés. Dans certaines garnisons, il touche, comme l'officier, une indemnité pour cherté de la vie (Décret du 25 janvier 1906).

vœu ; c'est qu'une partie de ces disponibilités leur soit toujours allouée sous forme de primes. L'historique du recrutement de nos rengagés nous a suffisamment édifiés sur l'efficacité de ces primes.

§

La prime représente, dans toute sa rudesse, un des grands ressorts qu'on peut faire jouer pour constituer le corps de sous-officiers. Il est manifeste que cette petite masse d'argent touchée immédiatement (pour ceux qui le désirent), par conséquent touchée sûrement, a une influence énorme sur la détermination du sous-officier hésitant à se rengager. Elle permet de subvenir à des dépenses immédiatement nécessaires et sert malheureusement quelquefois à solder l'arriéré ; c'est ce qui a pu faire dire qu'elle incitait à contracter des dettes.

La nouvelle loi a beaucoup réduit la prime ; elle ne sera jamais payée que pour deux années au plus aux militaires qui resteront sous les drapeaux plus de trois ans. Les premières mises d'entretien qui n'étaient en fait qu'une variété de primes de rengagement ont été également supprimées. Pourrait-on dès maintenant abolir toute prime de rengagement en la remplaçant par quelque allocation équivalente de manière qu'en fin de compte le rengagé ne soit pas frustré d'un seul centime ? Cette façon de faire, croyons-nous, raréfierait les rengagements. C'est cette prime qui décide beaucoup de sous-officiers à contracter leur premier rengagement ; puis, à l'expiration de ce premier rengagement, ils sont incités à en contracter un nouveau, cette fois par la promes-

se d'un emploi civil, promesse à longue échéance, qui, à l'expiration de leur service légal, n'aurait pas eu sur eux un pouvoir d'attraction suffisant. Ainsi la prime d'abord, l'emploi civil ensuite, voilà les deux aimants qui, agissant l'un après l'autre, peuvent retenir les sous-officiers sous les drapeaux pendant une dizaine d'années (1).

Certaines personnes qui voient dans la carrière militaire un véritable sacerdoce ont toujours trouvé immorales les primes de rengagement et les premières mises d'entretien, prétendant que ce procédé rappelle l'ancien racolage et qu'au lieu de recruter des militaires de vocation, il recrute surtout les gens qu'un peu d'argent fascine. Le sentiment de ces personnes est fort louable, mais elles ont le tort d'identifier absolument la vocation du sous-officier et celle de l'officier. Il se trouve des hommes pour dire : si j'avais été riche, je me serais fait officier, mais jamais pour dire : si j'avais été riche, je me serais rengagé. L'homme riche, s'il a la vocation militaire, recherchera l'épaulette d'officier, mais jamais la situation de sous-officier. Le sous-officier de carrière, on peut donc l'affirmer, appartient à une classe peu fortunée de la société. S'il a choisi cette carrière, c'est sans doute parce qu'il a la vocation militaire, mais c'est aussi parce qu'il sait y trouver un gagne-pain et quelques avantages matériels. Convient-il alors de se montrer aussi chatouilleux sur les formes

(1) Sans doute le sous-officier, après quatre ans de service, peut postuler un emploi du tableau F. Mais les emplois de ce tableau, à part quelques rares fonctions qui exigent des goûts et des connaissances bien spéciales, n'offrent pas un grand choix pour un sous-officier qui a quelque prétention.

qu'on emploiera pour lui faire toucher cet argent dont il a besoin? Ces sous-officiers, dira-t-on, attirés par l'appât de la prime, ne vaudront jamais ceux qui se rengagent, séduits par toute autre considération. Admettons-le et demandons-nous s'il faut consentir à se priver de ces sous-officiers moins bons. Ils seraient peut-être fort nombreux. L'étude de celles de nos lois qui ont institué, modifié ou supprimé les primes est sur ce point fort instructive ; nous n'avons pas à y revenir. Contentons-nous de faire remarquer que les rengagements ne doivent pas être acceptés sans un examen sérieux surtout quand il s'agit de premiers rengagements.

§

Nous avons dit tout ce que nous avons à dire au sujet des avantages pécuniaires assurés aux sous-officiers, puisque nous croyons bonnes toutes les dispositions de la loi du 21 avril 1905 relatives au mode de répartition de ces avantages. Il nous reste à examiner ceux qu'il est possible d'augmenter sans grever le budget ; le champ de cet examen se limitera dès lors aux emplois civils, aux garanties de la profession, aux questions d'avancement et aux satisfactions d'amour-propre.

Lorsqu'un sous-officier arrive au terme de son rengagement, rien n'est efficace pour lui en faire contracter un autre comme l'espérance d'un emploi civil. Et cet avantage, l'Etat l'assure au rengagé sans bourse délier. Il faut nécessairement que chaque emploi soit occupé

par un homme digne et ayant toutes les capacités pour le bien remplir, mais sous cette seule restriction, l'Etat peut attribuer à d'anciens militaires tous les emplois dont il dispose ; il a donc beaucoup de marge, quand il s'agit de leur en réserver.

L'Etat aurait pu s'engager par un texte de loi à attribuer aux anciens militaires tous les emplois dont il dispose et qu'il est possible de leur attribuer (y compris ceux des départements et des communes). Mais il est difficile d'insérer une pareille disposition dans une loi parce que l'ensemble des conditions auxquelles doit satisfaire un emploi pour pouvoir être attribué à d'anciens militaires échappe à toute formule. Nous savons que la loi s'est bornée à indiquer limitativement dans trois tableaux annexes E, F, G, les emplois qu'elle réserve, sous certaines conditions et dans une proportion déterminée, aux anciens militaires. Cette proportion fixée par la loi pourrait être sans doute augmentée pour certains emplois ; on pourrait peut-être augmenter aussi ces trois listes d'emplois et nous souhaitons alors que des décrets interviennent sans tarder pour compléter ces tableaux. A notre avis, on devrait retrouver dans les emplois des 3^e et 4^e catégories la mention de tous les emplois dont disposent l'Etat, les départements et les communes et qui n'exigent ni connaissances spéciales ni instruction générale développée. Les plus relevés de ces emplois seraient le lot des sous-officiers sans grandes prétentions en raison de la faiblesse de leur instruction générale. Les emplois du tableau G, spécialement réservés aux militaires non gradés, peuvent même leur être affectés ; la loi a donc prévu

qu'il pourrait se trouver des sous-officiers dénués de tout désir ambitieux.

§

Mais ces sous-officiers satisfaits d'un emploi fort modeste seront l'exception et ce n'est pas sur eux que doit surtout se fixer notre attention. La plupart des sous-officiers sont à bon droit plus ambitieux ; il faut s'en louer. A ceux qui ont quelque instruction, on doit faire, en matière d'emplois, de plus belles offres. C'est utile pour les retenir au régiment et c'est juste, puisque, par leur instruction générale plus étendue, ils élèvent le niveau moyen du corps de sous-officiers et par conséquent le prestige de leur fonction. C'est pour eux qu'ont été prévus les emplois des première et deuxième catégories.

En parcourant le tableau E des emplois réservés, on relève, dans la première catégorie notamment, des situations très alléchantes mais par lesquelles les sous-officiers ne peuvent se laisser éblouir. Elles sont inespérables pour la généralité d'entre eux ; les vacances dans ces emplois sont fort rares et ils supposent une instruction poussée assez loin ou des connaissances professionnelles que le sous-officier ne peut guère acquérir que si on lui en laisse le temps et si on lui en fournit les moyens. Un sous-officier toujours absorbé, quelquefois surmené par ses fonctions, n'a ni le loisir, ni le goût d'augmenter ses connaissances générales et encore moins de préparer des examens professionnels. On peut poser en principe qu'un sous-officier, auquel

on n'a facilité d'aucune façon le travail intellectuel, n'est guère plus instruit lors de sa libération définitive qu'au jour de son incorporation. Donc, en bonne logique, les sous-officiers capables d'obtenir ces emplois après dix années de service auraient eu plus d'intérêt à ne pas se rengager, à entrer immédiatement dans ces emplois, en supposant la chose possible, et à bénéficier ainsi de tous les avantages d'une carrière commencée de bonne heure.

Pour détruire cet argument, il suffirait d'attribuer aux sous-officiers la totalité ou du moins une très forte proportion des emplois dont il s'agit et de leur faciliter, dans les corps de troupe, vers la fin de leur carrière, la préparation des examens général et professionnel que ces emplois comportent. Il faudrait que cette mesure fût réglementée, que ces facilités de travail ne soient pas accordées plus largement dans certains corps que dans d'autres, à certains sous-officiers qu'à d'autres. (1) Ce qu'on doit éviter surtout, c'est que cet emploi si convoité soit donné comme prime à celui qui, en raison de son service moins chargé et moins fatigant, a eu, plus qu'un autre, le temps et le goût de préparer des examens.

La plupart des sous-officiers sont donc amenés à exercer leur choix sur des emplois des troisième et quatrième catégories. Parmi ces emplois plus modestes

(1) L'article 17 de la loi du 18 mars 1889 disposait : « *Lorsque l'emploi demandé exige un surnumérariat, le sous-officier peut être mis en subsistance dans un corps et autorisé à travailler dans un des bureaux de l'administration dans laquelle il a été admis. Un règlement du Ministre de la guerre détermine les conditions dans lesquelles cette autorisation peut être accordée.* » Ce règlement n'est jamais intervenu. On ne trouve dans la loi du 21 mars 1905 aucune disposition analogue.

et en particulier parmi ceux de la quatrième catégorie, beaucoup, par contre, ne sont guère en rapport avec la dignité attachée au grade de sous-officier. Un sous-officier, parce qu'il fait des fautes d'orthographe, ne peut donc être que concierge ou gardien de bureau ou moins encore ? Il est triste de penser qu'après avoir porté longtemps les galons de sergent ou d'adjudant, ce sous-officier puisse en être réduit à endosser une livrée et tenir un balai. Quelles réflexions ne font pas les soldats d'une compagnie quand ils apprennent par la voie de l'ordre que leur adjudant est classé pour un emploi de cantinier ! On ne devrait pas offrir aux sous-officiers de tels emplois ; on devrait au contraire les en détourner.

Pour ceux auxquels ces emplois ne sourient pas et qui pourtant ne pourraient en obtenir d'autres en raison de leur faible instruction, la promesse faite par la loi n'a aucune valeur ; s'ils ont le sentiment qu'on ne leur offre pas, nous ne dirons pas autant, mais plus qu'ils n'auraient eu s'ils avaient pu commencer l'apprentissage d'un métier après le temps de service strictement légal, ils penseront que l'emploi civil n'est qu'un miroir à alouettes, qu'ils sont des dupes et ils feront peu de réclame pour la carrière de sous-officier. Les gens robustes et vigoureux, comme doivent être nos gradés, ne sacrifieront pas dix à quinze de leurs belles années pour rester ensuite, pourvus d'une retraite bien minime, sans profession, ou pour en adopter une qui leur déplaira ou les humiliera. Un instituteur, un contre-maître même, parvenu à la sénilité, voudrait-il d'un tel emploi ? Pourquoi un sous-officier dans la force de l'âge, en posses-

sion de tous ses moyens, consentirait-il plus facilement à cette sorte de déchéance ?

En somme, dans les tableaux E et F, les situations moyennes, celles qui pourraient convenir à la généralité des sous-officiers, sont plutôt rares, surtout quand on écarte celles qui supposent des goûts spéciaux ou des connaissances professionnelles.

§

Si l'on donne au sous-officier un emploi civil à sa libération, c'est parce qu'on reconnaît bien que sa pension ou retraite serait insuffisante pour assurer son existence à un âge où il est encore très actif, où il éprouve pleinement le besoin de vivre, où tout un avenir peut encore s'ouvrir devant lui. Mais si l'on ne peut mieux lui offrir qu'un emploi de concierge ou de cantinier, pourquoi ne pas le garder sous les drapeaux même après quinze ans de service, s'il le désire et s'il est encore susceptible de bien remplir ses fonctions ? Il occupera beaucoup plus tard cet emploi de tout repos qui n'exige pas un long apprentissage ni beaucoup d'énergie et qu'il n'est nullement pressé d'exercer. Evidemment il y aurait à procéder ainsi une sérieuse économie budgétaire ; on éviterait de payer une pension pendant de longues années à un ancien sous-officier qui ne rendra plus aucun service. On agirait aussi dans l'intérêt de la défense nationale puisqu'on suppose que ce sous-officier conservé sous les drapeaux est apte à rendre de bons services et puisque l'on profiterait de

son expérience au lieu de le remplacer par un jeune sous-officier qui doit acquérir et n'acquerra peut-être pas la même expérience. Mais, peut-on objecter, cette façon de faire créerait l'encombrement, retarderait l'avancement ; nous ferons remarquer que la mesure n'aurait rien de général, serait exceptionnelle au contraire ; il y aurait assez de sous-officiers désirant à tout prix quitter les drapeaux après dix ou quinze années de service ; il y aurait assez de sous-officiers à ne pas garder qu'ils le veulent ou non (1). D'ailleurs une semblable proposition avait été faite sous l'empire de la loi de 1872 qui n'admettait pas de sous-officiers âgés de plus de 35 ans. Les lois de 1881 et 1889 avaient tranché la question en portant la limite d'âge à 47 ans. La loi de 1905, tout en limitant à quinze ans la durée de la carrière du sous-officier, aurait pu tolérer quelques exceptions en faveur de gradés d'une valeur éprouvée. Cette disposition, qui impose une retraite d'office à tout sous-officier du rang comptant quinze ans de service, nous paraît contraire à l'intérêt de nos finances, à l'intérêt de l'armée et bien entendu à l'intérêt du sous-officier.

Ce que nous venons de dire n'est pas en contradiction avec ce que nous avons dit à propos d'une distinction faite par la loi du 18 mars 1889, pour l'obtention d'un emploi civil, entre les sous-officiers comptant quinze et dix années de service. Il ne s'agit nullement de retenir sous les drapeaux des sous-officiers fatigués ou dégoûtés du métier ; il s'agit de ne pas se passer prématurément de leurs services quand ces services doivent être

(1) La loi limiterait au besoin la proportion de ces sous-officiers restant sous les drapeaux après quinze ans de service.

encore excellents pendant plusieurs années et quand ils demandent à les continuer. Cette mesure aurait d'ailleurs son contrepoids : nous estimons en effet qu'on doit pouvoir, sans hésitation, rendre à la vie civile un sous-officier, quelle que soit l'ancienneté de ses services, quand ces services ne sont plus excellents. Nous rechercherons plus loin les moyens de pouvoir se débarrasser ainsi d'un sous-officier, en toute liberté et sans jamais être accusé de sévérité ou de sécheresse de cœur.

§

Sans la certitude d'un emploi civil, la carrière de sous-officier, d'une durée de quinze années au plus, ne serait pas à recommander ; pour nous, et nous reviendrons sur ce point, l'emploi civil ou militaire (nous parlerons aussi d'emplois civils militarisés) doit être, pour ainsi dire, inhérent à la carrière du sous-officier. On peut seulement alors prononcer le mot de carrière en envisageant le sort du sous-officier.

La première partie de la carrière ainsi définie, ce sont les années passées sous les drapeaux. Et, sous la législation actuelle, c'est du nombre de ces années que va dépendre tout le restant de la carrière. Suivant que le sous-officier restera sous les drapeaux, quatre ans, ou dix ans, ou quinze ans, il obtiendra un emploi du tableau F, ou un emploi du tableau E, ou cet emploi accompagné d'une retraite. On voit dès lors combien sont importantes les garanties de stabilité accordées à la situation des sous-officiers.

Pour consolider cette stabilité, on a proposé que l'élément sous-officiers soit représenté dans les conseils de régiment chargés de se prononcer sur les rengagements successifs des sous-officiers, de même qu'il figure dans les Conseils d'enquête chargés de se prononcer sur leur rétrogradation ou cassation (1). Le sous-officier, en effet, n'est pas admis à se défendre dans ce Conseil de régiment, à protester contre les actes ou les défauts qu'on lui reprocherait injustement ; aucun camarade n'y peut davantage plaider sa cause. C'est peut-être regrettable. L'intérêt de l'armée doit, il est vrai, primer celui du sous-officier et l'on doit pouvoir sans ambages renoncer aux services du sous-officier qui ne paraît plus avoir la dignité ou l'aptitude voulue pour la profession. Mais alors quelle menace pour cette carrière de sous-officier qu'on veut le plus possible soustraire à l'arbitraire (2). On donne bien au rengagé toutes les garanties possibles contre la cassation ou la rétrogradation, mais on se réserve d'autre part le droit absolu de ne pas le rengager. Nous disons « absolu », parce que la seule condition imposée pour le rengagement d'un sous-officier est le consentement du Conseil de régiment et que l'avis de ce Conseil est sans appel.

Mais, à vrai dire, dans l'état actuel de la législation,

(1) Général LUZEUX. *Etudes d'organisation de l'armée*, p. 15.

(2) Il faut, pour s'en rendre compte, songer à l'influence considérable que l'avis du capitaine commandant l'unité dont fait partie le sous-officier peut avoir sur l'esprit des autres membres du conseil. La composition actuelle de ce conseil a été modifiée par un décret du 8 février 1907 ; il comprendra désormais : Le chef de corps, président, 2 officiers supérieurs et 3 capitaines, membres. Parmi ces derniers figureront le lieutenant-colonel, le chef de bataillon et le capitaine dont relève le militaire.

on ne se sépare pas sans hésitation d'un sous-officier rengagé même médiocre. Il faut qu'il ait réellement démérité pour se voir refuser une nouvelle autorisation de rengagement, car ce refus lui cause un préjudice énorme ; il le mortifie, peut lui enlever momentanément tout moyen d'existence et surtout lui fait perdre, au point de vue de la pension proportionnelle qu'il avait escomptée, tout le bénéfice de ses services antérieurs. On peut même trouver étonnant que ce gradé incapable ou indigne de faire partie des cadres de l'active puisse conserver son grade dans la réserve et dans la territoriale. Et quel est donc ce sous-officier, dira-t-on, auquel on aurait recours en temps de guerre, mais dont on ne veut à aucun prix comme instructeur en temps de paix ? Il y a là une distinction que certains militaires refuseraient d'admettre ; pour eux ce sous-officier ne devrait pas conserver son grade en passant dans la réserve où, somme toute, les sous-officiers sont en surabondance et où il fera un gradé incapable et de plus mécontent. L'officier qu'on a jugé indigne ou impropre à poursuivre sa carrière, l'officier réformé, est rayé des cadres définitivement.

Quant à la mise en non-activité de l'officier, sorte de réforme temporaire, aucune position du sous-officier n'y est assimilable. Avant de prononcer la mise en réforme d'un officier, on emploie généralement cette mesure moins radicale de la non-activité. Il serait évidemment possible d'instituer une mesure analogue pour les sous-officiers, mais elle ne serait guère pratique. Dans ce sens, le général Luzeux (1) a proposé une

(1) *Etude d'organisation de l'armée*, p. 19.

solution très acceptable et qui est à recommander, car elle permettrait d'infliger au sous-officier une punition sérieuse sans cependant l'atteindre dans ses ressources pécuniaires ; c'est la rétrogradation dans l'ancienneté du grade et au besoin la rétrogradation dans l'emploi (sergent-major remis sergent, par exemple). Il propose encore de n'accepter le rengagement de ce sous-officier en défaveur que s'il consent à servir dans un corps peu privilégié, peu recherché, d'où il reviendra après s'être amendé.

Dans ce qui précède, nous avons eu surtout en vue les sous-officiers qui ont démérité. Plus intéressant est le cas des sous-officiers que leur état de santé rend momentanément impropres au service que l'on serait en droit d'exiger d'eux. Un sous-officier ne comptant pas encore cinq années de rengagement, malade temporairement à l'époque où il voudrait contracter un nouveau rengagement, aura toutes raisons de redouter la décision du Conseil de régiment. Peut-être même ne lui délivrera-t-on pas le certificat d'aptitude physique qu'il doit joindre à sa demande. — On pourrait employer à l'égard de ce sous-officier une mesure analogue à celle qu'on applique à l'officier que la maladie a momentanément mis dans l'incapacité d'exercer sa fonction. La non-activité pour infirmités temporaires peut durer trois ans et plus. C'est pour l'officier un sort assez misérable, car il n'a droit qu'à la moitié ou aux $\frac{3}{5}$ de sa solde, mais enfin ces faibles allocations lui permettent de patienter. Pourquoi ne pas instituer une position correspondante pour le sous-officier ? Pourquoi, par exemple, ne pas le soigner dans un hôpital pendant un certain délai, puis à l'expiration de ce

délai procéder à son égard comme on procède pour l'officier à la fin de sa troisième année de non-activité ?

Evidemment si le sous-officier compte sept ans de service, il aura droit, conformément à l'article 65 de la loi du 21 mars 1905, à une solde de réforme et se trouvera dans une situation tout à fait comparable à celle de l'officier mis en réforme. Cette solde égale au montant de la pension proportionnelle et payée pendant quelques années sera bien un léger dédommagement pour le sous-officier, mais il n'en aura pas moins brusquement perdu sa situation sans avoir pu bénéficier, comme l'officier, d'une mesure moratoire (1).

§

Nous venons d'examiner les deux questions les plus importantes à notre avis : d'abord celle qui concerne les emplois civils, capitale, puisque le sous-officier, bon gré, mal gré, quittera les drapeaux de fort bonne heure et veut savoir d'avance ce que sera son existence après sa libération définitive ; puis celle qui concerne les garanties de la carrière, tout aussi essentielle, car rien ne sert d'embellir la carrière du sous-officier si on lui laisse l'appréhension de ne pouvoir la parcourir jus-

(1) Si le sous-officier, était réformé avant de compter cinq années de rengagement, mais pour des infirmités contractées au service, il aurait naturellement droit à une gratification temporaire et qui pourrait être transformée en une gratification permanente si l'infirmité prenait un caractère d'incurabilité, par application du décret du 22 juillet 1806.

qu'au bout. Il nous reste à examiner quelques autres points qui, pour être moins importants, n'en doivent pas moins retenir notre attention.

Envisageons la question d'avancement : Les nominations au grade de sous-officier et à tous les emplois de ce grade sont laissées à la discrétion du chef de corps. Sans doute on établit dans chaque régiment des tableaux d'avancement, mais on y porte et l'on en écarte qu'il on veut ; on peut encore, quand il s'agit de faire quelque nomination, ne pas se conformer à l'ordre dans lequel les candidats sont inscrits sur ces tableaux. A vrai dire, quand le chef de corps avance ou retarde ainsi la promotion d'un gradé, c'est qu'il a pour cela de bonnes raisons, c'est qu'il veut être juste et agir au mieux des intérêts de l'armée. Mais si cependant une telle façon de procéder, qui n'écarte pas assez l'arbitraire, peut éloigner de la carrière un certain nombre d'excellents sujets, ne vaudrait-il pas mieux donner une certaine garantie à l'avancement des sous-officiers ? Ne pourrait-on rendre la nomination à l'emploi d'adjudant plus régulière, plus sûre ? On ne peut faire la même proposition pour l'emploi de sergent-major qui nécessite des goûts spéciaux et des aptitudes particulières et qui n'est pas convoité par tous les sergents. Pour cet emploi il serait assez difficile d'établir un tableau d'avancement sur l'ensemble du corps à moins de n'y comprendre que les postulants. Mais pour l'emploi d'adjudant, recherché de tous les sous-officiers, couronnement de leur carrière, on peut aisément perfectionner l'avancement. On a demandé, notamment dans une proposition de loi déposée le 12 juillet 1898, que la nomination au grade d'adjudant pût se faire, pour partie, à l'ancienneté. L'avance-

ment à l'ancienneté dans une certaine proportion aurait eu l'avantage d'offrir toujours un nouveau but, une nouvelle espérance au sous-officier et par suite de lui rendre la carrière plus attrayante. Rien n'est moins fait pour entretenir le goût d'un métier pénible que la certitude qu'il n'apportera jamais aucun adoucissement à la situation de celui qui l'exerce. L'avancement au grade d'adjudant pourrait, par exemple, se faire pour deux tiers à l'ancienneté et pour un tiers au choix ; les sous-officiers comptables, sergents-majors et fourriers, auraient été favorisés par des majorations. On aurait établi cet avancement par corps d'armée ou même par zone, en confiant la nomination des adjudants, dans le premier cas, au général commandant de corps d'armée, dans le second cas, au Ministre de la guerre.

Une pareille innovation recevrait, nous n'en doutons pas, un excellent accueil de la plupart des rengagés et pourtant nous y serions opposés. Nous lui reprocherions surtout d'engager à rester au régiment des sous-officiers qui ne seraient plus aptes à leurs fonctions et qui, dans l'espoir d'obtenir les galons d'adjudant, surmonteraient leur dégoût pour le métier militaire. Mais nous ne verions pas d'empêchement à ce que le tableau d'avancement pour le grade d'adjudant fût établi par corps d'armée et que les nominations, faites au choix exclusivement, fussent confiées au général en chef. En suivant ce procédé, on serait amené à tenir compte de l'ancienneté du candidat plus qu'on ne le fait d'ordinaire ; d'ailleurs on exigerait pour sa candidature un nombre déterminé d'années de service de façon à sauvegarder les droits des vieux serviteurs. Comme les sous-officiers, en passant adjudants, changeraient parfois de régiment,

il pourrait en résulter chez ces gradés une certaine diminution de l'esprit de corps. Mais ce léger inconvénient serait largement compensé par la possibilité de ne pas tenir compte pour leur nomination de l'encombrement des cadres existant momentanément dans certains corps de troupe.

§

Quant à la nomination des adjudants au grade de sous-lieutenant, innovée par le décret du 18 juin 1904, elle n'a pas eu le succès qu'on pouvait espérer, peu d'adjudants ayant recherché l'honneur de porter l'épaulette (1). Beaucoup de ces sous-officiers même instruits et capables de fort bien tenir leur rang dans le corps des officiers entreverront dans le droit à la pension proportionnelle et l'obtention d'un emploi civil une situation matériellement beaucoup plus avantageuse et tout aussi honorable que celle de sous-lieutenant et lieutenant et même capitaine.

La possibilité pour les sous-officiers d'arriver à l'épaulette sans passer par l'Ecole de Saint-Maixent a eu cependant un grand effet moral. Elle a, comme il est dit dans le rapport Klotz, rehaussé encore leur prestige, non seulement aux yeux des personnes étrangères à l'armée, mais aussi à leurs propres yeux. « Quoi qu'il en soit, ajoute M. Klotz, cette mesure de bienveillance et de justice pourrait être remplacée par une autre

(1) « Ce fut avec une joie réelle que les sous-officiers apprirent la mesure ministérielle : mais peu d'adjudants ont demandé à être proposés pour le grade de lieutenant. » (KLOTZ. *L'Armée*, 1906.)

« plus pratique, plus économique et surtout plus en
« rapport avec les goûts de nos sous-officiers. Quelques
« emplois tenus par des officiers pourraient l'être sans
« inconvénient et d'une façon parfaite par d'anciens
« sous-officiers comptables, tels les emplois de : offi-
« cier d'armement, officier adjoint ou trésorier, officier
« de casernement (trois services placés réglementaire-
« ment, le premier sous la direction du capitaine d'habil-
« lement, le deuxième sous la direction du capitaine tré-
« sorier, le troisième, sous la direction du commandant
« major). Il ne paraît pas nécessaire que ces emplois
« soient tenus par des officiers ; beaucoup d'adjudants
« pourraient très bien s'en acquitter, ce qui permettrait
« d'ailleurs de rendre à leur véritable rôle d'instruc-
« teur et d'éducateur du soldat trois officiers dans chaque
« régiment. La solution serait très simple : augmenter
« de trois unités par régiment l'effectif (actuellement
« réglementaire) des adjudants et les charger des ser-
« vices qui incombent aux officiers précités. Cette me-
« sure serait très favorablement accueillie de tous, offi-
« ciers et sous-officiers. » Nous le croyons sans peine,
car ces fonctions sont généralement peu recherchées
des officiers désignés souvent d'office pour les remplir.
Il y aurait d'ailleurs intérêt à les confier à des titulaires
plus stables que ne peuvent l'être ces officiers, car elles
exigent un grand nombre de connaissances spéciales
que l'on ne peut acquérir sans une certaine permanence
dans la fonction.

La modification proposée par le rapporteur du bud-
get de la guerre, inspirée de ce qui se fait en Allema-
gne, touche à la question des emplois réservés. Elle en
augmenterait le nombre et offrirait bien d'autres avan-

tages, comme nous venons de le dire. Elle ne nécessiterait aucune diminution dans le nombre des officiers et n'aurait aucune répercussion fâcheuse sur leur situation.

Cette affectation d'emplois militaires à des sous-officiers avait été déjà proposée dans d'autres rapports sur le budget de la guerre. Dans celui de 1902 notamment, M. Berteaux avait fait dans cet ordre d'idées une proposition peut-être plus séduisante. « Quand les sous-
« officiers rengagés, dit-il, arrivent à leur limite d'acti-
« vité, ils doivent être pourvus d'emplois civils. Cette
« obligation de leur attribuer des emplois civils consti-
« tue souvent une grave difficulté. L'administration de
« la guerre estime, en tous cas, qu'on ne promet pas
« encore avec une certitude suffisante des emplois assez
« nombreux ou assez lucratifs aux sous-officiers renga-
« gés. De là, suivant elle, les vides existant encore dans
« le cadre des rengagés. Et cependant il paraît difficile
« de méconnaître qu'on ait atteint à cet égard la limite
« même du possible. Pourquoi dès lors ne pas deman-
« der le remède à la création dans l'armée même,
« d'emplois civils qui viendraient s'ajouter au nombre
« de ceux dont on dispose actuellement en dehors
« d'elle? Ces emplois civils militarisés seraient proba-
« blement plus recherchés que les emplois civils pro-
« prement dits, parce qu'ils permettraient aux postu-
« lants de rester, sans changement d'existence, dans
« le milieu où ils sont connus et appréciés et ceux qui
« les rempliraient ne coûteraient pas à tout prendre
« plus cher que les rengagés. » Le rapporteur ajoute
qu'on resterait dans ces emplois jusqu'à l'âge de 60 ans.
Et il cite neuf natures d'emplois qu'on pourrait ainsi

créer dans les corps de troupe d'infanterie en élargissant l'application d'un principe déjà en vigueur, puisqu'il existe actuellement des employés civils militarisés (gardiens de certains établissements). Dans les services administratifs, sections de secrétaires d'état-major et de recrutement, sections d'infirmiers, tous les emplois dont les titulaires ne seraient pas mobilisables en temps de guerre, et ils sont nombreux, pourraient être confiés à des employés civils militarisés. Et pour beaucoup d'adjudants, satisfaits de leur rang social, pères de famille, un peu fatigués, et par suite tout indiqués pour les fonctions sédentaires, ces emplois seraient autrement bienvenus que les galons de sous-lieutenant. Cependant beaucoup de militaires voudraient attribuer aux adjudants plus du dixième des vacances de sous-lieutenant, le tiers par exemple, un deuxième tiers étant fourni par les écoles militaires, un troisième tiers par l'école de Saint-Cyr et l'Ecole polytechnique. Nous leur ferons observer que leur manière de voir se concilie parfaitement avec la nôtre. Certains adjudants rechercheront l'épaulette, mais il y en aura beaucoup d'autres qui préféreront un emploi comme ceux que propose de créer M. Klotz et même M. Berteaux. Ce sera pour le mieux s'ils peuvent n'avoir, pour ainsi dire, que l'embarras du choix.

§

Cette question d'avancement ne préoccupe que le sous-officier qui à déjà quelques années de grade ou qui a l'intention de rester longtemps sous les drapeaux. Il en

est une autre qui intéresse indistinctement tous les sous-officiers, quelle que soit leur ancienneté, quel que soit le temps pendant lequel ils comptent servir ; c'est la question du logement et de l'ameublement.

Les promesses faites au sujet du logement et l'ameublement n'ont pas été tenues, il faut bien le reconnaître. Depuis 1889, ce ne sont que des doléances à ce sujet ; chaque année les rapports sur le budget de la guerre mentionnent la déconvenue éprouvée par les sous-officiers. On s'est heurté à des difficultés d'ordre matériel.

Dans cette étude nous ne devrions qu'enregistrer les volontés de la loi et ne pas nous arrêter à celles de ses prescriptions qui n'ont pas encore été exécutées, mais qui pourront l'être et le seront plus tard. Il nous suffirait alors de constater que, de par la loi, un logement et un ameublement convenables sont mis à la disposition des sous-officiers. Il auront un effet moralisateur et réconfortant pour le sous-officier rentrant dans sa chambre, fatigué, parfois découragé. Il éprouvera moins le besoin de passer son temps en dehors de la caserne ou même à l'intérieur du quartier mais dans quelque cantine, et l'Etat, logeant bien le sous-officier, n'a pas besoin de lui donner plus d'argent de poche qu'il ne le fait.

Cependant voilà dix-neuf ans et plus que l'État s'efforce de remplir ses engagements au point de vue de l'ameublement (1) et du logement du sous-officier rengagé et sans y être arrivé ! Les sous-officiers hésitant à se

(1) Loi du 29 juillet 1887 : « Les sous-officiers rengagés et commissionnés non adjudants seront dotés d'une tenue de ville en drap fin et recevront un ameublement de chambre d'adjudant. »

rengager sont fondés à considérer comme non avenues des promesses dont l'accomplissement se fait attendre aussi longtemps. C'est ce qu'il faudrait éviter.

Peut-être pourrait-on, par une gratification mensuelle ou sem estrielle compenser ce manquement aux engagements pris vis-à-vis des sous-officiers rengagés. Ils pourraient ainsi se procurer le bien-être que l'Etat ne peut leur donner et cela mettrait fin à bien des récriminations. Cette solution serait pratique parce qu'en somme l'indemnité serait très légère et ne représenterait qu'une valeur d'amortissement. L'Etat paierait par abonnement la somme qu'il ne se résigne pas à déboursier en bloc. De plus cette solution s'impose, parce que les promesses faites au sujet du logement sont impossibles à tenir dans la plupart des casernements. Les auteurs du décret du 3 mars 1899 « Le sous-officier rengagé ou commissionné a droit à une chambre » auraient bien dû songer à cette vérité qu'il ne faut promettre que ce que l'on peut donner.

§

Nous ne dirons qu'un mot de la question du mariage des sous-officiers. Autrefois la loi y était hostile; elle le voit aujourd'hui d'un œil indifférent. Elle l'accepte par raison et prévoyant que la situation du sous-officier marié pourrait être précaire, elle tient compte de son état d'homme marié pour lui accorder certaines libertés (loger en ville, subir ses punitions chez lui, se faire soigner chez lui). Elle lui accorde même une indemnité

de logement lorsqu'il ne peut être logé dans les bâtiments militaires.

Contrairement à l'opinion de beaucoup de militaires qui voudraient que le mariage fût peu encouragé chez les sous-officiers, nous estimons qu'il ne doit être ni conseillé ni déconseillé. Pourquoi, en effet, empêcher le sous-officier de chercher dans le mariage un dérivatif à la monotonie de la caserne ? En quoi le célibataire est-il plus zélé dans le service, plus apte à ses fonctions que l'homme marié ? Exiger le célibat des sous-officiers de l'armée active ne signifierait pas grand chose dans une armée où tous les réservistes et territoriaux, mariés ou non, prendraient les armes en temps de guerre ; mais cela pourrait éloigner de la carrière certains excellents sujets qui ne répugnent pas au mariage ou même y ont une tendance. Laissons se marier ceux de nos sous-officiers qui le désirent et si nous nous apercevons qu'ils sont mal mariés, en dépit de l'enquête qui doit précéder l'autorisation, si leur valeur militaire est amoindrie du fait de leur mariage, rendons-les à la vie civile à la première occasion, en leur attribuant comme fiche de consolation un emploi des tableaux E ou F. Nous répéterons à ce sujet qu'il serait désirable qu'on pût se séparer d'un gradé qui ne donne plus pleine satisfaction sans avoir à attendre l'expiration d'un long rengagement.

§

Enfin nous terminerons cette critique en réclamant pour les sous-officiers un avantage d'ordre moral : Pourquoi ne pas conférer au rengagé une autorité

réelle sur le non-rengagé ? La chose peut paraître exagérée si on considère un jeune rengagé. Mais ce rengagé est un militaire de vocation et il arrivera un moment où il comptera douze et treize années de service de plus que le non-rengagé et aura une expérience incomparablement plus grande.

On avait proposé déjà sous l'empire de la loi de 1889 de faire deux classes de rengagés distinctes par la solde. Cette proposition a pris corps aujourd'hui, puisque la solde des sous-officiers augmente une première fois à la neuvième année de service et une seconde fois à la douzième année. Nous ne demandons pas de refaire la hiérarchie en faisant coïncider ses échelons avec cette ancienneté de neuf et douze ans ; nous voudrions seulement que le sous-officier rengagé eût sur le non-rengagé une autorité autre que celle que lui donne nécessairement son ancienneté plus grande. Donc, en principe, pas de mélange entre les rengagés et les non-rengagés, pas de chambre en commun, pas de salle de réunion commune, pas de table commune à la cantine ou au mess (1). Les sous-officiers rengagés peuvent dépenser plus d'argent que les non-rengagés. Pourquoi forcer le rengagé à vivre comme le non-rengagé ? C'est peut-être fatiguer l'un du service militaire et pousser l'autre à s'endetter. On a bien fait une différence pour l'habillement ; on a donné aux sous-officiers rengagés des insignes spéciaux, une tenue de sortie spéciale ; on a même décidé qu'à grade égal ils auraient droit au salut des non-rengagés. Le principe existe ; il n'y a qu'à en élargir l'application.

(1) Il ne doit pas être installé de tables distinctes pour les sous-officiers rengagés (circulaire du 3 août 1896).

C

Toutes les améliorations dont nous venons de parler pourraient être effectuées sans qu'il soit nécessaire de modifier sensiblement la loi du 21 mars 1905. En présentant cet ensemble de réformes dans le but d'embellir la carrière des sous-officiers nous avons intentionnellement écarté celles qui ne tiendraient pas suffisamment compte de la législation actuelle et ne pourraient s'opérer sans bouleverser cette législation. Nous avons pu de cette manière étayer nos arguments sur une base réelle et ne formuler que des vœux immédiatement réalisables.

Connaissant bien l'utilité du sous-officier rengagé, son énorme supériorité sur le non-rengagé, nous avons exprimé le désir que tous les sous-officiers soient autant que possible rengagés. Nous avons dit qu'il fallait leur assurer une situation très enviable pour susciter de nombreuses demandes de rengagement, pouvoir faire une sélection et ne garder finalement que d'excellents sujets. Et, respectant le plus possible les textes en vigueur, nous avons proposé les moyens d'améliorer cette situation.

Supposons que tous ces souhaits soient réalisés et demandons-nous s'il y aurait lieu de nous déclarer pleinement satisfaits.

Sans doute nous nous serons créé un corps de sous-officiers suffisamment nombreux et très précieux pour le temps de paix. Nous aurons d'excellents instructeurs, nous aurons — qu'on nous permette l'expression —

d'excellents instituteurs en choses militaires. Mais cela suffira-t-il ? Ne faut-il pas un autre élément plus jeune, ayant plus d'entrain, plus d'allant ? A côté de l'impeccable professionnel possédant toute sa technique sur le bout du doigt, ne faut-il pas, pour le temps de guerre surtout, quelque sergent, un peu moins irréprochable peut-être, mais un peu plus casse-cou, quelque sergent, moins apte à enseigner les recrues peut-être, mais mieux fait pour les entraîner et même les enflammer, quelque sergent qui ne soit pas soupçonnable d'avoir recherché ce grade, uniquement attiré par les avantages matériels qu'il procure.

Cet élément plein de fougue et d'énergie, nous ne l'aurons plus sous la loi de 1905 qui tend à faire du sous-officier un simple fonctionnaire ; nous ne l'aurons plus, surtout quand la presque totalité des sous-officiers seront rengagés. Et c'est bien le reproche qu'on peut faire à la législation actuelle comme à toutes celles qui se proposent d'acoquiner le sous-officier en augmentant son bien-être. Ce reproche, on avait déjà pu l'adresser à la loi de 1889. Vers cette époque un auteur très clairvoyant, le capitaine Gilbert, avait proposé, pour remédier à cet inconvénient, un système de rengagements à long terme s'étendant à quinze années de service et de rengagements à court terme donnant un maximum de cinq ans de service (1). Son idée pre-

(1) « Nous nous proposons, écrit le capitaine Gilbert, deux types distincts de rengagements :

« 1^o Le rengagement à long terme, analogue à celui des Allemands et s'étendant à quinze années de service. Les rengagés de cette catégorie fourniraient les instructeurs, les maîtres d'école dans la compagnie. A eux de conserver les traditions, les progressions, les procédés de dressage, de former le reste des cadres. Deux engagés à long terme, l'adju-

mière était excellente et nous l'adoptons sans réserve. Nous ne croyons pas qu'il soit plus difficile de la mettre en pratique à notre époque, mais nous proposerons pour cela des moyens différents de ceux qu'il préconisait.

Il s'agit de ne pas retourner aux errements de la loi de 1855 et à ses déplorables effets. Et pour cela il ne faut pas encourager outre mesure le séjour prolongé du sous-officier sous les drapeaux. Il faut aussi se réserver toute facilité pour le congédier quand on s'aperçoit qu'il n'a plus le goût du métier, la vigueur ou le « fanatisme » nécessaire pour bien remplir ses fonctions. Sans doute, on est toujours libre de ne pas rengager un sous-officier alourdi et sans entrain ; mais nous avons déjà dit qu'on hésite à prononcer une semblable exécution, tant qu'il s'agit d'un sous-officier passable. On ne veut pas causer de désagrément à cet

« dant et un sergent, suffiraient par compagnie. Les admissions à cette
« nature de rengagements pourraient donc être limitées aux sous-officiers
« et au quart de l'effectif total.

« Vu la durée de leur service, cette classe de sous-officiers ne fournirait aucune ressource comme cadres de réserve.

» 2° Les rengagements à court terme de une et deux années, donnant
« un maximum de cinq ans de service. Là se recruteraient les caporaux
« et le reste des sous-officiers. Là aussi se trouveraient ménagés des cadres
« de complément...

« Dans cette catégorie, on réaliserait moins des instructeurs modèles
« que le cadre énergique, les entraîneurs du temps de guerre. Il faut
« pour cela des hommes suffisamment stylés, ayant deux ou trois ans de
« grade, du nerf, de la jeunesse, point de préoccupations de famille. On
« les conçoit donc rengagés pour une et deux années, non autorisés à se
« marier, vivant à la caserne, mais dans des conditions de commodité
« et de confort à régler.

« Nul ne pourrait être caporal sans contracter l'engagement de servir
« une quatrième année. Nul ne pourrait être sergent sans s'engager à
« servir cinq ans... » (*Nouvelle Revue*, numéro du 15 novembre 1887.)

ancien bon serviteur qui n'a que le tort de s'être un peu refroidi. On ne veut pas surtout le frustrer de cette retraite proportionnelle à laquelle il aurait bientôt droit. Et pourtant la seule considération qui devrait guider les membres du Conseil de régiment, c'est la valeur de l'armée, valeur qui seule peut justifier tous les sacrifices que fait le pays pour les sous-officiers. Il faudrait qu'on puisse, sans ambages, dire au sous-officier : Nous renonçons à vos services. Demandez l'emploi civil auquel vous avez droit et quittons-nous bons amis.

Mais il faut pour cela ne causer aucun préjudice sérieux, ni présent, ni futur à ce sous-officier ; il faut que les conseils de régiment aient la possibilité de refuser, d'un cœur léger, une demande de rengagement. Nous sommes ainsi amené à demander la suppression de la pension proportionnelle, quitte à la remplacer par quelque avantage équivalent, mais dont bénéficieraient indistinctement tous les anciens sous-officiers. Au reste, d'après la loi sur les pensions civiles, le temps passé dans les fonctions civiles s'ajoute à la durée des services militaires pour conférer des droits à une pension. Pour ce qui est des anciens sous-officiers, on pourrait leur accorder cette pension, par exemple après 25 ans de service (au lieu de 30) et 55 ans d'âge (au lieu de 65). Pour eux, on pourrait encore majorer quelque peu le taux de ces pensions, en utilisant précisément les économies budgétaires réalisées par la suppression de la pension proportionnelle. Cette retraite serait ainsi notablement supérieure à la pension d'ancienneté actuelle, suffisante peut-être, et l'ancien sous-officier pourrait

goûter, plus tôt qu'il ne peut le faire actuellement, le repos et la tranquillité (1).

On compléterait cette réforme en donnant au sous-officier l'assurance d'obtenir, après un certain nombre d'années de service supplémentaire, un emploi civil mais un emploi civil donnant droit à pension. Et cette réforme, sans grever le budget, augmenterait sensiblement le nombre des rengagements parce qu'elle instituerait, au profit des sous-officiers, une carrière plus sûre et beaucoup mieux répartie que celle qui leur est offerte actuellement. D'ailleurs l'espoir de la pension proportionnelle n'a pas grande influence sur l'esprit du sous-officier qui contracte un premier rengagement. Cet espoir n'est caressé que par celui qui n'est plus très loin de compter 15 années de service.

Le sous-officier n'ayant plus à poursuivre cette pension proportionnelle ne s'attardera pas dans les rangs de l'armée du jour où le métier militaire ne lui plaira plus. D'ailleurs ses chefs ne se feraient aucun scrupule de lui conseiller de ne pas chercher à renouveler son rengagement. Le principal attrait qui retiendra le sous-officier sous les drapeaux jusqu'à la limite extrême de 15 ans de service consistera dans la perspective d'un emploi plus agréable et mieux rétribué. Car il faudra, pour l'attribution des emplois civils, tenir grand compte de l'ancienneté de service du candidat. Aux deux tableaux d'emplois réservés aux sous-officiers de la loi du

(1) Il faut encore noter que la veuve d'un militaire qui ne jouissait que d'une pension proportionnelle n'a jamais droit à aucune pension viagère. Sous la législation actuelle, le sous-officier est déjà vieux quand il arrive à jouir d'une retraite civile puisque les services déjà rémunérés par la pension proportionnelle n'entrent pas dans le calcul de la liquidation de cette retraite.

21 mars 1905, il faudra joindre un troisième tableau, celui des emplois réservés aux sous-officiers comptant 15 années de service, à moins qu'on ne juge pas à propos de chercher à retenir les sous-officiers au-delà de leur dixième année de service, ce qui est une manière de voir très défendable. D'autres considérations pourront aussi maintenir au régiment jusqu'à cette limite, et même au-delà (1), certains sous-officiers : leur goût pour le métier militaire, l'espoir d'arriver à l'épaulette, la certitude d'avoir en restant au corps une situation pécuniaire momentanément supérieure à celle que leur vaudrait l'emploi civil qu'ils peuvent convoiter.

Mais la grande ressource de la loi pour recruter ses cadres inférieurs, pour conserver à la nation cet esprit militaire tendant toujours à s'affaiblir, et sans tomber pourtant dans les errements du militarisme, ce serait l'attribution aux anciens rengagés de tous les emplois et fonctions qui n'échappent pas totalement à l'ingérence de l'Etat. Le rengagement, nous le répétons, devrait être le stage indispensable, le début obligatoire de tous ces emplois et fonctions. La loi du 21 mars 1905 ne nous donne pas la pleine confiance qu'on y tiendra rigoureusement la main. « La position de sous-officier
« ne peut pas être une carrière en elle-même, disait
« M. Laisant, lors de la discussion de la loi de 1889 ;
« elle ne saurait suffire au développement de l'activité
« d'un homme pendant toute sa vie ; mais ce qu'elle
« doit être, c'est un commencement de carrière, j'irai
« presque jusqu'à dire le début obligé de toutes les

(1) En effet, nous avons émis l'opinion qu'on devrait pouvoir garder exceptionnellement sous les drapeaux, même après quinze ans de service un sous-officier exemplaire.

« carrières... Dans ce pays où la fièvre du fonctionna-
 « risme est devenue une thèse banale, l'état est en droit
 « de dire à tous ceux qui sollicitent des fonctions : je
 « ne vous en donnerai qu'à une condition, c'est que
 « vous l'avez commencé par remplir, non seulement vo-
 « tre devoir rigoureux, mais que vous avez fait un peu
 « plus... la fonction n'est pas un droit, c'est une fa-
 « veur ; je puis en fixer les conditions. »

M. Raiberti dans son rapport sur le budget de la guerre en 1901 s'exprime dans des termes équivalents et il ajoute :
 « L'emploi administratif deviendrait alors une prime
 « au service militaire, en même temps qu'à la valeur
 « physique de l'individu. La bureaucratie contribuerait
 « pour sa part au relèvement de la race. Elle prendrait
 « rang parmi les plus utiles institutions d'hygiène so-
 « ciale et nationale. Ce serait le recrutement des car-
 « rières civiles par l'armée et ce recrutement serait lo-
 « gique, puisque, dans un système qui confond la na-
 « tion et l'armée, il est juste que si l'armée a tiré de la
 « nation ses éléments les meilleurs et les plus vigou-
 « reux, elle les restitue, après s'en être servie, aux
 « services civils. »

Ces citations (1) exposent avec une précision remarquable les raisons qui autoriseraient la loi à se montrer très rigoureuse dans l'application d'un principe qu'elle a posé bien timidement. Et elle ne pourrait faire autrement que de se conformer rigoureuse-

(1) Le marquis de Chasseloup-Laubat, rapporteur de la loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers, disait déjà dans le rapport lu à la séance du 4 avril 1873 : « L'armée et la nation se con-
 « fondent ainsi dans le même effort, dans le même labeur ; la carrière
 « civile devient comme l'achèvement de la carrière militaire ; c'est, on
 « peut le dire, la raison même de cette loi. »

ment à ce principe du jour où elle supprimerait la pension proportionnelle et où elle n'aurait plus d'autre moyen que l'attribution d'un emploi civil pour récompenser les services militaires (1).

Ajoutons que cette réforme assurerait du même coup le désencombrement des grades inférieurs et le recrutement des sous-officiers nécessaires pour les formations de réserve, même en supposant rengagés la presque totalité des sous-officiers. En règle générale les sous-officiers quitteraient les drapeaux dès qu'ils auraient l'ancienneté voulue pour pouvoir obtenir l'emploi civil répondant à leurs goûts et à leurs moyens. Et c'est ce départ échelonné des sous-officiers de l'active qui permettrait de satisfaire aux deux exigences que nous venons de signaler (2).

(1) C'est le régime sous lequel on se trouve après la promulgation de la loi du 27 juillet 1872 jusqu'à ce que la loi du 10 juillet 1884 vienne créer les retraites proportionnelles. D'ailleurs, pendant ce court espace de temps, la législation relative aux emplois civils, établie seulement par la loi du 24 juillet 1873, n'a guère été appliquée. Cette législation, nous l'avons vu, fut lente à se perfectionner et c'est ce qui peut expliquer, en grande partie, l'insuccès de la loi de 1872 et de celles qui l'ont suivie, au point de vue du recrutement des sous-officiers rengagés.

(2) Le nombre des sous-officiers de complément nécessaires pour les formations de réserve est à peu près égal au nombre des sous-officiers de l'armée active. Il faudrait donc environ 45.000 sous-officiers de réserve, en tenant compte des déchets à prévoir.

Si tous les sous-officiers rengagés quittaient le service à sept ans de service, c'est-à-dire après cinq ans de grade environ, on arriverait à avoir un nombre de sous-officiers de réserve notablement supérieur à 45.000. En effet, on libérerait chaque année du service actif un nombre de sous-officiers qui serait en moyenne de $41.000 : 5 = 8.200$. Ces 8.200 sous-officiers devant encore rester six ans dans la réserve, on disposerait finalement dans cette réserve de $8.200 \times 6 = 49.200$ sous-officiers.

On peut supposer que ce nombre de sept années représenterait l'ancienneté moyenne des sous-officiers au moment où ils passeraient dans la réserve.

D'ailleurs il serait toujours possible de combler les vacances de sou

§

Nous venons de proposer un système qui permettrait d'assurer le recrutement d'un nombre suffisant d'excellents sous-officiers, de maintenir à ces cadres la stabi-

officier de réserve en nommant à ce grade des caporaux de la réserve. On trouverait d'excellents éléments parmi tous les jeunes gens instruits et capables et qui ne pouvant faire des officiers de réserve, seraient heureux de faire des sous-officiers de réserve. Ces sous-officiers improvisés, fort bien encadrés par leurs camarades de l'active ou provenant de l'active, seraient très suffisants pour le commandement des demi-sections. On aurait assez de sous-officiers provenant de l'active à qui l'on pourrait confier le commandement des sections en cas de nécessité.

On pourrait encore spécifier, pour augmenter le temps moyen pendant lequel les sous-officiers devraient rester dans la réserve, que tout sous-officier titulaire d'un emploi civil par application de la loi serait pendant cinq ans à la disposition du Ministre pour être employé dans les formations de réserve en cas de guerre.

Pour parer à cette insuffisance possible des sous-officiers de réserve, le capitaine Gilbert avait proposé l'expédient suivant : « Pour remédier au « déficit et aussi pour ménager une période transitoire et éviter les mé- « comptes, nous proposerions, dit-il, la création de deux grades intermé- « diaires : le vice-sergent et le vice-caporal.

« En temps de paix, le cadre de la compagnie s'augmenterait normale- « ment d'un vice-sergent ; à défaut de rengagés dans le cadre des sous- « officiers, leurs fonctions pourraient être remplies par des vice-ser- « gents.

« Les vice-sergents... seraient nommés sans condition de rengagement ; « ils fourniraient les intérim des gradés en pied détachés aux écoles, « malades, en permission, etc. ; ils toucheraient la solde du grade, sans « accessoires, et porteraient des insignes à déterminer... Ils ne jouiraient « pas des privilèges concédés à ceux-ci pour la rétrogradation et la cassa- « tion.

« En temps de guerre, les commandants des demi-sections... seraient, « en principe, exercés par les gradés en pied, c'est-à-dire par des renga- « gés provenant du cadre actif ou de la réserve. Les vice-sergents n'au- « raient droit à un commandement direct qu'en l'absence de rengagés, et « on les confirmerait alors dans le grade, en commençant par ceux du « cadre actif, puis des plus jeunes classes de la réserve. Ceux en excédent

lité indispensable et d'éviter en même temps leur alourdissement, leur encroûtement, si l'on peut s'exprimer ainsi. En s'y appliquant tant soit peu, on pourrait obtenir que le corps des sous-officiers fût composé, dans une proportion convenable, d'éléments rassis, instructeurs émérites, et d'éléments jeunes à l'enthousiasme communicatif. On pourrait en effet exercer un excellent choix parmi les nombreux militaires qui rechercheraient la situation de sous-officier en raison de ses grands avantages et de plus on aurait toute facilité pour rendre à la vie civile les attédis.

On nous objectera peut-être que si le zèle d'un sous-officier faiblit à partir du jour où il vient de contracter un rengagement de cinq ans, il faudra pourtant s'accommoder pendant longtemps encore de ses médiocres services. Aussi ne sommes-nous pas partisan des rengagements d'aussi longue durée. Et en proposant de n'admettre à l'avenir que des rengagements d'une année, deux années au plus, nous ne pensons pas causer grand préjudice aux sous-officiers et encore moins à l'Etat.

Qu'est-ce en somme que le rengagement ? C'est un contrat, de droit public il est vrai ; mais que ce contrat soit de droit public ou de droit privé, chacune des deux parties contractantes se propose bien d'en retirer un bénéfice. Si l'Etat consent à assurer aux rengagés tels avantages matériels et moraux, c'est parce que ceux-ci s'engagent à lui fournir leurs services pendant un certain temps et réciproquement si les sous-officiers con-

« doubleraient simplement les titulaires et pourraient les remplacer au cours de la campagne. » (Les nouvelles lois militaires. *Nouvelle Revue*, 15 novembre 1887.)

sentent à aliéner leur indépendance au profit de l'Etat pendant un certain temps, c'est en raison des avantages matériels et moraux que l'Etat leur assure. Mais ceci étant admis, quel avantage le sous-officier ou l'Etat peut-il trouver à la longue durée des rengagements ?

Le seul avantage que puisse escompter un sous-officier en signant un rengagement de longue durée, un rengagement sans prime bien entendu, c'est la quasi-certitude que son état ne sera pas remis en question de longtemps. Et s'il n'encourt pas la cassation ou la rétrogradation, ce qu'il ne tient qu'à lui d'éviter (1), puisque l'Etat lui a donné des garanties contre de telles mesures, il est certain de pouvoir jouir pendant plusieurs années des prérogatives attribuées à sa fonction. Encore l'Etat se réserve-t-il le droit de diminuer ces prérogatives sans qu'il en résulte pour le sous-officier le moindre droit à une compensation. Quoi qu'il en soit, le sous-officier peut renoncer aisément à cet avantage puisqu'un emploi civil l'attend à la libération du service et qu'il aura toujours l'existence assurée.

Quant à l'Etat, son avantage est de pouvoir compter sur les services du sous-officier, de pouvoir tabler sur sa présence dans les cadres pendant plusieurs années. D'ailleurs cet avantage est beaucoup moins appréciable aujourd'hui qu'il ne l'était à l'époque où l'Etat ne se réservait pas le droit de mobiliser en cas de guerre et pour la durée de la campagne, toutes les forces vives du pays. L'Etat peut donc, lui aussi, renoncer facilement

1) « La cassation, portant atteinte à toute la carrière militaire, ne doit être employée qu'avec la plus grande circonspection, et pour les fautes très graves ou d'incorrigibilité bien reconnue. » Règlement sur le service intérieur (art. 318).

à cet avantage ; il y trouvera d'ailleurs une compensation, la faculté de pouvoir congédier, sans trop tarder, un sous-officier qui n'a pas répondu aux espérances qu'on fondait sur lui. Et c'est précisément cette faculté que nous voulons lui ménager.

On pourrait encore proposer dans le même but une autre solution basée sur ce que l'Etat, dans le contrat de rengagement, pourrait conserver une certaine prépotence, comme dans tous les contrats de droit public. Les engagements pris par l'une des deux parties contractantes, le sous-officier, sont catégoriques, mais les engagements pris par l'autre partie, l'Etat, sont beaucoup moins nets et ne sont pas forcément corrélatifs des engagements pris par le militaire. L'Etat pourrait donc, à la rigueur, se réserver le droit de résilier de sa propre autorité le rengagement du sous-officier en lui disant : « Vous vous êtes engagé à me servir pendant cinq ans, mais je ne me suis pas engagé à vous garder à mon service aussi longtemps. » — Mais on peut se demander quel serait alors pour le sous-officier l'avantage d'un rengagement de longue durée. Ce ne serait plus la cassation, mais la résiliation de son rengagement, sa démission imposée qui pourrait lui faire perdre les avantages de son état. Et les raisons qui feraient prononcer la résiliation de son rengagement seraient affaire d'appréciation, et l'appréciation c'est l'arbitraire.

Nous ne proposons donc pas cette solution et d'ailleurs, pour qu'elle ne fût pas choquante, il faudrait que le sous-officier eût en revanche le droit d'offrir sa démission. Mais encore le lien qui rattacherait le sous-officier à l'armée ne vaudrait pas, à beaucoup près, celui qui relie actuellement au service militaire les

sous-officiers commissionnés. Ceux-ci ont, du moins, de sérieuses garanties contre la perte de leur situation.

Au reste nous ne verrions aucun inconvénient à ce que le sous-officier comptant déjà cinq années de service pût ensuite servir en qualité de commissionné. C'est, nous semble-t-il, de la combinaison de ces deux systèmes, de ces deux modes d'attache, rengagement de une ou deux années et commission, que pourraient le mieux s'accommoder l'Etat et le corps des sous-officiers. La prime produirait son effet attractif pour les premiers rengagements jusqu'à ce que le sous-officier puisse compter cinq années de service. A partir de ce moment il continuerait à servir en vertu de rengagements de courte durée ou en qualité de commissionné jusqu'à ce qu'il atteigne l'ancienneté voulue pour obtenir l'emploi qu'il ambitionne ou déterminé par toute autre considération et notamment par son goût et son aptitude pour le métier militaire. Pour éviter une trop grande perturbation dans les cadres par suite de nombreuses démissions simultanées, on pourrait stipuler que la démission d'un commissionné ne serait acceptée que dans un délai de six mois à partir de la demande et d'ailleurs l'Etat ne perdrait pas un pouce de ses prérogatives puisqu'il serait toujours libre de ne pas accepter une démission.

Telles sont les réformes qui donneraient au système que nous proposons toute la précision nécessaire. Mais ces modifications relatives à la durée des rengagements ne sont pas à beaucoup près aussi opportunes et aussi importantes que la mesure consistant à supprimer la pension proportionnelle et à attribuer aux anciens sous-

officiers rengagés des emplois donnant toujours droit à une pension. Nous reconnaissons que cette dernière réforme n'est pas simple, puisqu'il y a dans la liste des emplois réservés, des fonctions qui ne peuvent donner aucun droit à une pension. Il faudrait faire une révision complète de ces emplois (1); il faudrait édicter aussi des mesures transitoires pour respecter les droits acquis.

Toutes ces difficultés ne sont pas insurmontables pour qui veut un cadre de sous-officiers parfait, pour qui veut confondre absolument l'armée et la nation qui, comme le dit von der Goltz, doit approprier sa constitution militaire à son état social.

(1) La transformation en emplois civils, dans l'armée elle-même, d'un certain nombre de postes occupés par des sous-officiers en activité, réclamée par MM. Berteaux et Klotz (voir supra page 205) faciliterait beaucoup cette réforme. M. Messimy, rapporteur du budget de la guerre en 1907, a adopté les idées de ses prédécesseurs au sujet des emplois civils militarisés, particulièrement celles de M. Berteaux:

M. Messimy propose aussi la création d'un grade supérieur à celui d'adjudant, comme moyen d'améliorer la situation des sous-officiers rengagés sans augmenter les dépenses. On substituerait à 1500 ou 2000 lieutenants autant de sous-officiers; on leur donnerait la solde de sous-lieutenant sans cesser de les compter dans le cadre des sous-officiers dont ils conserveraient tous les avantages. — Une telle réforme serait parfaitement compatible avec toutes les modifications que nous avons proposées. Elle serait un acheminement vers une autre réforme plus radicale: On a, en effet, proposé aussi que tous les emplois de lieutenant soient confiés à des sous-officiers; on ne serait officier qu'à partir du grade de capitaine. — Nous nous contentons de mentionner simplement ce projet; il a d'ailleurs été conçu plutôt dans le but de rajeunir le corps des officiers que d'améliorer la situation des sous-officiers. Il ne pourrait se réaliser sans un certain bouleversement dans nos institutions militaires.

CONCLUSION

Pour satisfaire à toutes les exigences du temps de paix et du temps de guerre, l'armée française devra posséder d'excellents cadres inférieurs et notamment d'excellents sous-officiers. — Pour être tels, ces sous-officiers devront en principe être des rengagés. Ce premier point nous paraît une conséquence nécessaire de la réduction du temps de service. — Il faut en second lieu pouvoir choisir avec soin ces rengagés. Mais, si l'on veut avoir au complet ce corps de rengagés, ce choix ne peut se faire que s'il se présente une surabondance de candidats. Aussi doit-on faire en sorte que les jeunes gens désireux d'obtenir cette situation de sous-officier rengagé soient le plus nombreux possible. Pour obtenir ce résultat, il ne faut pas compter uniquement sur la spontanéité des vocations militaires qui, à aucune époque, n'a suffi à procurer à l'armée le nombre de sous-officiers qui lui était nécessaire. Mais ces vocations se révéleront toutes si nous savons attribuer à la situation de rengagé des garanties et des prérogatives suffisantes. Pour les susciter en grand nombre, il faut donc rendre cette situation très enviable.

Nous avons passé rapidement en revue les progrès

faits depuis une centaine d'années pour créer en faveur des sous-officiers une carrière plus digne, plus assurée, mieux rémunérée, plus tranquillisante au point de vue de l'avenir. Nous avons constaté que la loi du 21 mars 1905, perfectionnant l'œuvre de ses devancières, avait finalement réservé un sort très acceptable aux sous-officiers de carrière. On peut espérer que cette loi nous procurera le nombre nécessaire de sous-officiers rengagés, mais nous ne pourrions affirmer que ces sous-officiers, peut-être recrutés en nombre juste suffisant, présenteront sûrement toutes les qualités que nous devons rechercher et arriveront à constituer un corps de sous-officiers satisfaisant de toutes manières. Ce sont les meilleurs éléments de la nation qu'il faut surtout conserver sous les drapeaux au-delà de la durée légale. (De ces meilleurs éléments nous exceptons, bien entendu, les jeunes gens qui ne pourraient prolonger leur service militaire sans préjudice pour les fonctions auxquelles ils se préparent.)

Nous inspirant des leçons du passé et aussi des législations étrangères actuelles, nous avons indiqué dans quel sens pourraient se faire, à notre avis, les principales améliorations relatives à la situation des sous-officiers rengagés. Nous avons surtout proposé des mesures tendant à élever le prestige du rengagé, à consolider et à rendre plus agréable sa situation, à lui garantir plus sûrement les moyens d'existence après sa libération.

Après avoir donné au sous-officier la certitude d'obtenir un emploi sortable à l'expiration de son service, nous avons été amené à ne considérer sa situation que comme le début obligé d'une longue carrière qui se prolongera jusqu'à sa vieillesse. Ses années de service sup-

plémentaire seront le stage dont dépendra toute cette carrière ; aussi nous a-t-il paru plus nécessaire que jamais de soustraire ce service supplémentaire à toute espèce d'arbitraire.

Mais alors pour éviter de constituer un corps de sous-officiers — plus fonctionnaires que soldats — nous avons pensé qu'il ne fallait pas encourager le sous-officier à rester sous les drapeaux plus longtemps qu'il ne convient pour le bien de l'armée. Sans dédaigner les vieux serviteurs, instructeurs accomplis, comptables éprouvés, auxquels nous confierons les fonctions qui exigent de l'expérience et de l'autorité, nous voulons aussi un élément plus jeune, moins stable par conséquent, mais ayant plus de vigueur, plus d'entrain, affranchi de toute préoccupation de famille. Pour donner au sous-officier la possibilité de quitter les drapeaux à toute époque, sans amertume et sans rancœur, pour nous rendre toute liberté de le renvoyer sans inquiétude de conscience, nous avons été amené à proposer la suppression de la retraite proportionnelle. Cet objectif secondaire, à côté, retient, malgré tout, le sous-officier sous les drapeaux jusqu'à l'expiration de sa quinzième année de service. Il n'aurait plus sa raison d'être puisque le service militaire, d'après la conception que nous nous en faisons, ne serait que le début obligé d'une carrière civile qui ouvrirait elle-même des droits à une pension de retraite. — D'ailleurs il ne saurait être question de diminuer les avantages assurés aux rengagés ; la suppression de cette pension proportionnelle pourrait être, par exemple, mathématiquement compensée par une majoration du taux de la retraite dont bénéficieraient tous les anciens sous-officiers ou par une dimi-

nution du nombre d'années de services, tant civils que militaires, pouvant leur ouvrir des droits à cette retraite. Tous les emplois susceptibles d'être confiés à d'anciens sous-officiers, et notamment les emplois donnant droit à pension, ne seraient attribués à d'autres postulants qu'en l'absence de toute candidature militaire.

Ajoutons que ce système, tout en procurant d'excellents cadres à l'armée active, aurait encore l'avantage de constituer un corps de sous-officiers de réserve très expérimentés. On pourrait ainsi utiliser aux mieux les forces vives de la nation.

Notre conception ne dérive nullement de tendances militaristes ; bien loin de là. Elle laisserait plutôt entendre que le service militaire est un de nos devoirs les plus essentiels mais qu'en principe il ne doit pas absorber une trop grande partie de l'existence ; que, par contre, sous un régime égalitaire comme le nôtre, on doit une compensation à tous ceux qui, consentant à servir au-delà du temps légal, ont permis d'assurer le fonctionnement de notre organisation militaire et d'instruire des contingents dont le service a été réduit au minimum, précisément pour éviter toute déperdition de nos forces productives.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
MARC SAUZET.

Vu : LE DOYEN,
M. GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Recueil, en textes authentiques, des lois intéressant l'armée (1791-1901).

Bulletin officiel du ministère de la guerre (1878-1907).

Travaux préparatoires des lois (documents parlementaires, débats).

Lois et décisions concernant les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats rengagés ou commissionnés.

Rapports sur les budgets de la guerre (1897-1907).

L'armée en 1906 (considérations générales à propos du budget de la guerre par M. Klotz, député, rapporteur du budget de la guerre).

Journal des sciences militaires (1902-1906).

Revue militaire de l'étranger (1901-1906).

Revue des Deux-Mondes (15 juillet 1904).

Revue de Paris (15 juin 1906).

Etat militaire des principales puissances étrangères (capitaine J. Lauth).

Lois et institutions militaires. Six études organiques (capitaine Gilbert),

Les transformations de l'armée française (général Thoumas).

La réforme de la loi militaire (Henry Houssaye).

Etudes d'organisation de l'armée. Nos sous-officiers (général Luzeux).

La question des sous-officiers (général Philebert).

Avenir du sous-officier (capitaine Pépin).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE LA QUESTION

CHAPITRE PREMIER

LES SOUS-OFFICIERS SOUS LE SERVICE A LONG TERME (1815-1870).....	13
---	----

- A.* — La situation du sous-officier sous l'ancien régime et sous le premier Empire est peu comparable à celle d'aujourd'hui. — Transition marquée par la Restauration. Abolition du service personnel et obligatoire. — Conséquences de cette abolition sur l'organisation de l'armée et la durée du service militaire. Opinion du lieutenant général Morand sur ces questions et sur la situation des sous-officiers.
- B.* — Les lois de recrutement du 10 mars 1818 et 9 juin 1824. — La loi de recrutement du 21 mars 1832. — La loi de dotation de l'armée du 28 avril 1855. — La loi de recrutement du 1^{er} février 1868.
- C.* — Résultats généraux de ces lois en ce qui concerne le recrutement des cadres. — Causes de ces résultats. — La question des sous-officiers ne se posait pas avant 1870.

CHAPITRE II

LES SOUS-OFFICIERS SOUS LE SERVICE A COURTE DURÉE (1872-1881)	37
--	----

A. — La loi de recrutement du 27 juillet 1872 rétablit le service personnel et obligatoire. — Nouvelles difficultés créées par cette loi pour le recrutement des sous-officiers. La loi du 27 juillet 1872 n'a pas prévu ces difficultés. — Loi du 10 juillet 1874 relative aux améliorations à apporter à la situation des sous-officiers. Pas plus que la loi de 1872, elle ne remédie à l'insuffisance des rengagements.

B. — Comment on croit pouvoir y remédier. La question des primes. — Loi du 22 juin 1878 sur le rengagement des sous-officier qui rétablit les primes de rengagement et pose les premiers fondements de l'état des sous-officiers. — Pourquoi elle ne remédie pas au mal.

DEUXIÈME PARTIE

L'ETAT DES SOUS-OFFICIERS

CHAPITRE PREMIER

L'ETAT DES SOUS-OFFICIERS ÉTABLI PAR LES LOIS DU 23 JUILLET 1881 ET 18 MARS 1889 SUR LE RENGAGEMENT DES SOUS-OFFICIERS.....	65
--	----

A. — A quelles conditions doit satisfaire la situation des sous-officiers pour constituer un « état ». Garanties de la profession ; nature des avantages moraux et matériels qu'elle comporte.

B. — La loi du 23 juillet 1881 sur le rengagement des sous-officiers. — Améliorations qu'elle apporte à la situation des sous-officiers au point de vue pécuniaire. — Les garanties qui créent définitivement

« l'état des sous-officiers ». — Le mariage des sous-officiers. — Autres avantages réclamés en faveur des sous-officiers par les auteurs de la loi du 23 juillet 1881; règlement sur le service intérieur des corps de troupe du 23 décembre 1883; loi du 29 juillet 1887 ayant pour but d'améliorer la situation des sous-officiers rengagés et commissionnés non adjudants. — Résultats insuffisants de la loi de 1881.

C. — Perfectionnements apportés à cette dernière loi par celle du 18 mars 1889 sur le rengagement des sous-officiers. — Loi du 6 février 1897. Résultats de la loi du 18 mars 1889. Critiques qu'on en a faites; réformes proposées.

CHAPITRE II

LE SOUS-OFFICIER RENGAGÉ SOUS LA LOI DE RECRUTEMENT DU 21 MARS 1905..... 105

Considérations qui ont fait réduire la durée du service. — Les conséquences de la réduction du temps de service sur le recrutement des gradés et principalement des sous-officiers. Nécessité d'augmenter le nombre des rengagés. — La loi du 21 mars 1905 sur le recrutement. But du titre IV de cette loi en ce qui concerne les rengagements des gradés. Durée de ces rengagements. — Conditions dans lesquelles ils peuvent être contractés. — Avantages pécuniaires assurés aux rengagés (chap. III du titre IV). — Emplois réservés (chap. IV du titre IV). — Résultats qu'on peut attendre de la loi du 21 mars 1905 en ce qui concerne le recrutement des sous-officiers.

CHAPITRE III

LA QUESTION DES EMPLOIS CIVILS 128

A. — Son importance, son développement. — Loi du 24 juillet 1873 sur les emplois réservés aux anciens sous-officiers des armées de terre et de mer. — Modifications apportées à cette loi par celle du 18 mars 1889. — Décrets du 28 octobre 1874 et du 4 juillet 1890 rendus en exécution de ces deux lois. — Conditions de fond et procédure pour l'obtention d'un emploi civil. — Garanties et moyens de contrôle assurés aux sous-officiers. — Résultats de la législation du 18 mars 1889 en ce qui concerne les emplois civils. — Perfectionnements apportés par la loi du 23 juillet 1897. —

- B.* — Etat actuel de la législation résultant de la loi du 21 mars 1905 et du règlement d'administration publique du 26 août 1905 rendu en exécution de cette loi. — Nombre et nature des emplois réservés.

CHAPITRE ANNEXE

LES SOUS-OFFICIERS DES ARMÉES ÉTRANGÈRES (1)..... 154

- A.* — Les sous-officiers de l'armée allemande. — Hiérarchie des cadres inférieurs. — Recrutement et avancement. — Solde et avantages pécuniaires. — Pensions et retraites. — Emplois civils. — Différence des résultats obtenus en France et en Allemagne.
- B.* — Le recrutement des sous-officiers de carrière en Italie.
- C.* — Le recrutement des sous-officiers de carrière en Russie.
- D.* — Le recrutement des sous-officiers de carrière en Autriche-Hongrie.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

LES QUESTIONS DE L'AVENIR..... 180

- A.* — Conception nouvelle de l'armée nationale et son influence sur le recrutement des sous-officiers. — Quelle catégorie de sous-officiers doit nous intéresser spécialement ? — De l'importance d'améliorer encore leur situation.
- B.* — Peut-on augmenter les avantages pécuniaires qui leur sont déjà faits. — La prime de rengagement est-elle à maintenir ? — Peut-on perfectionner la législation relative aux emplois civils. L'emploi civil est inhérent à la carrière du sous-officier. — Peut-on augmenter les garanties attribuées à cette carrière. — La question d'avancement. — L'admission des adjudants à l'épaulette a-t-elle donné de bons résultats ? Propositions suggérées par cette question. — Le logement et l'ameublement. — Le mariage des sous-officiers. — Y a-t-il lieu de donner aux sous-officiers rengagés une autorité réelle sur les non rengagés ?
- C.* — Avantages de la suppression de la pension proportionnelle au point de vue du bon recrutement des sous-officiers. — Avantages qu'on aurait à réduire la durée moyenne des rengagements et à laisser commissionner les sous-officiers comptant cinq ans de service.

CONCLUSION 229

BIBLIOGRAPHIE..... 233

IMPRIMERIE F. DEVERDUN, BUZANÇAIS (INDRE)

